

**UNIVERSITÉ GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DÉPARTEMENT DE SOCIOLOGIE**

**LE CAPITALISME RECYCLÉ:
L'ACCUMULATION PAR RÉANIMATION ET LES
RÉCUPÉRATEURS DES DÉCHETS RECYCLABLES A
ISTANBUL**

THESE DE MASTER DE RECHERCHE

Ayçanur TOP

Directeur de Recherche: Doç. Dr. K. Cem ÖZATALAY

AOÛT 2022

PRÉFACE

Les premiers jours où j'ai commencé à errer dans les rues de Tarlabası, peut-être avec un désir secret de *distinction*, j'ai cru que ce dont j'étais témoin était de la pure pauvreté et j'ai souffert d'une dépression émotionnelle. La pitié, le désir d'aider, l'impuissance que je ressentais de ne pas avoir de baguette magique... tout cela passait par la fenêtre de la stratification sociale. Plus je parlais aux gens, plus ils me faisaient comprendre que la pauvreté n'était pas un problème de ceux que nous appelons pauvres, qu'ils souffraient d'autres types de privations et que l'analyse des classes sociales devait prendre le pas sur les discours sur la pauvreté. L'éloge de la pauvreté, quelle que soit l'intention, masque les véritables questions sur la source de la richesse. Les pauvres ne pensent pas à la pauvreté. Tout comme ce que disait un récupérateur quand j'avais demandé comment il nommait son travail : "*on ne dit rien, on fait notre travail*".

Ici, il s'agit certainement d'une prise de position, d'un choix herméneutique qui fait que j'ai décidé d'adopter une approche qui s'intéresse aux rapports de production, car relier ces vécus, les émotions, les conditions de vie, les difficultés que j'ai témoignées, à la pauvreté, à l'exclusion sociale, à la marginalisation serait d'outrepasser les mécanismes qui les ont créés. En plus, je ressentais, bien que de manière assez confuse, l'importance de ce secteur pour la continuation du mode de production capitaliste et je voudrais savoir pourquoi. Je ne m'attendais certainement pas à découvrir un système de production et d'accumulation si parfaitement conçu, ni à découvrir en moi la volonté d'en connaître plus. J'espère que la curiosité qui m'a poussé à travailler sur ce sujet, à lire et surtout à réfléchir aurait été également la source d'un travail universitaire à la hauteur.

Pour conclure, j'aimerais remercier aux personnes qui m'ont été des supports indéniables et très chers pendant cette recherche et son écriture. La rédaction de ce

mémoire n'aurait pas été possible sans les encouragements de M. Cem Özatalay. Merci pour votre patience, guidance et enthousiasme. Merci à Mme. Ipek Merçil qui m'a prise par la main quand j'ai décidé de remettre ce travail à plus tard. C'était un moment décisif. Merci à Ali, je te dois beaucoup, grand frère, grand ami. Merci à Didem, Ceren et Ela, amies et collègues précieuses, et à Bulut pour ton soutien. Vos présences me rendent plus forte. Merci à Gülelennaz et à Lara, sans vous et nos discussions j'aurais été bloquée sur plusieurs points. Merci à ma mère, le plus bel exemple dans ma vie. Finalement, merci aux amis récupérateurs de m'avoir accordée de leurs temps, de leur bienveillance et amitié.



RESUMÉ

La crise écologique est l'objet des discours, des rapports scientifiques et des mouvements activistes depuis notamment les années 1970 et les programmes politiques n'ont pas tardé à la prendre en compte. Les conférences mondiales ont eu lieu avec la participation des États, des institutions supra étatiques et des entreprises de la classe capitaliste transnationale et la solution sortante était la marchandisation de la crise par la création des marchés de carbone, des technologies vertes et l'imposition des programmes de développement durable avec l'ouverture des pays en développement aux investissements étrangers et les procédés d'endettement. L'explication proposée pour justifier ces mesures identifie l'économie linéaire de *fabriquer-consommer-jeter* comme la responsable de la crise et prévoit l'installation d'une économie circulaire qui consiste à mettre en œuvre un système clos de production-consommation en faisant des déchets recyclables, dont les déchets d'emballages, les nouvelles matières premières à travers l'industrie de recyclage. Ayant perdu sa valeur jusqu'aux poubelles, les déchets d'emballages sont ainsi *revalorisés*. Nous faisons l'hypothèse dans cette étude que ce procédé est en fait une nouvelle réponse aux crises constantes de suraccumulation du mode de production capitaliste et cette revalorisation des déchets participe à une nouvelle forme d'accumulation : *l'accumulation par réanimation*. Puisqu'il s'agit d'un ordre économique mondial, la participation des pays en développement à l'industrie globale de recyclage se fait par des essais-échecs visant à retrouver la forme la plus profitable à ce mode de production. C'est en ce sens qu'analyser l'organisation du travail des récupérateurs des déchets, la position qui leur ont attribuée sur la matrice des rapports de classe à la métropole d'Istanbul vise à montrer l'articulation de la Turquie à cet ordre de l'économie 'écologique' mondial.

ABSTRACT

The ecological crisis has been the subject of discourse, scientific reports, and activist movements since the 1970s in particular, and political agendas have been quick to take it on board. World conferences were held with the participation of states, supra-state institutions and transnational capitalist class corporations, and the emerging solution was the commodification of the crisis through the creation of carbon markets, green technologies, and the imposition of sustainable development programs with the opening of developing countries to foreign investment and debt processes. The explanation proposed to justify these measures identifies the linear economy of *take-make-dispose* as the one responsible for the crisis and foresees the installation of a circular economy that consists in implementing a closed system of production-consumption by making recyclable waste, including packaging waste, the new raw materials through the recycling industry. Having lost its value to the trash, packaging waste is thus revalued. We hypothesize in this study that this process is in fact a new response to the constant crises of overaccumulation of the capitalist mode of production and this revalorization of waste participates in a new form of accumulation: *accumulation by reanimation*. Since this is a global economic order, the participation of developing countries in the global recycling industry is done through trial and error in order to find the most profitable form of this mode of production. It is in this sense that analyzing the organization of the work of the waste pickers, the position they have been assigned on the matrix of class relations in the metropolis of Istanbul aims to show the articulation of Turkey to this order of the global 'ecological' economy.

ÖZET

Ekolojik kriz, özellikle 1970'lerden bu yana söylemlerin, bilimsel raporların ve aktivist hareketlerin konusu olageldi ve siyasi gündemler de bunu hızla benimsedi. Devletlerin, devletler üstü kurumların ve ulusötesi kapitalist sınıf şirketlerinin katılımıyla dünya konferansları düzenlendi ve ortaya çıkan çözüm, gelişmekte olan ülkelerin yabancı yatırım ve borç süreçlerine açılması yoluyla karbon ve, yeşil teknoloji piyasalarının oluşturulması ve sürdürülebilir kalkınma programlarının dayatılması yoluyla krizin metalaştırılması oldu. Bu önlemleri haklı çıkarmak için sunulan açıklama, krizin suçlusu olarak doğrusal yap-tüket-at ekonomisini tanımlamakta ve ambalaj atıkları da dahil olmak üzere geri dönüştürülebilir atıkların geri dönüşüm endüstrisi aracılığıyla yeni hammaddeler haline getirilerek kapalı bir üretim-tüketim sisteminin uygulanmasından oluşan döngüsel bir ekonominin kurulmasını öngörmektedir. Çöp kutusu yolunda değerini kaybetmiş görünen ambalaj atıkları böylece yeniden değer kazanmaktadır. Bu çalışma, bu sürecin aslında kapitalist üretim tarzının sürekli tekrar eden aşırı birikim krizlerine yeni bir yanıt olarak tasarlandığını ve atıkların bu yolla yeniden değerlendirilmesinin yeni bir birikim modeli ortaya koyduğunu savunmaktadır: yeniden canlandırma (*réanimation*) yoluyla birikim. Bu küresel bir ekonomik düzen olduğundan, gelişmekte olan ülkelerin küresel geri dönüşüm endüstrisine katılımı, bu üretim tarzı için en karlı biçimi bulmayı amaçlayan bir deneme-yanılma sürecidir. Bu anlamda saha çalışmamız atık toplayıcılarının İstanbul metropolündeki iş örgütlenmelerinin ve sınıf ilişkileri matrisinde kendilerine biçilen konumu analiz etmeyi ve Türkiye'nin bu küresel 'ekolojik' ekonomik düzene nasıl eklemlendiğini göstermeyi amaçlamaktadır.

TABLE DES MATIERES

PRÉFACE	ii
RESUMÉ.....	iv
ABSTRACT.....	v
ÖZET	vi
ABBREVIATIONS	viii
INTRODUCTION.....	1
a) Le terrain, la méthode et l'éthique	3
b) La théorie, le problématique et le plan	6
I. LE GREEN, C'EST BON !.....	9
a) Les relations écologie-économie	9
b) <i>Greening</i> le capitalisme : l'économie linéaire et les alternatives	14
II. RECYCLAGE DU CAPITALISME : ACCUMULATION PAR RÉANIMATION	27
a) La forme d'accumulation capitaliste.....	27
b) Le capitalisme éthique contemporain globalisé	34
c) L'Organisation du secteur dans le monde	38
d) La formation de classes.....	43
e) La forme d'accumulation revisitée : accumulation par réanimation.....	49
III. L'INTEGRATION DE LA TURQUIE A L'ÉCOLOGIE DU MARCHÉ MONDIAL.....	57
a) Le profil de la force de travail récupératrice.....	57
b) L'organisation du travail des récupérateurs de déchets.....	62
c) La définition du travail des récupérateurs des déchets.....	66
d) L'histoire institutionnelle de l'intégration de la Turquie à l'écologie du marché mondiale	70
e) Les répercussions de cette intégration sur les récupérateurs des déchets.....	74
CONCLUSION.....	78
BIBLIOGRAPHIE	81
L'ANNEXE 1 : LES MODIFICATIONS DANS LES RÉGULATIONS NATIONALES	88
L'ANNEXE 2 : LES INSTALLATIONS DE GESTION INTEGRÉE DES DÉCHETS MUNICIPAUX A ISTANBUL	89
L'ANNEXE 3 : LES INSTALLATIONS DE TRANSFERT MUNICIPAUX A ISTANBUL	90
L'ANNEXE 4 : LA LISTE DES INTERVIEWÉS	91
BIOGRAPHIE	94

ABBREVIATIONS

ÇEVKO : Fondation sur la Protection de l'Environnement et Valorisation des Déchets d'Emballages

FMI : Fonds Monétaires Internationales

GATS : Accord général sur le Commerce des Services

IBB : Grande Municipalité d'Istanbul

OMD : Les Objectifs millénaires pour le Développement

OMG : Organisation Mondiale du Commerce

ONG : Organisation non-gouvernementale

ONU : Organisations des Nations Unies

UE : Union européenne

INTRODUCTION

Ce travail qui porte sur le capitalisme recyclé est une étude qui tourne autour des déchets mais pas n'importe lesquels. Tout au long de ce travail, le mot déchet va avoir un sens spécifique. Même si tous nos déchets domestiques retrouvent la même poubelle, la liste publiée dans le journal officiel en 2015 sur la hiérarchie de détermination du code de déchets fait trente-huit pages !¹ Parmi ces centaines des déchets, les déchets organiques ou les ordures dans le lexique quotidien, les déchets nucléaires ou les autres déchets dangereux, des débris, des eaux usagées, des déchets pharmaceutiques ne feront pas partie de notre définition. Ce qui nous intéresse, ce sont les déchets recyclables, composés du papier, du carton, du PET, de la plastique, des canettes en aluminium, bref, les déchets d'emballages qui sont objets (et produits) du travail des récupérateurs.

Les lecteurs et les lectrices qui vivent en Turquie sont familiers au profil des récupérateurs des déchets. Nous les croisons dans les rues en train de traîner des haran ou des çekçek, leurs voitures non motorisées, remplis de cartons ou des canettes ; ou en train de chercher leur bonheur dans les grandes poubelles communales. Souvent solitaires, ils marchent de longues distances dans la ville, entendent fréquemment le klaxon des voitures de passage, et ressentent les regards humiliants des passants.

Les études scientifiques sur ces travailleurs et leurs activités, dont les descriptions de poste varient d'un pays à l'autre, sont hétérogènes. La grande majorité de ces études portent sur la part du travail effectué dans l'économie du pays, sur l'évolution historique et juridique du secteur et sur le lien entre cette branche d'activité et le secteur informel. (ÖZGEN, 2006; ALTUNTAŞ, 2008; ACAR &

¹ <https://www.resmigazete.gov.tr/eskiler/2015/04/20150402-2-1.pdf>

BAYKARA ACAR, 2008; DENIZ, 2010; ROBIN & COLLAS, 2013-2014; MEDINA, 2008). Özgen décrit par exemple l'évolution du traitement des déchets en Turquie et identifie les années 90 comme une importante période de transformation dans la gestion des déchets. Altuntas remplace le travail des récupérateurs dans le contexte de globalisation et de secteur informel. Le rapport de Robin et Collas identifie les incapacités de la gestion des déchets des autorités publiques à Istanbul. Les recherches d'Acar & Baykara Acar et de Deniz mettent l'accent sur le secteur informel. Medina analyse le secteur informel du recyclage dans les pays en développement.

En outre, il existe des études qui font référence à la pauvreté, les débats sur les classes défavorisées, l'inégalité sociale ou l'exclusion sociale (GÜR, 2019; YARDIMCI & SALTAN, 2007; ÖZSOY, 2012). Ainsi le mémoire de Gür s'intéresse aux conditions de pauvreté et d'exclusion sociale des récupérateurs de déchets à Antalya. Yardimci & Saltan, ainsi que Özsoy mettent l'accent sur l'urbanisation et la nouvelle pauvreté urbaine.

On trouve aussi des études qui traitent des mécanismes de défense et de résistance développés face aux difficultés quotidiennes découlant de l'absence de statut juridique (FLORIN, 2016; FLORIN, 2011; KUTLU, 2015; MILLAR, 2008). Florin analyse les pratiques de résistance des récupérateurs de déchets à Istanbul (2016) et à Caire (2011). Kutlu s'intéresse spécifiquement aux techniques de résistance des récupérateurs kurdes à Istanbul et Millar, celles au Brésil.

Enfin, certaines études traitent de la dimension juridique de la définition des emplois et des pratiques politiques qui ciblent directement les récupérateurs des déchets. (DINLER, 2016; do CARMO, 2012). Ainsi Dinler interroge la position de classe des récupérateurs et identifie leur travail comme une forme de travail salarié en les identifiant comme des ouvriers. Do Carmo analyse les politiques publiques ciblant les récupérateurs de Rio.

Notre étude se tâche de remplacer le travail des récupérateurs des déchets dans une perspective théorique macrosociologique. En ce sens, le côté descriptif et ethnographique de notre recherche peut sembler faible. En revanche, le point sur lequel nous insistons, c'est la participation du travail de récupération au

fonctionnement du mode contemporain de production et d'accumulation capitaliste. C'est dans ce but que notre terrain nous offre une porte d'entrée à la manière dont la gestion de déchets d'emballage est faite en Turquie, afin, dans un deuxième moment, de remplacer ce modèle dans un plus large contexte de globalisation des rapports de production.

a) Le terrain, la méthode et l'éthique

Le travail de terrain est issu d'une prise de conscience des différences et d'une interrogation concernant le mode de gestion des déchets entre la France et la Turquie. Ayant vécu en France pendant des années où le tri sélectif est relativement fonctionnel, voir les personnes travailler mains dans les poubelles à Istanbul à fait surgir plusieurs questions. Il s'agissait d'une pratique valorisée dans un endroit, presque condamnée socialement dans l'autre. Or, je savais que la pauvreté était le résultat et non pas le motif d'effectuer ce « sale boulot ». (LHUILIER, 2005). Les rapports de production derrière ce travail et cette industrie devait fonctionner de manière à faire vivre certains autres dans une plus grande conformité. Je me suis demandé, par quels procédés ?

La première partie de mon travail de terrain est faite à Tarlabasi/Dolapdere en 2019 où j'ai fait des interviews avec vingtaine de récupérateurs, d'anciens récupérateurs et de propriétaires d'entrepôts. La deuxième partie du travail de terrain est effectuée fin 2021 et début 2022 où j'ai poursuivi les entretiens avec dizaines de personnes à Tarlabasi/Dolapdere mais également à Ümraniye. Le choix de ce deuxième terrain s'était imposé au cours de cette recherche, du fait notamment de l'existence d'un mouvement social et d'une résistance des récupérateurs à Ümraniye à la suite des descentes policières.

Puisque répéter aux personnes en face de moi des schémas de questions systémiques fondés sur un raisonnement déductif serait contraire à la dynamique de la rue, au prix d'un éloignement de l'approche positiviste de la sociologie, j'ai décidé d'adopter une approche ethnographique pendant mon terrain, et procédé par des

entretiens non approfondis et par des observations. Nous avons eu des conversations informelles, bu du thé et du café sur des caisses et des tabourets fixés au bord des déchets accumulés sur le trottoir ou à l'intérieur de l'entrepôt. Les personnes qui se trouvaient devant moi étaient des ouvriers qui s'étonnaient que je n'aie pas d'enregistreur, de caméra ou de carnet de notes, et qui étaient habitués aux questions curieuses des étudiants et des journalistes. J'ai discuté avec 28 citoyens turcs, 3 Afghans, 2 récupérateurs ghanéens. Parmi ces «33 personnes, 3 étaient anciens récupérateurs, 11 propriétaires d'entrepôts et 19 exerçaient la récupération. Il y avait seulement une femme, la récupération semble être un travail masculin². Tous mes interlocuteurs de citoyenneté turque étaient installés à Istanbul il y a des années à la suite de migrations internes. Après chaque entretien ou dès que je quittais le quartier, je me posais dans le premier coin que je trouvais et je notais les conversations et mes impressions dans mon carnet.

Il y a eu ceux que j'ai arrêtés dans la rue en disant "*Salut frère, désolée de te déranger*", et ceux que j'ai atteints avec la méthode de la boule de neige. Il y avait ceux qui m'accueillaient et m'offraient du thé/café tout comme ceux qui me disaient "*Je ne peux pas t'emmener avec moi à l'entrepôt, ce serait impropre*" et me donnaient leur téléphone portable en disant "*On peut s'asseoir à Cihangir, ce serait plus pratique*" (Remzi, récupérateur saisonnier). Nous avons discuté avec certains d'entre eux en marchant entre les conteneurs, d'autres sur le chemin de la manifestation.

Le fait de partager mes propres réserves avec eux tout au long du processus m'a permis de gagner plus facilement la confiance. Par exemple, lorsque j'ai dit à Maaz de Van, qui travaille comme berger à Erzurum en été et comme récupérateur à Istanbul en hiver, "*j'hésite en fait à me promener toute seule*" lorsqu'on prenait du thé sur le trottoir, il m'a rassuré en disant "*l'ancienne Dolapdere était mauvaise, maintenant elle ne l'est plus autant qu'avant*". Le « beau-frère » de Van, le propriétaire de l'entrepôt qui se rendait au travail et en revenait en voiture, m'a offert une cigarette en disant "*tu es notre sœur, tu es notre fille, notre petite-fille*" (Salman). Nous avons vécu un incident similaire lorsqu'ils ont fait part de leurs réserves : lorsqu'ils ont posé la question "*pourquoi fais-tu seule ce travail ?*" et que j'ai répondu

² Pour un travail qui porte sur les récupératrices voir le travail de Nihan Balci (2017) . Attendons également la thèse doctorale de Lara Sarlak, et le mémoire de Gülen Naz Terzioğlu à venir .

en disant "*je dois faire une sorte de devoir et je voulais rencontrer des ouvriers, pas des patrons*", le sourire qui est apparu sur le visage de tous ceux qui ont posé la question a adouci la conversation à chaque fois.

Il n'a pas été facile de gagner la confiance d'un autre propriétaire d'entrepôt, Hasan d'Aksaray, qui a ouvertement déclaré qu'il était un conservateur politique. J'ai été testé avec mes codes religieux, par exemple, lorsque j'ai demandé "*donc vous avez créé cet endroit à partir de rien ?*", j'ai reçu une réponse sévère "*c'est réservé à Allah de créer à partir de rien*" (Hasan). D'une certaine manière, il était le seul propriétaire d'entrepôt qui était satisfait de la façon dont le secteur se déroulait et il a dit que les 7 personnes qui travaillaient avec lui étaient assurées, dès les premières phrases où je me suis introduite. Les deux récupérateurs du Ghana (Abuud et Ahmed) sont ceux dont j'ai eu le plus de mal à gagner la confiance et qui ont refusé de répondre à mes demandes. Ces deux ouvriers, dont la couleur de peau présentait le risque d'être renvoyés comme migrants irréguliers, ne travaillaient pas dans la rue mais à l'intérieur des entrepôts. Bien que nous n'ayons pas eu de barrière linguistique puisque nous parlions anglais, j'ai eu beaucoup plus de mal à établir une relation avec eux qu'avec les ouvriers afghans avec lesquels j'ai eu beaucoup plus de mal au niveau langagier.

L'un des problèmes que j'ai rencontrés, bien sûr, était d'accéder à la vérité. J'ai dû essayer de comprendre les expériences et les relations informelles non pas par la bouche de ceux qui les ont vécues, mais en combinant ce que les autres ont dit les uns des autres. Par exemple, Emrah, qui travaillait pour Önder d'origine Tokat, s'est présenté comme le fils d'Önder. Quand j'ai expliqué à l'épicier de la rue les motifs de ma volonté de leur parler, le regard espiègle qu'il a lancé m'a rendu curieuse. Meryem, une récupératrice qui était en quelque sorte au courant de ce qui se passait dans le quartier (elle m'a dit que je devrais l'appeler tante plutôt que grande sœur[abla]), m'a dite plus tard qu'Önder était en fait un "sodomite", en baissant la voix. Dans un cycle similaire, j'ai appris que Meryem avait été une travailleuse du sexe et une 'maquerelle' dans le passé. Dans un autre article, il y aurait beaucoup plus à dire sur les question de genre.

b) La théorie, le problématique et le plan

Au cours de deux années que j'ai passé à lire et à discuter avec ces personnes et grâce aux savants conseils de mon directeur de mémoire, je me suis rendu compte de l'importance de l'industrie et des rapports de production qui se trouvent derrière cet éthos. Il fallait monter dans la perspective vers la vue à vol d'oiseau, vers la macro, afin d'avoir des réponses plus ou moins satisfaisantes à mes questions confuses. L'une de ces questions était relative à l'écologie. Le tri, je pensais, étant une pratique très importante pour la lutte contre l'extinction des ressources, pour la protection de l'environnement, pour l'écologie mais pourquoi alors les personnes qui s'en occupaient dans les rues étaient si dévalorisées, marginalisées, précaires, sachant que les campagnes de zéro déchet étaient en circulation, l'utilisation des sachets en plastique était interdite ? D'ailleurs, je venais de rentrer de la France et considérais cette importance comme une évidence.

Ces réflexions m'ont ramené ainsi à questionner les pratiques liées à la sensibilité écologique et leurs fonctions latentes. Ainsi, cette recherche va présenter une approche critique à ce que l'on peut appeler l'écologie de marché. Je tiens pourtant à préciser deux points. D'abord, il ne s'agit pas d'ignorer la présence d'une grave crise écologique à la Trump ni de négliger ou sous-estimer les luttes qui sont menées contre cette crise. Deuxièmement, bien que la période de la marchandisation de cette crise comme je vais essayer de démontrer correspond à l'époque néolibérale, il ne s'agit pas de chercher les problèmes uniquement sous le néolibéralisme. La ligne d'analyse poursuivie dans cette recherche défendra que la prise en charge des problèmes écologiques dans un monde où le mode de production capitaliste prend le dessus sert avant tout à la continuation de ce même mode de production, en crise à la fois d'approvisionnement et de suraccumulation. Le titre de ce travail tente de résumer ce point de vue.

En Turquie, les recherches scientifiques concernant l'économie circulaire ont commencé un peu plus tard, à une date qui coïncide avec l'introduction du projet de zéro déchet (ÖNDER, 2018b; SAPMAZ VERAL & YİĞİTÇİBAŞIOĞLU, 2018). Mais les discussions commençant par des solutions vertes, passant par la durabilité et arrivant à l'économie circulaire étaient abondantes dans le monde (POTOČNIK,

2014; COLLARD, 2020; PEARCE, 2002). Les approches Marxistes ou critiques se sont également intéressés au sujet (BANERJEE, 2003; FLIPO, 2014; SMITH, 2007) et notre travail prétend s'aligner derrière ces dernières.

Dans ce but, ce travail discutera la valeur impliquée dans le travail des récupérateurs des déchets d'emballage, de leurs objets & produits de travail et la signification de cette valeur pour le capitalisme en crise constante de suraccumulation. Nous soutiendrons que la découverte de la valeur du déchet aurait rendu ce dernier une matière première, ouvrant ainsi la voie à une nouvelle forme d'accumulation permettant la circulation à l'infini, du moins dans l'idéal, du capital. Nous appelons cette forme d'accumulation l'accumulation par réanimation et le travail des récupérateurs, ouvriers du sujet automatique, serait le moment où le boucle de la (ré)valorisation se boucle. Notre terrain nous montrera que l'intégration de la Turquie à cet ordre transnational passe également par la mise en avant de l'hégémonie éthique-écologique, nécessite la coopération des autorités publiques et privées et une gestion coercitive de la main d'œuvre récupérateur.

Nous allons procéder en trois parties. Le premier chapitre se tâchera de montrer la manière dont la crise écologique a été intégrée au sein des économies de marché (a) dans un contexte de la globalisation des rapports de production, par la coopération des États-nations, des institutions supranationales, et la bourgeoisie transnationale (b).

Le deuxième chapitre s'intéressera aux raisons économicopolitiques de cette immersion en interrogeant les dimensions d'accumulation (a) dont les crises poussent à la réorganisation structurelle du secteur dans le monde (b), la dimension de valeur (c) dont la réanimation retombe au travail des récupérateurs (d), et à cette nouvelle forme d'accumulation que la rencontre de ces dimensions fait surgir : l'accumulation par réanimation (e).

Finalement dans le dernier chapitre, en nous appuyant sur notre terrain, nous décrirons l'historique de la gestion des déchets en Turquie (a), la composition sociologique de cette classe de récupérateurs (b), l'organisation actuelle de leurs travail (c) et la manière dont on définit ce travail « libre » (d) laquelle constituerait la

base de l'approche des autorités publiques et privées pour la mise en ordre de cette main d'œuvre selon les exigences des mécanismes de l'accumulation par réanimation.



I. LE GREEN, C'EST BON !

a) Les relations écologie-économie

Lorsque l'on parle de l'écologie, presque chacun et chacune d'entre nous, de tout âge, de tout milieu social, ou camp politique semble en comprendre au moins quelque chose³. En fin de comptes, ce n'est pas de physique quantique, ni un domaine strictement scientifique. La science de la nature, la pollution de l'environnement, le changement climatique, le tri des déchets, l'extinction des animaux et des végétaux, la destruction des forêts, la contamination des eaux par les décharges industrielles, la fonte des glaciers, l'empreinte carbone et beaucoup d'autres termes et expressions encore ne sont pas étrangers à nos vies quotidiennes.

On apprend à un âge très jeune à fermer le robinet pendant qu'on se brosse les dents et éteindre les lumières inutiles n'est pas une règle liée uniquement aux raisons économiques. Les lycéens font des projets de fin de semestre pour propager la sensibilité écologique, les collégiens participent à des ateliers de tri, les discours de Greta Thunberg⁴ ont été viraux sur les réseaux sociaux. Les plus technophiles de tous commencent déjà à investir dans des voitures électriques, supposés être plus écologiques, ou dans des marques bio-organiques, certains autres adoptent une vie sans produits animaux ou ont recours aux sacs réutilisables marqués par de petites illustrations qui montrent la sensibilité écologique de son/sa porteur/euse.

³ Voir cette série de reportages de rue : <https://www.youtube.com/watch?v=1kkGGbKCT5U>

⁴ Son premier discours était devant le Parlement Suisse en 2018, lorsqu'elle avait 15 ans. Après son appel à la grève scolaire contre le niveau mondial des émissions de carbone, de l'Angleterre au Japon, plusieurs milliers d'écopartisans ont répondu à cet appel. Elle continue aujourd'hui à faire de « l'activisme climatique ».

Ces pratiques individuelles variées, même si elles sont celles des classes moyennes dans la plupart des cas, ne sont pas isolées. Elles ne sont pas des caprices personnels mais *politiques* dans le sens arendtien du terme. En effet, elles sont soutenues au sein de la vie quotidienne par un ensemble de discours qui prétend identifier des problèmes, les expliquer et les remplacer dans un système global et proposer des solutions pour y remédier ou pour les anéantir, et ces considérations peuvent prendre des formes variées. Le véganisme, par exemple, peut se légitimer par des considérations éthiques (les animaux sont des vivants sensibles), juridiques (les animaux doivent être considérés comme des individus ayant des droits), environnementales (l'élevage et la production de la viande sont source de pollution par l'émission des gaz à effet de serre, de haute consommation de l'eau), économiques (ladite industrie occupe des terres autrement cultivables et empêche la production des produits alimentaire moins chers), sanitaires (adopter une régime végétalienne diminuerait les risques de développer des maladies cardiovasculaires) et ainsi de suite.⁵

Cette diversité concernant les domaines de justification se traduit par (ou est un effet d') une complexité quant à l'interprétation des problèmes liés (entre autres) à l'écologie, comme c'était le cas pour le véganisme. Évidemment le domaine dans lequel s'inscrit cette recherche, c'est-à-dire l'industrie de recyclage, n'y fait pas exception, comme nous allons le voir plus loin.

La difficulté que propose ce genre de classifications (l'Écologie avec une majuscule) est que selon la perspective que l'on adopte, notre lecture des problèmes va prendre un chemin d'interprétation et d'action, et ces choix herméneutiques et pratiques ne sont pas toujours dotés d'une volonté de prendre en considération la complexité que l'on a mentionnée plus haut, même si l'on sait (les Trumpistes mis à part) qu'il s'agit effectivement d'une *crise écologique* qui se révèle dans la pollution, l'extinction des organismes, la dégradation de la santé et de l'équilibre des systèmes

⁵ Ces différents arguments ont poussé à la formation de différents groupes véganes ou antispécistes. Puisque ce sujet dépasse le cadre de cette recherche, nous nous contentons d'indiquer quelques sites-web qui offrent la liste de ces différents arguments : <https://bevegan.be/fr/au-sujet-du-veganisme/pourquoi-le-veganisme/#:~:text=La%20raison%20principale%20du%20v%C3%A9ganisme,notre%20plaisir%20et%20notre%20amusement> ou <https://www.veganimpact.com/pourquoi-etre-vegan> . Pour un activisme très poussé, voir également : <https://boucherie-abolition.com/manifeste-pour-labolition-de-la-boucherie/>

écologiques, de manière durable dans la plupart du temps comme la perturbation génétique, la désertification ou la pénurie dans les réserves d'eau douce.

Qui est le responsable ? Les explications quant aux raisons de cette crise divergent. Crutzen (2002) cherche une réponse à cette question en situant temporairement le début de l'augmentation de dioxyde de carbone et méthane dans l'atmosphère : la révolution industrielle. Selon lui, depuis l'invention de la locomotive à vapeur l'impact de l'humanité dont l'expansion en nombres et dont l'exploitation des ressources naturelles per capita est en constant augmentation, s'aggrave. C'est de ce fait qu'il constate la fin du Holocène et le début de l'anthropocène, « *l'époque géologique dominée par l'Homme* ». Le responsable de la crise écologique serait donc l'Homme, et cela reviendrait également à lui de remédier à cette crise en adoptant « *des comportements appropriés* ».

Le transfert de responsabilité d'une conséquence systémique sur l'être humain est une logique de réflexion familière au néolibéralisme. La théorie du choix rationnelle qui consiste à affirmer que les individus sont libres de choisir rationnellement et c'est ce qu'ils feront dans des moments de carrefour décisionnel peut être identifiée derrière cette impératif du changement de comportement dans le but de remédier aux crises écologiques. Or, les individus atomiques vivent dans un système juridiquement contraignant, structurellement imposant et dominé par des normes culturelles et sociales. En ce sens, chercher la responsabilité et le pouvoir d'empêcher les catastrophes planétaires dans l'individu atomique serait une erreur.

Un deuxième problème que la pensée de l'anthropocène présente est plus philosophique et a suscité des débats.⁶ Il s'agit d'une différence, en grandes lignes, dans l'interprétation de l'expression du métabolisme social de Marx qui pointe les rapports symbiotiques et dépendants entre la nature et la société. La pensée d'anthropocène présenterait un dualisme entre la nature et la société, identifiant une *rupture métabolique* entre ces deux, qui, selon Üstün serait lié à la production de la plus-value, les bases structurelles du mode de production capitaliste (2021, p. 30). En outrepassant les détails philosophiques de ce débat, au risque de le simplifier, nous

⁶ Voir le débat intellectuel entre John B. Foster et Jason W. Moore. Pour en faire un résumé, la rupture métabolique est le concept créé par Foster et Moore adresse des critiques à ce dernier à cause de son dualisme cartésien nature/société.

pouvons entendre Cunha (2015) selon qui l'anthropocène « *est la forme fétichisée d'échange entre l'Homme et la Nature historiquement spécifique au capitalisme* ». Autrement dit, cette expression transposerait la responsabilité d'un système, d'un mode de production juridiquement contraignant et qui reste en dehors du pouvoir d'action des individus atomiques. En ce sens, parler du capitalocène qui « *nomme le capitalisme comme un système de pouvoir, de profit et de re/production dans le réseau de la vie* » (MOORE, 2017) serait beaucoup plus pertinent. Dans cette pensée, le coupable ne serait pas l'être humain, de la même manière la solution ne viendrait pas des actions atomiques des individus mais il faudrait considérer les rapports entre la mode de production capitaliste et la destruction écologique dans leur intégralité.

Or la responsabilité individuelle semble avoir pris le dessus et il suffit de faire un petit survol des médias pour illustrer ce point. En effet, les campagnes publicitaires y jouent un rôle considérable et conformément à la nature de cette industrie, les consommateurs et les consommatrices ne savent pas toujours pourquoi exactement on est incités à consommer les produits portant une marque écologique. Les grandes boîtes nous proposent d'utiliser une telle lessive plutôt qu'une autre (nouvel *OMO, plus sensible à l'environnement*), un vêtement plutôt qu'un autre (la nouvelle collection de Koton s'intitule *Respect à l'Eau*), ou nous disent pourquoi acheter d'un supermarché plutôt qu'un autre (Migros a un comité de durabilité)⁷. On ne réfléchit pourtant pas, du moins pas toujours, sur le rôle de ces grandes multinationales, ou plus loin encore, sur le rôle de l'économie capitaliste dans l'émergence et la continuation des problèmes écologiques.

Selon nous, le problème grand public qui entend ces stratégies de commerce comme des techniques de protection de la planète viendrait d'une confusion. Faisons un petit retour sur le mot *écologie* car même si l'on est habitués à confondre la cause écologique avec la protection de l'environnement, l'environnementalisme ne suffit pas de couvrir la perspective écologique, qui, comme nous l'avons indiqué plus haut, adopte une approche qui intègre et dépasse les questions environnementales.

⁷ « En zorlu lekelerde etkili, doğaya daha duyarlı yeni OMO » : <https://www.unilever.com.tr/news/2021/en-zorlu-lekelerde-etkili-dogaya-daha-duyarli-yeni-omo/> ; la marque propose une approche commerciale respectueuse à la vie : <https://www.koton.com.tr/yasama-saygi> ; voir la note éditoriale du CIO de la boîte : <https://migroskurumsal.com/surdurulebilirlik>

En ce sens, l'écologie porterait un regard plus intégral sur des questions pouvant être identifiées comme étant relatif à la protection de la vie sur la Terre et adresserait à l'environnementalisme la critique d'être anthropocentrique. Prenons l'exemple de l'épuisement des ressources naturelles. Alors que l'environnementalisme adopterait une approche traduisant l'extraction excessif des minéraux ou l'utilisation abusive des combustibles fossiles et les effets destructifs de ces pratiques pour les générations futures, l'écologie (politique) proposerait d'emblée de reformuler le problème : la compréhension de la nature comme ressource. Alors que le premier aurait un focus sur l'épuisement, donc un déficit dont l'humanité souffrira dans le futur et se concentrerait sur la *protection* de l'environnement, la deuxième⁸ aurait une approche critique sur les mesures que l'on peut prendre pour remédier à ces problèmes et essaierait plutôt d'aller à leurs racines afin de les anéantir, si nécessaire (et visiblement il l'est) en changeant radicalement l'organisation économie-politique de nos systèmes de vie dans son ensemble.⁹

Le fait que l'écologie et l'économie possède la même racine étymologique est déjà assez révélateur quant aux relations étroites qu'entretiennent ces deux domaines. En effet, les deux néologismes viennent de *oikos* (maison et habitat) et s'accouple pour le premier avec le *logos* (la science, la connaissance) et pour le deuxième avec le *nomos* (la loi, l'administration). Ainsi le premier indiquerait la science de notre maison, compris également comme l'environnement -naturel- dans lequel on vit (d'où aussi la confusion, y compris des études scientifiques avec l'environnementalisme), et le deuxième indiquerait l'administration de ce dernier.

Selon Matagne (2012), qui poursuit les premières apparitions de la (con)science écologique dans l'histoire, l'émergence de « l'économie de la nature » peut être identifiée au siècle des Lumières, même si le néologisme « œcologie » a été créé en 1866 et « *[l]a discipline scientifique s'[est] structur[ée] dans le dernier tiers du siècle [pour] s'institutionnaliser au début du 20e siècle* ».

⁸ Il existe toutefois de différentes écologies quant à leurs perspectives théoriques et les propositions d'action comme l'écologie profonde promue par Arne Naes, l'écoféminisme par Françoise d'Eaubonne, écologie sociale par Murray Bookchin etc. La perspective que nous allons adopter plus loin dans cette recherche est celle promue par Bertrand de Jouvenel dont la plus connue défenseuse en Turquie est Beyza Üstün (*op.cit.*), à savoir l'écologie politique.

⁹ Voir CARBOU, 2019 Cet article publié dans le quotidien *L'Libération* nous semble assez claire pour comprendre la différence entre les deux approches.

Malgré cette apparition précoce des études des écologues, selon Donald Worster¹⁰, l'humanité est entrée dans son véritable « âge écologique » avec l'explosion de la première bombe atomique en 1945. Puis, toujours selon Matagne (2003) d'autres événements suivant la seconde guerre mondiale comme la guerre du Viêtnam (1954-1975) « caractérisée par une stratégie militaro-économique consistant à détruire durablement des écosystèmes au moyen d'herbicides de synthèse » ont fait émerger l'opposition à la destruction de l'environnement. Ainsi, les premières formes de la sensibilité écologique, telle que l'on connaît aujourd'hui, se manifesteraient comme une opposition à la destruction mise en route par l'économie de la guerre, donc par l'impérialisme.

b) *Greening* le capitalisme : l'économie linéaire et les alternatives

Avant de revenir sur les rapports entre la sensibilité écologique et l'impérialisme (et son corollaire la mode de production capitaliste) d'un point de vue plus théorique qu'historique, tournons notre regard sur les réponses formulées par les agents modernes qui ont mis en route ces pratiques économicopolitiques destructrices de la nature, à savoir les États-nations.

Le très connu *Limits to Growth* (1972), connu sous le nom de Rapport Meadows publié par le Club de Rome était considéré comme étant l'un de plus importants rapports scientifiques soulignant la sévérité des problèmes écologiques. Rédigé par trente scientifiques des origines différentes, la particularité de ce rapport était d'attirer l'attention aux relations économie-écologie en mettant en avant l'impossibilité et à la nature destructive de la croissance économique illimitée basée sur des ressources finies, l'idée qui s'accouple avec le progressisme des Lumières bien qu'elle ne l'a pas attendue pour se propager, notamment si l'on considère le début de l'âge colonial.

Ainsi, le rapport mettait en avant l'importance de la place des économies mises en œuvre par les États modernes. Bien que la prise de conscience des États du nord

¹⁰ Transmis par Matagne, 2012, p.66 et Matagne, 2003, p.27

des problèmes écologiques était déjà en cours¹¹, cette recherche indiquait l'impasse écologique dans laquelle ces derniers se retrouvait malgré tout. Si la conscience de la cruauté des problèmes écologiques avait poussé les États modernes à agir pour mettre en œuvre des programmes visant à remédier à la destruction de la nature, les impasses économiques y ont joué également leur rôle, peut-être plus grand : comment poursuivre une politique de croissance dans un monde fini¹² ?

La période suivant la crise pétrolière de 1970 a été la témoin du développement des conditions de production, accompagné des changements, à la même vitesse, des habitudes de consommation dans le monde, pas toujours dans un sens positif. En effet, l'appauvrissement des ressources naturelles et de l'augmentation des prix causée par ce même appauvrissement a poussé les institutions gouvernementales et la classe bourgeoise ainsi que les organisations non-gouvernementales et les universitaires à chercher des modèles de production-consommation alternatives pouvant remplacer l'*économie linéaire* (que l'on peut résumer par le triplet *fabriquer-consommer-jeter*), identifiée comme la coupable des problèmes écologiques (d'ARRAS, 2008), (SAPMAZ VERAL, 2018). Le développement durable, la croissance verte, l'économie bleue/verte¹³, et l'économie circulaire ont été proposés comme des alternatives à l'économie linéaire (ÖNDER, 2018b). Aujourd'hui, le programme est fixé sur (ou tourne autour de) l'idée de la circularité économique, comme nous allons voir plus bas.

Or, ces alternatives à l'économie linéaire méritent une explication, si brève qu'elle soit, dans le but de comprendre la marge de manœuvre que le capitalisme s'apprêtait à se donner afin de ne pas tomber dans une plus grande impasse, ce qui

¹¹ 47 conventions internationales avaient été signées pour la protection de l'environnement entre 1960-1970 (MATAGNE, Aux Origines de l'Ecologie, 2003). En 1972, La Conférence des Nations Unies sur l'Environnement ou la Conférence de Stockholm a été organisée et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) a été mis en route, mettant l'accent notamment sur la prise en considération des problèmes liés à l'environnement lors du développement économique des pays, y compris pour les pays « en voie de développement ». A partir de cette année-ci, les conférences NU sur l'environnement se sont poursuivies chaque dix ans.

¹² Il faudrait certainement entamer une analyse économique plus conséquente pour démontrer que le *greening* du capitalisme est plus qu'un choix parmi d'autres alternatives, c'est une nécessité. En effet, au niveau économique Gough (2015) offre trois options : 1) plus de croissance *per se* (incohérent pour l'auteur) ; 2) croissance verte et 3) décroissance (politiquement impossible selon l'auteur)

¹³ L'économie bleue, conceptualisée à partir de la théorie de biomimétisme de Gunter Pauli a la prétention de se distinguer de l'économie verte et circulaire sur plusieurs points mais il est difficile de trouver des articles académiques approfondies sur sa théorisation ou potentiel d'application (à ne pas confondre avec l'économie bleue traitant des écosystèmes océaniques) contrairement à l'économie circulaire que nous allons traiter plus loin dans ce chapitre. Cependant il existe un site-internet dédié au sujet consultable sur ce lien : <https://www.theblueeconomy.org/the-blue-economy/>

n'a pas été chose facile. Le même Dennis Meadows qui était l'un des coauteurs de *Limits to Growth* en 1972 revient en effet sur la question dans un article intitulé « *Il est trop tard pour le développement durable* », dont le titre est déjà assez révélateur, où il met l'accent sur les résistances à reconnaître la nécessité du changement. Cette longue citation dudit article en explique beaucoup :

« Dans les années 1970, les critiques affirmaient : 'Il n'y a pas de limites. Tous ceux qui pensent qu'il y a des limites ne comprennent tout simplement rien.' Dans les années 1980, il devint clair que les limites existaient, les critiques ont alors dit : 'D'accord, il y a des limites, mais elles sont très loin. Nous n'avons pas à nous en soucier.' Dans les années 1990, il est apparu qu'elles n'étaient pas si éloignées que cela. Cette décennie a été féconde en travaux scientifiques sur les dommages apportés aux écosystèmes par exemple. Alors, les partisans de la croissance ont clamé : 'Les limites sont peut-être proches, mais nous n'avons pas besoin de nous inquiéter à leur sujet parce que les marchés et la technologie résoudront les problèmes.' Dans les années 2000, il a commencé à devenir évident que la technologie et le marché ne résoudraient pas la question des limites. La réponse a changé une fois de plus : 'Il faut continuer à soutenir la croissance, parce que c'est ce qui nous donnera les ressources dont nous avons besoin pour faire face aux problèmes.' (MEADOWS D. , 2013, p. 203)

La logique que propose le modèle linéaire de l'économie dépend de l'idée de la nature illimitée des ressources utilisées pour la production des biens : on récolte ou extrait les matières premières, les combine, arrange ou fabrique, distribue, utilise et consomme puis finalement, les jette. Autrement dit, le cours de vie d'une matière première s'arrête dans les poubelles de la terre, et d'autres biens, bien que similaires, obtiennent leurs souffles de vie à chaque fois de point zéro dans ce modèle économique : la nature.

Non seulement ce modèle contredit-il les arguments mis en avant par le Rapport Meadows par le recours toujours de zéro aux ressources limitées extraites de la nature, il ne saurait également pas internaliser les conséquences négatives de ce mode de production.

« *L'idée d'une externalité, c'est-à-dire d'un effet néfaste (ou bénéfique) pour un tiers pour lequel aucun prix n'est exigé, était déjà familière depuis les travaux de Pigou dans les années 1920. Les dommages causés par la pollution s'inscrivaient parfaitement dans ce cadre. Les pollueurs causent des dommages à des tiers mais ne sont pas nécessairement tenus de les payer. Parce que les systèmes économiques orientés par le marché ne tenaient pas compte des externalités.* » (PEARCE, 2002)

En effet, quoi faire des biens qui arrivent à la fin de leur vie et deviennent des déchets ? Comment gérer l'émission excessive des gaz à effet de serre qui dérèglent notre système climatique ? Comment soutenir la quantité d'eau nécessaire à l'extraction des matières premières alors que la pénurie d'eau potable est une menace réelle ? Qui devrait payer pour les dommages causés et la dette en question, était-elle mesurable par des moyens financiers ? Ajoutez à celles-ci la question de coût en cours d'augmentation des matières premières devenues de plus en plus rares¹⁴. Ainsi, l'économie de marché faisait face à ses propres limites et la nécessité de « Greening le Capitalisme » devait devenir un programme politique.

Les problèmes des externalités négatives de l'économie linéaire et ses limites avaient poussé ainsi à la recherche des alternatives à ce modèle économique. C'est ici que l'on voit l'émergence, aujourd'hui très connu, de l'idée de la durabilité. En effet, le fameux Rapport Brundtland¹⁵ publié en 1987 par les Nations Unis définit le développement durable comme suivant : « *Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs* » (WCED, 1987). Il s'agissait donc de chercher les moyens de poursuivre la croissance au sein des limites imposées par la terre.

En 1992, 20 ans après la Conférence de Stockholm, une autre conférence a été organisée au Brésil, connue sous le nom de Conférence de Rio ou *Earth Summit*¹⁶,

¹⁴ Ce problème est particulièrement important pour notre étude. Nous allons y revenir dans la deuxième partie.

¹⁵ Le chapitre qui explique la raison d'être de ce rapport est intitulé « Une Future Menacée », ce qui est signe, comme la citation suivante en est aussi une preuve, du chemin que prenait les États Modernes sur les le carrefour qui distingue l'écologie politique de l'écologie généralisée issue de l'environnementalisme.

¹⁶ Il y avait eu une autre *Earth Summit* en 1982 à Kenya mais l'économie de la Guerre (Froide) avait désintéressé les grandes puissances mondiales des questions écologiques et la conférence était un échec.

une fois de plus sous la direction des Nations Unis, alors (et toujours) l'un des plus importants acteurs dans la mise en place mondiale des programmes du développement durable. Après cette conférence, la publication d'*Agenda 21* -dont la mise en place n'était pas obligatoire mais volontaire- a déclaré pour la première fois la nécessité de l'élargissement de la portée de la notion de durabilité vers les domaines autre que l'environnement, comme les jeunes, les femmes mais aussi la biotechnologie, l'éducation, les syndicats etc.

Depuis, plusieurs Sommets de la Terre et conférences mondiales ont pris place, plusieurs chartes et conventions ont été signées, en 1995, 1997, 2002, 2010, 2012, 2015, 2018, 2019 comprenant de plus en plus d'objectifs sur la protection de la biodiversité, le contrôle des populations, les lieux d'habitation, le changement climatique, la lutte contre la désertification etc. Le prochain sommet aura place en Egypte (Le COP 27) en novembre 2022.

Toutes ces organisations somptueuses et objectifs à longue haleine à l'échelle mondiale servaient non seulement à cultiver l'idée de l'impératif écologique mais aussi à déterminer à quel point les économies nationales, les industries multinationales et la bourgeoisie transnationale puissent internaliser ces problèmes de façon à ne pas être obligés de décroître, de s'éteindre. Il fallait bien trouver des solutions de *win-win* conforme au capitalisme. Une croissance verte respectueuse de la nature, un capitalisme vert sensible à rétablir l'équilibre écologique, un mode de production qui n'épuiserait pas les ressources des générations futures, donc une réforme effective du capitalisme restait à être trouvée et mise en route.

Ce *greening* du capitalisme était donc également un processus nourrissant l'élargissement des marchés économiques vers, et l'introduction des nouveaux mécanismes de marché dans, ces multiples domaines qui ont subi les retentissements issus des problèmes écologiques. C'est le moment de confiance en la technologie et le marché, identifié par Meadows dans la citation plus haut. Les essais pour la prise en charge du problème des émissions de gaz à effet de serre -responsable du réchauffement climatique- en constituent un exemple clair.

L'idée d'implémenter un mécanisme de marché pour décarboniser l'économie, connue comme *cap and trade*, ou *pollueur-payeur* a été introduite pour la première

fois dans la Convention de Kyoto en 1997 (BÖHM, MISOCZKY, & MOOG, 2012, p. 1620). Il s'agissait avant tout de pouvoir quantifier l'émission des carbones puis d'introduire un *cap*, une limite supérieure et finalement inciter les industries de ne pas dépasser ces quotas, de façon la moins chère possible. Ainsi, après l'allocation des quotas aux entreprises pollueuses, celles dont le quota ne serait pas rempli, tout comme celles suffisamment puissantes pour investir aux technologies vertes réduisant la quantité de leur émission de gaz à effet de serre, pourront vendre leurs droits de polluer sur le marché de carbone aux autres installations industrielles qui auront besoin des quotas supplémentaires. Ainsi, le Protocole de Kyoto a rendu possible la commerce de ce que l'on peut appeler le droit de polluer.

Or, ce mécanisme de marché n'était pas spécifique aux pays membres de l'ONU, signataires du protocole. En effet, le Mécanisme de Développement Propre (MDP), était un autre cadre permettant aux pays développés d'acheter des crédits de carbone des implémentations des « projets propres », fonctionnant par des technologies vertes, dans des pays du Sud. Puisque le coût d'investissement dans ces pays est plus bas et plus facile que de réduire la quantité d'émissions de carbone, les industries du Nord préfèrent compenser leurs émissions par cette manière plutôt que de les réduire à l'origine (BÖHM, MISOCZKY, & MOOG, 2012, p. 1621).

Ce choix est assez parlant puisqu'il manifeste la manière dont le capitalisme se transforme afin d'internaliser les effets négatifs des problèmes écologiques tout en permettant aux industries pollueuses de s'afficher comme contributrices au développement durable à l'échelle mondiale. L'exemple semble également confirmer la thèse de Banerjee (2003) qui affirme que le paradigme du développement durable est basé sur une rationalité économique et non écologique. Il est illustratif également pour montrer de quelle manière les objectifs écologiques participent au besoin d'expansion de l'accumulation capitaliste.

Alors que les problèmes d'externalité comme l'émission des gaz à effet de serre semblait trouver une réponse grâce aux technologies vertes et à travers l'économie de marché, ceux liés à la production des déchets et la pollution qui en découle restaient encore à résoudre. Certes, le problème du traitement des déchets n'a pas attendu pour rentrer dans l'agenda des politiciens et les autorités publiques jusqu'à l'émergence de la sensibilité écologique. Quoi faire avec les détritres de la vie

sociale est une question des politiques publiques et sanitaires. Cependant, la prise de conscience du potentiel d'une forme du déchet en tant que « matière première » était une perspective émergée avec la théorisation de l'économie circulaire.

L'idée de la circularité est familière à l'humanité depuis très longtemps déjà. En effet, la réutilisation de certains produits comme les boîtes de conserve ou les bouteilles en verre révèle du quotidien. Toutefois, la prise en conscience de la nécessité d'arrêter la surexploitation des « réserves naturels » depuis le Rapport Meadows d'abord et l'intégration de l'impératif de durabilité dans les politiques économiques ensuite, avait ouvert la voie à la recherche d'un changement systématique de la logique linéaire de *fabriquer-consommer-jeter*, vers un essai d'enchaîner la première et la dernière boucle du processus.

De ce point de vue, il fallait également changer la perspective que l'on portait sur les déchets. En effet, la circularité vient remplacer une forme de gestion de déchets qui considérait ces derniers comme des rebuts dont il fallait se débarrasser, éliminer, invisibiliser dans des lieux de décharge aux marges de la ville ou par des méthodes comme l'incinération ou l'enterrement pour une décomposition éventuelle naturelle. D'ailleurs, ces formes de gestion des déchets produisaient déjà de difficiles conséquences en soi, à la fois au niveau social, économique et écologique.

Au niveau social parce qu'*éliminer* des déchets, étymologiquement les mettre au seuil, c'est-à-dire de les mettre en dehors des limites de la vie urbaine et les stocker dans des lieux de décharge, ce n'est pas les anéantir. Avec la rapide urbanisation et l'expansion des villes vers les marges urbaines, les lieux de décharge qui étaient autrefois invisibles, sont rentrés spatialement au sein de la vie quotidienne. Cette réintégration dans la vie courante des lieux de décharge a ramené des conséquences non seulement d'aménagement mais aussi sanitaire, si ces dernières n'étaient pas déjà un problème préoccupant pour les acteurs publics. D'ailleurs, l'incinération n'était pas non plus le plus effectif des manières de prise en charge des déchets sachant que tout déchet n'est pas combustible.

Au niveau économique, parce que l'urbanisation, l'augmentation de la population, la globalisation et conséquemment la surconsommation produisent de très grandes quantités de déchets et la question de financement de cette gestion

couvrait également les étapes de collecte, de tri, de transportation etc. D'ailleurs, la valorisation du plus petit bout des espaces vides dans les villes est devenue désormais une obligation, car trop précieux pour être utilisés pour le stockage des ordures polluantes et malodorantes.

Finalement, au niveau écologique parce que « *[l]e grand problème du XXe siècle sera celui d'une consommation exponentielle de produits composites, issus de la chimie de synthèse et de la pétrochimie, qui ne peuvent être réutilisés, ont beaucoup de mal à se décomposer et sont parfois très toxiques pour la santé et l'environnement.* » (LE LAY, 2016). Des nouvelles comme celle sur le septième continent¹⁷ sont assez parlantes pour comprendre jusqu'au quel point la surproduction et la surconsommation des plastiques détruisent l'écosystème.

Ainsi, le déchet qui était une externalité indésirable à détruire à coût élevé dans plusieurs sens, se voit attribué un autre statut dans la perspective de circularité : Il peut être valorisé. Cette idée de la valorisation des déchets dans un monde fini était déjà argumentée à partir des années 1960 dans ce que l'on appelle l'économie écologique ou environnementale en réponse au livre de l'américain Rachel Carlson intitulé *Silent Spring* (GREGSON & et al., 2015). Au tout début de cette nouvelle branche de l'économie, il s'agissait déjà de promouvoir la nécessité pour un système économique de faire un maximum recours au recyclage et aux énergies renouvelables. Le Rapport Meadows faisait le même constat en 1972.

Ce qui rend distincte la perspective de l'économie circulaire, c'est qu'il s'agit d'une théorisation orientée pratiquement pour l'application à grande échelle et polyvalente. Non seulement il faudrait diminuer la quantité de production des déchets mais il faudrait également prendre en charge ceux qui sont nécessairement produits (les emballages, les boîtes de transportation etc.). D'où le concept de 3R : réduire, réemployer, recycler. Produire moins (des produits et des déchets) revaloriser les produits consommés (peut être plusieurs fois y compris dans différents domaines) et recycler ceux qui sont arrivés à la fin de leurs cycles de vie.

Dans la pratique, ces trois impératifs rencontrent une nouvelle terminologie à la recherche d'une circularité parfaite d'ingénierie. La réduction de la quantité de

¹⁷ Voir de MATOS & FONTENEAU, 2018

production implique avant tout d'étendre le cycle de vie des produits par un *ecodesign*¹⁸, en diminuant, ou dans l'idéal, en arrêtant complètement par exemple l'utilisation des matériaux composites non-dégradables et nuisibles à l'écosystème¹⁹. Pour ce qui concerne les déchets produits nécessairement, ou les produits dérivés issus de la production d'un autre bien, la *symbiose industrielle* qui promeut la coopération et la synergie notamment en ce qui concerne les échanges des matériaux et d'énergie entre des différentes installations industrielles a été développée en tant que système d'enchaînement de production et de consommation (ÖZKAN, GÜNKAYA, ÖZDEMİR, & BANAR, 2018). On voit également l'émergence des termes comme le packaging circulaire ou durable (MEHERISHI & et al., 2019), chaîne logistique en boucle fermée (FULCONIS & PHILIPP, 2016), utilisation en cascade (VIS, MANTAU, & ALLEN, 2016) etc.

Ainsi, la perspective de l'économie circulaire a fait du déchet, un composant hautement important du processus de la production-consommation. Evidemment, cette conceptualisation de la valorisation des déchets, maquillée en bien-être écologique, a également ouvert la voie à la création d'un marché des déchets au niveau mondiale, un processus qui avait déjà débuté en 1992 avec la conférence de Rio, où l'idée de la durabilité était également entrée dans les agendas politiques. *« Alors que de nombreux mouvements environnementaux avaient appelé, à Rio, à une restructuration de l'économie mondiale afin d'atténuer les inégalités entre le Nord et le Sud, et à une remise en question fondamentale du mantra de la croissance du développement capitaliste, le principal résultat du Sommet de la Terre a été, au contraire, l'institutionnalisation des approches néolibérales du développement durable. »* (BÖHM, MISOCZKY, & MOOG, 2012).

En effet, dès la conférence de Rio, les autorités politiques avaient commencé à établir des moyens au niveau international pour faciliter l'intégration des questions écologiques dans les activités économiques du secteur privé. On lit par exemple dans l'AGENDA 21, issu de ladite conférence cet objectif : *« Encourager le secteur privé et favoriser l'esprit d'entreprise en améliorant les facilités institutionnelles pour la création d'entreprises et l'entrée sur le marché. L'objectif essentiel serait de*

¹⁸ Bien avant l'entrée dans la terminologie du business, l'idée de l'extension du cycle de vie d'un produit était argumentée dans l'un de travaux pionniers de STAHEL, 1982.

¹⁹ Pour une brève et accessible explication sur la nature des matériaux composites et leurs effets nuisibles -bien que flexibles et durables- : https://www.youtube.com/watch?v=F0SG5hRJ_m8

simplifier ou de supprimer les restrictions, réglementations et formalités qui rendent la création et le fonctionnement des entreprises plus compliqués, plus coûteux et plus longs dans de nombreux pays en développement ».

En ce qui concerne les déchets plus spécifiquement, c'est également ici que l'on ouvre un sous-titre pour « *Environmentally sound management of solid wastes and sewage-related issues* »²⁰ sous la deuxième section intitulée « *CONSERVATION AND MANAGEMENT OF RESOURCES FOR DEVELOPMENT* »²¹. Ainsi, ce qui était auparavant la tâche du secteur public, à savoir la collecte et la prise en charge des déchets autant ménagers qu'industriels, c'est le moment d'ouverture du domaine au secteur privé, mais toujours aux bornes de l'État-nation²².

Cependant le pas le plus manifeste pour la marchandisation au niveau internationale des déchets vient avec un autre accord, intitulé L'Accord général sur le Commerce des Services (GATS) en 1994. Déjà, avec la création de l'Organisation mondiale du Commerce (OMC) la même année, après le long processus de négociations internationales connu comme le cycle d'Uruguay (1986-1993) qui envisageait la libéralisation de domaines comme le textile, l'agriculture et des autres liées aux services pas encore libéralisés²³, la marchandisation des « services » du secteur tertiaire était prévue. (TOPÇU & HAYIRSEVER, 2010).

Même si l'on ne trouve pas des mots comme « déchet », « recyclage » ou la terminologie en question dans le texte de GATS, l'importance de cet accord est significative en termes de la structuration des échanges commerciaux dans laquelle viendrait circuler le déchet et les services qui y sont attachées. Ainsi, la fin des années 1990 sont témoins d'une rencontre, celle entre la libéralisation des services au niveau international, délégués dans la plupart du temps au secteur privé et à la bourgeoisie transnationale émergente, y compris les services liés à la marchandisation des déchets et l'introduction du concept de l'économie circulaire

²⁰ « Gestion écologiquement rationnelle des déchets solides et des questions liées aux eaux usées ».

²¹ « Conservation et gestion des ressources pour le développement »

²² Voir le chapitre 21 de L'AGENDA 21 notamment les articles 21.9 & 21.10.

²³ Pour plus d'information sur le processus par étapes de la libéralisation des secteurs du service et de la naissance de GATS, voir MARCHETTI & MAVROIDIS, 2011 et TOPÇU & HAYIRSEVER, 2010. La version traduite en turc du premier article est accessible sur le site internet de la Ministère du Commerce, signataire de l'Accord dès le début, sous la rubrique de « *GATS Müzakere Tarihçesi* ». <https://ticaret.gov.tr/hizmet-ticaret/uluslararasi-iliskiler/hizmet-ticaret/genel-anlasmasi-gats>. Nous allons revenir sur le sujet avec en focus la Turquie dans le troisième chapitre de ce travail.

dans les agendas politiques, avec le but affiché d'élargissement des objectifs de durabilité qui s'appuie sur l'argument, crucial pour la continuation de la mode de production capitaliste, de l'épuisement des ressources naturelles et donc des matières premières.

En effet, ces années ont été témoins d'une série de réglementations concernant l'ouverture des économies nationales aux investissements étrangers²⁴ et de ce fait, entre autres, de la globalisation des rapports de production (ROBINSON, 2011 (2002)). *« Les processus d'intégration économique et les programmes d'ajustement structurel néolibéraux sont motivés par la campagne du capital transnational visant à ouvrir tous les pays à ses activités, à supprimer toutes les barrières à la circulation des biens et des capitaux et à créer un champ unifié unique dans lequel le capital mondial peut opérer sans entrave au-delà de toutes les frontières nationales. »* (ROBINSON, 2011 (2002), p. 138)

Ce nettoyage économico-juridique des entraves devant la libre circulation des biens et des services au niveau mondial a continué par étapes pour le domaine de l'écologie. En 2000, un Sommet de Millenium dirigé par l'ONU et avec la participation de 193 membres a été organisé à New York dont l'un de huit objectifs était de vocation écologique²⁵. Cependant, la réception était hautement critique :

« Ce rapport a suscité de vives critiques de la part des organisations de la société civile, des ONG et même de certains organes de l'Église, qui y voyaient un rétrécissement injustifié et unilatéral de l'agenda du développement. [...] C'est là que les États-Unis ont dévoilé et établi ce que l'on appelle le Consensus de Monterrey, qui a effectivement et fermement ancré le processus de mise en œuvre des OMD [Les Objectifs du Millénaire pour le Développement] dans le cadre stratégique et politique néolibéral général, en soulignant de manière significative la responsabilité des pays pauvres eux-mêmes dans la réalisation de leurs programmes de

²⁴ Voir le tableau 1 «Les changements sur les régulations nationales 1991-2000 » (ROBINSON, 2011 (2002), p. 138)

²⁵ La déclaration en question est introuvable, y compris dans le site officiel de UN : <https://www.un.org/millennium>. Ironiquement, j'ai eu accès à la peu d'information sur le Sommet grâce au site internet de la banque « Garanti », qui consacre une page d'explication sur la manière dont elle intègre le concept de durabilité dans ses activités économiques : <https://surdurulebilirlik.garantibbva.com.tr/surdurulebilirlik-hakkinda/surdurulebilirlik-kavraminin-yolculugu/> Les autres objectifs concernaient des domaines comme l'égalité de genre, la lutte contre la pauvreté, l'accès à l'éducation etc.

développement, en subordonnant l'aide extérieure à ces efforts, et en soulignant en même temps fortement le rôle du secteur privé dans le processus de développement. » (SAITH, 2006, p. 1170)²⁶

En effet, toute de suite après la déclaration des OMD, un organisme dont la mission était (il l'est encore aujourd'hui)²⁷ de prendre en charge la coopération de l'ONU avec le secteur privé, le *Global Compact*, était fondé. Toujours d'après Saith (2006), c'était une ouverture pour l'installation d'une série de partenariats public-privé entre l'ONU et le monde du business : *« C'est dans cette large perspective du contrôle et de la main plutôt visible du néolibéralisme que l'exercice des OMD doit être examiné. Si le Consensus de Monterrey a fermement ancré la privatisation dans les efforts de l'ONU en matière de stratégie de développement, le Sommet mondial sur le développement durable (SMDD) qui a suivi à Johannesburg en 2002 a vu cet arrangement confortable s'installer et s'ancrer dans l'agenda et le processus de développement redéfinis, l'ONU s'alignant sur le décret néolibéral. Plus de 100 PDG et 700 délégués de 200 entreprises différentes ont assisté au WSSD. »* (SAITH, 2006, p. 1171)

Ainsi, la prise de conscience sur les problèmes écologiques a ouvert des nouveaux chemins de profit aux différentes parties prenantes dans la résolution de la question. Il s'agit en effet d'un impératif à intégrer dans les politiques publiques à tout prix selon le discours écologique (durabilité, économie circulaire, zéro-carbone etc.) et une nécessité vitale pour la continuation du système de production capitaliste faisant face l'épuisement des ressources naturelles. Dans un contexte de globalisation des rapports de production, ces impératifs ont été soutenus par des nouveaux mécanismes étatiques et de marché conformément à la logique néolibérale et ses transformations -que nous allons traiter dans la deuxième partie de ce travail-.

Dans un brillant article datant de 2002 Robinson avance, chiffres à l'appui, l'émergence d'une classe capitaliste transnationale et la manière dont les rapports de production se globalisaient à travers les activités de cette classe et ses alliés. Sans se borner à une analyse technique de ce processus, l'auteur met principalement au

²⁶ Voir cet excellent article de Saith, 2006 pour une compréhension approfondie du contexte économie-politique de la déclaration des OMD et pour les critiques qui y sont adressées.

²⁷ <https://www.unglobalcompact.org/what-is-gc/mission>

centre de ses analyses le concept d'hégémonie, dans le but de l'interroger sous la lumière de la globalisation. A la fin de son article, il souligne savamment les insuffisances que le bloc pro-globalisation fait face, malgré tout, à établir son hégémonie. L'un des problèmes qu'il identifie est celui-ci :

« La première dimension concerne les contradictions internes au capitalisme mondial. Cela inclut l'incapacité objective, du moins jusqu'à présent, du système capitaliste mondial à atténuer les tendances à la polarisation inhérentes au capitalisme et qui ont été aggravées par les modes d'accumulation qui adhèrent à l'économie mondiale telle qu'elle est actuellement structurée. L'hégémonie nécessite une base matérielle et il n'est pas certain que cette base soit suffisamment large pour soutenir un projet hégémonique transnational. » (ROBINSON, 2011 (2002), p. 161)

Afin de comprendre les problèmes *« aggravées par les modes d'accumulation qui adhèrent à l'économie mondiale telle qu'elle est actuellement structurée »*, nous allons devoir analyser les régimes d'accumulation en œuvre de nos jours, c'est le sujet de notre second chapitre. Cependant, il nous serait permis de dire que ce que Robinson appelait l'hégémonie transnationale comprend également et peut être avant tout, le problématique écologique et plus précisément, la question de la gestion des déchets ou des nouvelles matières premières d'un système de production en crise d'approvisionnement. Nous pouvons même aller plus loin pour dire que ce manque de *« base matérielle suffisamment large pour soutenir un projet hégémonique transnational »* trouve sa compensation dans le projet d'intégration des problèmes écologiques au sein des rapports de production mondialisés.

Cette classe capitaliste transnationale et des strates alliées (ONU, États-nations, Banque Mondiale) ont en effet transformé le monde, en parallèle du processus de la mondialisation du capitalisme, en un laboratoire d'essai à partir des années 1970 et de manière plus systématique depuis les années 1990 afin de comprendre quelle manière de gestion de déchets était plus profitable à tous les joueurs, en excluant longtemps les récupérateurs (informels) des déchets, les waste pickers.

II. RECYCLAGE DU CAPITALISME : ACCUMULATION PAR RÉANIMATION

a) La forme d'accumulation capitaliste

Lorsque Marx explique le fonctionnement du capitalisme dans le premier livre du *Capital* il prévoit un système clos, privé, prenant en compte le processus subi par un capitaliste individuel et la plus-value est produite par l'exploitation du travail ouvrier (HARVEY, 2015 (2010), p. 280). Il s'agit de la reproduction simple. Ici, la plus-value produite et capturée par le détenteur du capital est utilisée uniquement pour sa consommation privée, sans que celui-ci la réinvestisse pour élargir ses capacités productives, par l'achat du nouveau capital fixe par exemple, ou par l'emploi des nouveaux ouvriers, producteurs de la plus-value. Dans ce schéma, le système ne change pas dans son intégralité, reste le même en proportion, il n'y a donc pas de croissance économique et la réalisation de la plus-value produite par l'ouvrier et capturée par le capitaliste passe par les échanges des marchandises au sein de ce même système fermé.

Dans le deuxième tome du *Capital*, Marx revient sur ce problème sans pour autant trouver une réponse satisfaisante pour Rosa Luxemburg, qui, elle, y consacre son livre *L'Accumulation du Capital* (1913). Selon l'auteure, le caractère clos d'un système capitaliste prévoyant la production de la plus-value uniquement à travers des relations d'exploitation le ramène à sa propre ruine et la croissance constante est une nécessité. L'accaparement de la plus-value doit passer par la conquête de nouveaux territoires où le mode de production capitaliste n'est pas encore dominant. C'est ce qu'on appelle la reproduction élargie. Afin d'éviter d'être annihilé par la concurrence

capitaliste dans un système ouvert, le capitaliste est obligé de conserver une partie de la plus-value produite dans le but de la transformer en capital actif, la mettre en mouvement, la réinvestir. Afin de pouvoir conserver une partie de la plus-value (à côté de celle qu'il utilise pour sa consommation privée), le capitaliste doit produire plus, ce qui ramène le système, dans une plus grande échelle que le capitaliste privé, à des crises chroniques de la suraccumulation. C'est cela que le problème majeur du schéma de la reproduction élargie montre.

La crise de suraccumulation, dans sa forme simplifiée, peut être expliqué de cette manière : le principe du croître ou mourir du capitalisme pousse les propriétaires des moyens de production à chercher toujours plus de profit. Afin d'en obtenir plus, les capitalistes investissent plus et produisent plus de marchandises. Or, la production a également un coût et le moyen le plus facile et profitable pour la diminution du coût de production passe par l'augmentation du taux d'exploitation, à travers par exemple la baisse des salaires des producteurs. Dans ce cas-là, le pouvoir d'achat de la société baisse, et les marchandises produites en grand nombre restent comme des invendus dans les marchés. Puisque les marchandises ne sont pas vendues, la réalisation de la plus-value devient impossible et le profit cherché par le capitaliste au début de ce processus tombe dans l'eau faisant surgir ainsi une crise de suraccumulation.

Les problèmes de la suraccumulation et l'impératif de la croissance, toujours selon Luxemburg, pousse le capitalisme à chercher des géographies économiques pour la réalisation de la plus-value. Il s'agirait ici de deux points cruciaux. Tout d'abord, ce que l'on identifie comme l'accumulation primitive, ne serait pas cantonné à une époque dépassée, mais continuerait en prenant des visages et des mécanismes différents. Ce processus est conceptualisé par Harvey à travers l'expression « accumulation par expropriation » : *« Le désavantage de ces hypothèses [celles qui mettent en avant le concept de la reproduction élargie en passant sous silence les nouvelles formes de l'accumulation primitive] est qu'elles relèguent l'accumulation fondée sur la prédation, l'escroquerie et la violence à une « étape originelle » considérée comme dépassée ou, selon Rosa Luxemburg, comme d'une certaine façon « extérieure » au système capitaliste. [...] Comme il peut sembler étrange de qualifier un processus en cours de « primitif » ou d'« originel »,*

dans ce qui suit, je ferai plutôt référence à l'«accumulation par expropriation » ».
(Harvey, 2004, p. 75)

Ainsi, selon Harvey, l'accumulation primitive n'est pas un processus terminé mais qu'elle a changé d'allure notamment à travers l'introduction de nouveaux mécanismes d'expropriation. Il souligne toutefois un point qu'il identifie comme étant absent chez Luxemburg. En effet, selon l'auteur, et c'est le deuxième point crucial, le capitalisme entretiendrait un lien étroit avec l'impérialisme puisqu'il aurait toujours besoin des espaces extérieurs, où le mode de production capitaliste n'est pas encore instauré. La logique coloniale donc ne serait pas uniquement issu de la volonté de conquête des nouveaux territoires et de la richesse préexistante, comme les ressources naturelles ou la force de travail *en extra*, mais également un besoin vital du capitalisme.

Or, la logique impériale et coloniale a eu ses propres limites et problèmes. Les guerres et les crises comme celle de la Grande Dépression a poussé les puissances mondiales à chercher des solutions pacifiques et collectives au problème de la suraccumulation, notamment après la deuxième guerre mondiale et le capitalisme a eu le génie d'introduire des nouveaux mécanismes d'accumulation dans des territoires où le mode de production capitaliste était déjà en cours, en transformant l'impératif d'expansion de la reproduction élargie à un processus non-géographique. Cette forme d'accumulation possédait un masque pacifiste, collectif, cherchant le consentement de pays (puisque en ceint de prospérité et d'un meilleur partage de la richesse mondiale) et jusqu'à pousser par exemple les États-Unis à insister « *sur la décolonisation et le « développementalisme » comme objectif global à poursuivre pour le reste du monde* » (Harvey, 2004, p. 80).

Par exemple, l'année 1944-1945 a vu, suite à la conférence de Bretton Woods, la création de la Banque Mondiale et du FMI, des institutions complémentaires dont la mission affichée est d'œuvrer auprès des pays en développement pour réduire la pauvreté, pour un meilleur partage de la prospérité, pour favoriser la croissance économique durable, pour encourager le secteur privé etc.²⁸ En plus, la même année

²⁸ La mission de la Groupe de la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International est expliquée sur leur site internet officiel : <https://www.banquemondiale.org/fr/about/history/the-world-bank-group-and-the-imf#:~:text=et%20le%20FMI%20%3F->

était le moment de la création de l'ONU et le début du processus de la décolonisation progressive.

Les mécanismes de l'accumulation primitive n'avaient donc pas laissé leur place à la reproduction élargie, une simple répétition des manières de produire et de capturer la plus-value dans des géographies économiques extérieures au capitalisme. Dans cette logique, les années 1970 ont vu l'instauration d'une forme d'accumulation relativement pacifique comparée aux pratiques coloniales d'antan²⁹. Il s'agissait d'un retour à l'économie classique, donc le retrait des États des affaires économiques avec un peu de maquillage selon les nécessités de l'époque contemporaine qui rendait possible l'accumulation à la fois au sein d'un État et au niveau international.

L'entrée du néolibéralisme comme doctrine politique dans l'échiquier mondial montrait que l'expansion géographique c'est-à-dire l'intégration progressive des géographies économiques qui n'avaient pas encore adopté le mode de production capitaliste a exigé une certaine collaboration avec les États, soit à travers des interventions étatiques au sein de l'économie, soit par le recul des États de ses fonctions sociales, et donc la libéralisation. Dans un article qui offre une analyse de la crise capitaliste de 2008, Joshua (2008) constate : « *La trajectoire séculaire du capital (...) montre que le capitalisme chemine sur un étroit sentier entre deux gouffres : celui de l'effondrement, si l'encadrement de l'activité est insuffisant, et celui de l'étouffement, s'il est excessif.* » (p. 97). Ainsi, le capitalisme se cheminerait entre ces deux gouffres de façon « dangereuse », sans pour autant y tomber. L'encadrement en question ici serait l'État, et son absence correspondrait aux

[Le%20Groupe%20de%20la%20Banque%20mondiale%20et%20le%20Fonds%20mon%C3%A9taire, de%20Bretton%20Woods%2C%20en%201944.](#)

²⁹ Pas si non-violent que cela : « Publicité pour des investissements non garantis en bourse, escroqueries liées à la spéculation (pyramides, arnaques à la Ponzi), destruction organisée d'actifs par le biais de l'inflation, appropriation d'actifs au moyen de fusions et d'acquisitions, création de hauts niveaux d'endettement qui réduisent des populations entières, même dans des pays capitalistes avancés, à la condition de débiteurs permanents, sans parler des escroqueries dans les entreprises, des dépossessions d'actifs (fonds de pension attaqués, puis détruits suite à l'effondrement des cours de bourse et des sociétés) grâce à la manipulation du crédit et de la bourse (...) Des mécanismes entièrement nouveaux d'accumulation par l'expropriation sont également apparus. L'accent mis sur les questions de droits de propriété intellectuelle au cours des négociations de l'OMC (au travers de « l'accord Adpic » : Aspect des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce) met en lumière les modalités selon lesquelles le dépôt de brevets et de licences sur les matériaux génétiques, sur le plasma germinatif, et sur toutes sortes d'autres produits, peut être utilisé à l'encontre des populations entières, dont les pratiques de gestion de l'environnement ont pourtant joué un rôle capital dans la mise au point de ces mêmes produits. » (HARVEY, 2015 (2010), pp. 76-77)

périodes de la (néo)libéralisation et à chaque fois qu'il se rapprocherait d'un côté, il changerait de direction vers l'autre côté et les crises mondiales seront les moments décisifs affichant la nécessité de changement de direction. Ainsi, la crise de 1929 était due à l'absence de l'encadrement étatique et ce l'excès de l'intervention de l'État qui a fait surgir la crise pétrolière des années 1970, ouvrant la voix ainsi à l'instauration des politiques néolibérales et le retrait, de nouveau, de l'État.

Cette économie néoclassique, ou le néolibéralisme avait été d'abord imposée dans les pays d'Amérique Latin comme au Chili en 1973. Après ce grand laboratoire à court duré sous Pinochet, elle a été généralisée de manière beaucoup plus systématique partout dans le monde. La différence de ce nouveau régime d'avec le libéralisme classique résidait dans la place occupée par les États. Alors que le libéralisme prévoyait le recul de l'État des affaires économiques, au sein du néolibéralisme l'État laisse sa propre place aux mécanismes de marché tout en restant en contrôle. Les domaines qui se révélaient de la prérogative de l'État d'antan comme les systèmes de santé, d'éducation, de pension ou de gestion des déchets (comme nous allons voir plus loin) sont désormais gérés par des mécanismes de marché.

Nous voyons donc que le régime néolibéral consiste avant tout à la marchandisation et à la privatisation des domaines qui faisait partie jusque-là du pouvoir d'action de l'État. Selon les termes de Harvey, il s'agit d'une expropriation des droits des citoyens pourtant gagnés par de longues luttes collectives ayant comme résultat l'émergence des États sociaux notamment dans les capitalismes avancés. Autre que les moyens classiques impérialiste ou coloniale d'accumulation, la mondialisation des régimes néolibéraux a su intégrer l'impératif d'expansion en deux axes : Premièrement, par la création des marchés dans autres géographies économiques visant à dissoudre les « invendus » de la suraccumulation pour la réalisation de la plus-value, que l'on peut nommer « l'expansion horizontale ». Deuxièmement au sein d'un État individuel par la marchandisation des domaines pas encore solvables dans l'économie de marché, c'est ce qu'on a vu notamment via le recul de l'État de ses fonctions sociales pour laisser sa place aux mécanismes de marché, que l'on peut appeler « l'expansion verticale ». L'exemple de la marchandisation des problèmes écologiques et le marché du carbone dont on a parlé

dans la partie précédente en constituent des exemples parlants pour ces deux modes d'expansion à la fois.

La recherche des solutions pacifiques et collectives aux problèmes de suraccumulation est certainement l'expression de la bienveillance des puissances mondiales, autant que possible. Toutefois, il faudrait également prendre un compte d'un problème inhérent au capitalisme : la baisse tendancielle du taux de profit. En effet, le plus un pays est avancé sur la matrice capitaliste, le plus bas serait le taux de profit au sein de son système productif. Bien qu'il existe des moyens pour remédier à cette baisse, comme l'augmentation du taux d'exploitation de la force de travail du pays par la diminution des salaires ou par l'augmentation des horaires de travail, il existe une limite, notamment pour les travailleurs des pays « développés », à cette marge d'exploitation. Des luttes syndicales acharnées de longue date en constituent la preuve.

Alors le recours à la main d'œuvre migrante/irrégulière ou des pays où le capitalisme est moins avancé peut se présenter comme l'une des manières de l'augmentation du taux de profit. Dans un très récent article Frydenlunda et Cullen Dunn (2022) montre comment le travail de packing de la viande est effectué par la main d'œuvre migrante qui, pendant la pandémie devient à la fois essentielle et interdite. Selon les auteures ce statut conflictuel dépend avant tout du fait que la force de travail raciale devient une source de primitive accumulation au sein des pays du capitalisme avancé. Une autre manière de faire baisser le coût de production est d'avoir recours à la main d'œuvre des pays en développement. Daniş (2016) montre ce point à partir de l'exemple de l'industrie de textile : du fait de la lourde présence du secteur informel, relativement faible coût de reproduction de la force de travail et l'emploi des migrants irréguliers, remplaçables et donc prêts à obtenir une plus basse rémunération, la Turquie est remplie des ateliers de confection, qui produisent pour des marchés étrangers. Nous observons le même phénomène quant à la récupération de déchets en Turquie, comme nous allons en parler plus loin, au dans d'autres pays en développement (voir par exemple l'exemple des récupérateurs bangladeshis migrants en Inde (PERCOT, 2016)).

En effet, le phénomène de la délocalisation de la production ou la séparation du lieu de la production du lieu de la consommation était un résultat de cette prise en

compte. Puisque dans des pays moins développés la force de travail donc le capital variable coûte beaucoup moins chère, en s'appuyant sur le « développementalisme » et sur les tarifs réduits d'investissement que les contrats néolibéraux offrent, le capitalisme globalisé, ou la globalisation des rapports de production si l'on se rappelle l'expression de Robinson, a pu mettre en place des chemins pacifiques d'expansion. Le problème de la suraccumulation est donc traité à travers des mécanismes de marché dans un monde globalisé.

Harvey décrivait ces changements dans les modalités de production à travers l'accumulation par expropriation dans le contexte d'ouverture des marchés au niveau international ainsi : « *il fallait obliger les marchés, ceux des capitaux notamment, à s'ouvrir au reste du monde.* » (Harvey, *op.cit.*, p. 81) et « *[L]es crises d'endettement ont ainsi pu être mises à profit pour réorganiser les rapports de production dans chaque pays, au cas par cas, de façon à favoriser la pénétration des capitaux étrangers. Dans chaque pays, les régimes financiers, les marchés nationaux, ainsi que des entreprises florissantes, furent offerts aux appétits des entreprises américaines, japonaises et européennes. Il devint alors possible de consolider les faibles marges réalisées dans les pays du centre en prélevant une partie de celles réalisées à l'étranger. L'accumulation par l'expropriation prit une place encore plus essentielle au sein du capitalisme mondial, avec la privatisation comme principale devise.* » (Harvey, *op.cit.*, p.82)

Or, la perspective offerte par Robinson nous avertit que cette globalisation des rapports de production n'est pas uniquement la multiplication des liens économiques entre les différents États-nation. L'ouverture des nouveaux marchés, l'augmentation du taux de profit grâce aux procédés comme la délocalisation etc. ne profiterait pas uniquement à la bourgeoisie nationale des États de capitalisme avancé. C'était le cas du *capitalisme mondial* mais « *au cours des dernières décennies, le processus de production lui-même est devenu de plus en plus transnational. Les systèmes de production nationaux sont réorganisés à mesure que les circuits d'accumulation nationaux se désagrègent et s'intègrent fonctionnellement dans des circuits mondiaux. Cela marque l'avènement d'une économie globale. La fragmentation et la décentralisation globale de ce qui était autrefois des processus productifs nationaux impliquent le démantèlement des économies nationales et la construction d'un système de production mondial unique. La globalisation se caractérise par la montée*

en puissance d'un capital véritablement transnational, détaché de tout pays spécifique. »³⁰ (ROBINSON, 2011 (2002), p. 133)

b) Le capitalisme éthique contemporain globalisé

Au *Second International Marxist-Feminist Conference* dans l'Académie de Beaux-Arts de Vienne le 8 octobre 2016³¹, Raphaële Chappe fait un retour sur le problème de la réalisation de la plus-value, identifié par Luxemburg. L'auteure demande, s'il s'agit d'un système ouvert où l'extraction de la plus-value ne dépend pas uniquement de l'exploitation de la force de travail dans le circuit des rapports de production mais également de l'expansion vers des territoires non-capitalistes, et si, par conséquent, les crises chroniques de la suraccumulation fait qu'il faudrait réaliser la plus-value dans cet *ailleurs*, qui serait les consommateurs de cet *autre territoire* et par quels moyens le capitalisme garantirait leur présence ?

Chappe considère trois options : La première serait la vente de la force de travail dans ces nouveaux endroits en contrepartie du salaire, à savoir, un nouveau processus de prolétarianisation, ce qui transformerait ces ouvriers aux nouveaux consommateurs. La deuxième serait de mettre la main sur la richesse préexistant comme les matières premières, les réserves d'or, bref les ressources naturelles pour l'augmentation de la pouvoir d'achat. Finalement la troisième option serait le recours aux mécanismes de finance internationaux comme l'attribution des prêts, donc l'endettement.

La première option de la prolétarianisation comporte une insuffisance pour l'explication du fonctionnement de l'expansion verticale. En effet, l'ouverture des nouveaux marchés ne nécessite pas forcément le commencement dès le point zéro. Autrement dit, les ouvriers salariés puissent toucher un salaire issu de la production et de la consommation des marchandises qui ont été introduits dans leurs mode de

³⁰ L'article original est rédigé en anglais et la différence entre le capitalisme mondial (*world capitalism*) et le capitalisme global (*global capitalism*) fait peut-être plus de sens en anglais qu'en français.

³¹ L'enregistrement vidéo est accessible sur Youtube via ce lien : <https://www.youtube.com/watch?v=ia7BaaPfj3U&t=903s>

production *avant* l'introduction des marchandises issus du processus d'expansion vertical. L'exemple de iPhone donné par Chappe est assez parlant à ce sujet. Les ouvriers puissent accumuler l'argent nécessaire pour acheter des iPhones avant même que ce produit n'entre dans le marché chinoise parce qu'ils ont déjà des *salaires* issus de la mode de production capitaliste.

Cet exemple nous montre également que cette nouvelle forme d'accumulation relativement pacifique, issue de l'expansion verticale dans des endroits où le mode de production capitaliste est déjà en cours, s'appuie sur autre chose que l'accumulation par l'exploitation du travail vivant, à savoir le travail de l'ouvrier dont Marx parle dans le premier volume du capital.

La deuxième option de Chappe, à savoir aller puiser dans la richesse préexistante n'était pas satisfaisant non plus, sachant que les stocks ne sont pas infinis. Cette perspective keynésienne, s'était en effet prouvée insuffisante avant l'instauration des politiques néolibérales. En effet, le néolibéralisme a su, selon Harvey, transformer cette insuffisance en une opportunité, notamment en changeant la définition de la richesse préexistante. La privatisation et la marchandisation des domaines faisant partie auparavant des prérogatives de l'État était en fait une façon de puiser dans les ressources existantes, qui n'étaient pas encore exploitées mais qui avaient du potentiel. Cette perspective innovante offrait également la possibilité de sortir du domaine de production pour l'extraction de la plus-value par l'ouverture des portes à un cycle de dévalorisation-revalorisation des marchandises préexistants³², la production donc de la plus-value par la simple circulation du capital, en accord avec la logique de la financiarisation.

La troisième option du recours aux mécanismes de la finance internationale semble beaucoup plus propice pour ce qui nous concerne dans un contexte de globalisation des rapports de production. En effet, l'incitation des pays aux investissements étrangers et les prêts donc l'endettement sont des stratégies efficaces pour le problème de la réalisation de la plus-value. Pour le premier, il est utile d'avoir recours au tableau rapporté par Robinson (2011 (2002), p. 138) mettant en évidence l'augmentation du nombre des pays qui ont introduit des changements dans

³² Voir l'exemple du marché immobilier aux États-Unis, expliqué par Harvey dans cette vidéo à partir de 5'29 : <https://www.youtube.com/watch?v=BRTUhoNORB4> .

leurs régimes d'investissement et du nombre des modifications régulateurs de 1991 à 2000. Ce tableau « *montre les mouvements vers l'ouverture de chaque pays au capital transnational, un indicateur de la création d'un champ unifié unique pour le capitalisme globalisé.* ».

Ces mouvements sont soutenus par l'hégémonie de l'impératif écologique quant à la trajectoire que prend l'expansion du capitalisme. En effet, il serait également utile de regarder du côté des prêts accordés au pays « en développement » par la Banque Mondiale³³. Un survol sur des thèmes des projets nous montre déjà l'importance donnée aux questions écologiques par cette institution. Il s'agit de 4481 projets sous les thèmes de « changement climatique », « politiques et institutions environnementales », « biodiversité », « gestion de l'environnement et des ressources naturelles » ou « la gestion de la pollution et salubrité de l'environnement » depuis 1987 en contraste avec, par exemple, 708 projets sous les thèmes de pauvreté et la sécurité/crise alimentaire. Par exemple, 502,52 millions dollars ont été accordés au Brésil en 2004 dont l'intitulé était « Le prêt pour la réforme programmatique du projet de durabilité environnementale » ou 600.000 millions dollars accordés à la Turquie en 2012 sous le titre de « la durabilité environnementale et secteur énergétique ».

Bien que l'investissement semble fournir des moyens aux pays pour le développement futur, Chappe prend la question du point de vue de la circulation du capital car l'argent prêté retournerait au pays créancier puisque les pays débiteurs utiliseraient ces prêts pour acheter de l'infrastructure et des biens de ces premiers. Pour ce qui est des prêts accordés par le Groupe de la Banque mondiale, constitué de 189 pays membres mais dont le financement passe par la coopération des organismes financières multilatérales (supranationales), des institutions internationales ou privées. Medina (2005) parle par exemple d'un « *transfert des technologies de la gestion des déchets* » des pays du Nord aux pays du Sud et note que « *90 % des prêts accordés par la Banque mondiale aux pays en développement pour l'amélioration de la gestion des déchets entre 1974 et 1988, a été utilisé pour l'achat des véhicules de collection des déchets* »

³³ <https://projects.banquemonddiale.org/fr/projects-operations/projects-list?os=0>

Nous voyons ainsi les circuits de la circulation du capital mis en place, appuyés par un discours d'aide au pays en développement pour une croissance durable, ce qui est la mission affichée de plusieurs organismes comme le Groupe de la Banque mondiale. En plus, ce dernier est en coopération directe avec des organismes de l'ONU, « dans la quasi-totalité des régions du monde et des domaines d'activité »³⁴. Cette coopération se fait selon les critères de l'OMD, Les Objectifs du Millénaire pour le Développement qui avaient reçu beaucoup de critiques, si on se rappelle l'analyse de Saith (2006), puisqu'il s'agissait de l'intégration de la « *perspective du contrôle et de la main plutôt visible du néolibéralisme* ».

Cette rencontre des circuits néolibéraux d'endettement avec les impératifs écologiques semble nous montrer la manière dont le capitalisme s'accouple avec l'hégémonie écologique. Dans un article publié en 2013, Özatalay reprenait la thèse de Joshua (2008) selon laquelle le capitalisme cheminerait entre deux gouffres selon l'implication de l'État dans des affaires économiques pour marquer la période d'après les années 1990 : « *On voit que l'effort de changement radical des politiques néolibérales par des institutions expertes internationales autonomes, en particulier la Banque mondiale, a émergé dans cette période. Essayer de mettre l'intervention de l'État au profit de la logique du marché et de la bonne gouvernance au lieu de réduire à tout prix le rôle de l'État dans l'économie, appliquer la méthode pragmatique au lieu de la technique de la persuasion idéologique, conduire le travail par des technocrates compétents au lieu de politiciens compétents, développant des programmes visant l'institutionnalisation au lieu d'imposer des programmes standards (...) [cette période] s'impose en réalité comme un remède au goulot d'étranglement que connaît le capitalisme.* » (ÖZATALAY, 2013)

Conceptualisé par Giddens comme étant la « Troisième Voie », cette période a été interprétée par Özatalay comme le retour de l'éthique au sein du fonctionnement du capitalisme.³⁵ Si l'on prend en compte la manière dont l'impératif écologique a été imposé au niveau mondial, appuyé par un discours de développementalisme

³⁴ <https://www.banquemondiale.org/fr/about/partners#3>

³⁵ Dans cet article, Özatalay semble comprendre l'éthique dans son sens wébérien (comme dans son livre *L'Éthique Protestant et l'Esprit du Capitalisme*). Or, dans un article ultérieur, il revient sur la formule du capitalisme éthique pour y intégrer une analyse notamment avec la moralité musulmane comme raison de développement des pays émergents musulmans, avec un travail de terrain concernant la Turquie. Pour nous, il s'agit d'une éthique partagée par les nouveaux mouvements sociaux, dont l'écologie.

durable qui serait le remède tout autant aux problèmes de pauvreté qu'écologiques, nous pouvons dire, en suivant la dénomination d'Özatalay, qu'un capitalisme éthique est en œuvre. En effet, appuyé sur un discours écologiste, sur des rapports académiques, semblant de prendre en compte les exigences venant de la société civile à travers des manifestations et pratiques activistes de grande échelle (rappelons le discours de Gréta Thunberg) particulièrement depuis la dernière crise d'accumulation du néolibéralisme excessif dans les années 2007, ce capitalisme éthique (dont le devise hégémonique serait le développement durable et ses corollaires écologiques) crée ses propres mécanismes d'expansion et d'accumulation.

La nouvelle forme d'accumulation que le capitalisme éthique-écologique emploie, nous faisons l'hypothèse, s'appelle « l'accumulation par réanimation ». N'ayant plus de richesse à extraire au niveau des prérogatives de l'État, ou que celles-ci n'étant pas capable de rattraper la vitesse à laquelle la classe capitaliste transnationale fonctionne dans un contexte de globalisation des rapports de production, comme la crise de 2008 en était le témoin, l'accumulation par expropriation a eu le besoin, comme nous allons essayer de démontrer, d'un mécanisme collaborateur technique, spécifique à la manière dont on manie la valeur au sein du circulation du capital.

Cependant, avant d'entamer une analyse sur le processus de la production/circulation de la valeur, il nous faudrait considérer pourquoi le concept de valeur serait important pour notre sujet. Pour ce faire, nous devons regarder de plus près les différents types d'organisation du secteur dans des pays « en développement », qui fonctionneraient selon nous, comme des laboratoires d'implémentation pour une meilleure gestion des déchets et donc pour une meilleure gestion de ces nouvelles « matières premières ».

c) L'Organisation du secteur dans le monde

Le secteur de recyclage a vu une généralisation appuyée par le secteur privé, ayant les principes écologiques et éthiques comme cheval du Troie, notamment

depuis les années 1990-2000. En France par exemple, la loi de 1992, l'année de la Conférence de Rio où l'idée de la durabilité était entrée dans les agendas politiques, dit aussi la loi Royal mettait en avant le recyclage et la valorisation des déchets (d'ARRAS, 2008, p. 43). En Caire, la privatisation du système se fait en 2002, avec l'entrée dans le secteur des entreprises européennes et égyptiennes (FLORIN, 2011) ou au Buenos Aires, les années 2000 sont décisives (CARRÉ, 2015), comme c'était également le cas dans la plupart des pays en développement comme la Colombie, le Brésil, Le Mexique, les Philippines, l'Inde et l'Indonésie (MEDINA, 2005).

Cependant les pratiques de recyclage n'ont pas attendu la prise en charge par le secteur privé pour être mises en œuvre. Dans un article publié en 1987, Meyer (2019[1987], p. 62) date les pratiques de recyclage des *zabbâlîns* de Cairo aux années 1880. En Turquie par exemple, Özgen (2001) situe le devenir-valeur du déchet aux années 1950. Carré montre (2015) comment la période entre 1977 et la fin des années 1990 a témoigné d'une prise en charge institutionnelle, centralisé et sociotechnique en Argentine tout en donnant une importance majeure au travail des *cartoneros*, donc au secteur informel.

En effet, le secteur informel jouait et joue encore un rôle décisif dans ces pays. Depuis les premiers jours de son organisation en tant que branche professionnelle, la récupération des déchets recyclables a fonctionné dans des conditions du secteur informel. Contrairement au secteur formel, le secteur informel est l'organisation du travail pour laquelle l'État ne dessine pas de cadre légal, pour laquelle les primes d'assurance sociale ne sont pas payées, qui n'est pas soumise à l'impôt ou qui est sous-imposée, bref, que nous pouvons appeler "travail au *black*" (Ergun, 2005).

Malgré le fait d'être en dehors des mécanismes de sanction et de contrôle de l'État, et voire grâce à cela (YARDIMCI & SALTAN, 2007, p. 210) c'est un secteur souhaitable dans le contexte des relations néolibérales entre l'État et le marché : la réintégration de la classe critique (Amin, 2003) constituée de migrants irréguliers, de travailleurs saisonniers, de salariés indépendants ou de travailleurs à la pièce à domicile (...) dans le système en tant que les plus défavorisés et l'accélération des processus d'informalisation de l'économie sont étroitement liées aux processus de sortie de crise du système et de re-maximisation des profits (ALTUNTAŞ, 2008).

Ce fonctionnement de l'industrie de recyclage main dans la main avec les pratiques informelles change d'allure conformément aux changements introduits par des programmes économiques selon les réalités de chaque pays. En effet, l'organisation du système de la récupération et de la collecte des déchets recyclables varie en ce qui concerne notamment l'attitude que prennent les acteurs publics et économiques face aux récupérateurs des déchets, les meilleurs et les plus anciens connaisseurs du terrain. Il nous semble utile de considérer ces différents types d'organisation comme des laboratoires d'essai pour la recherche de la meilleure gestion des déchets recyclables, et donc des matières premières de l'économie circulaire à venir, notamment en vue d'une émergence d'un marché global des déchets.

Ainsi, Médina identifie quatre formes d'attitudes des acteurs publics (2000) arrivé à la fin du 20^{ème} siècle. La première attitude des politiques publiques serait contraignante : *« La vision dominante de l'élimination des déchets, qui prévaut encore dans de nombreux pays en développement, considère l'élimination des déchets comme inhumaine, un symbole d'arriération, et une source d'embarras et de honte pour la ville ou le pays. Sur cette base, le ramassage des ordures a été déclaré illégal et puni dans de nombreuses villes du tiers-monde, comme dans plusieurs localités colombiennes, indiennes et philippines. »* Dans cet exemple, les collecteurs des déchets sont souvent rejetés, expatriés, interdits³⁶.

Il nous semble important ici d'ouvrir une parenthèse pour parler de l'importance de la force de travail migrant dans le secteur informel, aussi donc dans le travail de récupération des déchets recyclables notamment dans des pays en développement. C'est le cas par exemple des paysans bangladeshis qui partent dans des villes indiennes (PERCOT, 2016). Notre terrain nous a montré que c'est également le cas de la Turquie, notamment pour les migrants « illégaux » afghans, pakistanais et syriens³⁷.

³⁶ En 2020, la récupération des déchets recyclables était interdite à Ankara mais l'implication de l'Association des ouvriers des déchets recyclables a entamé des négociations avec la Municipalité, en transformant l'interdiction à une réorganisation de ce travail. Voir Evrensel, 2020 Un processus similaire a vu le jour récemment à Istanbul, le 23 août que nous allons analyser plus en détail dans le chapitre suivant.

³⁷ Nous allons entrer plus en détail le cas de la Turquie dans le chapitre suivant.

En effet, le vide laissé au marché du travail informel peut être comblé par les migrants qui peuvent garantir une production de plus-value à faible coût, car il est non seulement important pour les employeurs que la main-d'œuvre migrante soit moins chère que la main-d'œuvre nationale, mais aussi qu'il s'agisse d'une main-d'œuvre docile et flexible qui peut être facilement embauchée en période d'expansion économique et facilement licenciée en période de crise (Ciğerci Ulukan, 2015). En outre, de cette manière, les États veulent activement déterminer les politiques migratoires et mettre en œuvre des mesures restrictives/réglementaires afin de profiter de l'opportunité d'éviter ces coûts de service public offerts par les migrants comblant les lacunes du marché du travail (Akkuzu, 2015). En bref, d'une part, l'État peut économiser sur les services publics tout en garantissant une réduction des coûts de production, un programme qui entrerait parfaitement dans la logique d'accumulation par expropriation néolibérale.

La deuxième attitude identifiée par Médina concerne les politiques publiques ignorantes. Dans ce cas, les récupérateurs sont simplement ignorés, ils continuent leur travail tout en ne recevant aucun soutien de la part des autorités publiques ni d'ailleurs d'interdiction. C'était aussi le cas en Turquie, entre les différentes périodes d'intervention des différents acteurs publics dont l'intervention n'a pas réussi à modifier les pratiques de récupération à Istanbul, du moins jusqu'à la dernière modification de loi qui introduit des nouveaux mécanismes d'organisation des récupérateurs.

En effet, la collecte des matières premières recyclables qui ne peuvent être séparées à la source dans les conteneurs placés dans les rues secondaires est une tâche fastidieuse. Outre les conteneurs, ouvrir un par un les sacs à ordures déposés devant les portes et en trier le contenu est une pratique pour laquelle les employés municipaux travaillant dans les véhicules de recyclage des municipalités ne peuvent pas/ne veulent pas consacrer de temps. Le tri de ces déchets, d'où sortent toutes sortes de choses et qui se donne bien à une étude sociologique³⁸, a été délégué aux collecteurs dans une *indifférence délibérée* (DANIS, *Integration in Limbo*” Iraqi, Afghan, Maghrebi and Iranian Migrants in İstanbul. , 2006). Cette indifférence délibérée permet à la fois d'éviter des dépenses municipales/publiques qui

³⁸ Voir le travail de Umut Yigit (AYMELEK, 2020) accessible également sur Youtube par ce lien : https://www.youtube.com/watch?v=_9lowDv-HLw&t=628s

augmenteraient s'ils étaient employés, de faire face aux effets du taux de chômage par le secteur informel, et, du point de vue des récupérateurs, de gagner leur vie sans être *un mouton assujetti* (KUTLU, 2015, p. 11) comme les salariés qui vendent leur travail, leur temps et leur liberté.

Le troisième cas est la collusion ou la corruption, comme le montre l'exemple de Mexique donné par Médina dans le même article : « *Les fonctionnaires du gouvernement développent parfois avec les récupérateurs des relations d'exploitation, de profit mutuel et d'assistance mutuelle, c'est-à-dire des relations de clientélisme politique. La ville de Mexico illustre une situation de collusion entre les autorités et les chefs des récupérateurs. Au cours des cinq dernières décennies, une structure complexe s'est développée, impliquant des relations légales et illégales entre les collecteurs, les patrons locaux appelés "caciques", les balayeurs, les collecteurs d'ordures, les intermédiaires, l'industrie et les autorités locales. (...) Ainsi, le gouvernement mexicain obtient des pots-de-vin et le soutien politique des récupérateurs, et ceux derniers obtiennent la légitimité et la stabilité de leurs opérations.* »

Finalement, il s'agirait d'une attitude de soutien avec des options pour la légalisation comme la création des coopératives, la privatisation ou la coopération des secteurs public et privé. Selon Medina, « *Les échecs multiples et répétés de la technologie américaine et européenne de gestion des déchets dans les pays en développement, ainsi que la prise de conscience environnementale, ont entraîné un changement de politique à l'égard des récupérateurs des déchets. Reconnaissant les avantages économiques, sociaux et environnementaux de la récupération et du recyclage, les gouvernements ont commencé à changer leur ancienne attitude d'opposition, d'indifférence ou de tolérance, en une attitude de soutien actif.* ». Selon Do Carmo (2012) ces politiques de soutien à la légalisation des activités des récupérateurs sont motivées également par des concerns économiques notamment en vue des financements de la part de la Banque mondiale qui a « *produit un master-plan pour le management des déchets* ».

Les efforts pour interdire la récupération ou de les inciter à s'employer dans d'autres professions se sont révélés infructueux dans la plupart de pays en développement. C'était également le cas de la Turquie. En effet, le sentiment de ne

pas être « *un mouton assujetti* » autrement dit cette représentation du travail libre que Kutlu avait rencontré lors de son travail de terrain, était également très présente dans les discours de mes interlocuteurs. Medina soutient ce point de vue : « *De nombreux récupérateurs aiment leur métier en raison de l'argent qu'ils gagnent, du fait qu'ils n'ont pas de patron et de la grande flexibilité de leurs horaires de travail.* ».

L'intégration des récupérateurs dans une organisation soutenue par les acteurs publics devait donc être en accord avec les récupérateurs, ce qui n'a pas été le cas pour tout le monde, notamment en ce qui concerne l'exemple de la Turquie. En effet, les options de privatisation ou la collaboration des secteurs public et privé prévoient le changement de statut professionnel des récupérateurs. La régularisation par exemple, change complètement ce sentiment de rester -au moins dans le discours- délibérément en dehors du système des relations d'exploitation patron-ouvrier. Le fait de ne pas porter des uniformes, de pouvoir commencer le travail au moment qui leur est convenable, la possibilité de s'arrêter quand on veut, nourrissent la représentation du travail libre.

Toutefois, pourrait-on argumenter sérieusement que les récupérateurs restent en dehors des rapports d'exploitation, bien que cet argument aille à l'encontre de leurs propres discours ? Cette question nécessiterait une analyse concernant leurs positions de classe, une perspective d'analyse qui ne manque pas au sein des recherches qui leur concernent. Il existe effectivement plusieurs travaux essayant de situer les travailleurs de déchets dans la matrice sociale, culturelle et économique. Les classements vont de pauvres, lumpenprolétariat, classe subalterne, *self-employed proletarians*, travailleurs salariés au prolétariat tout court.

d) La formation de classes

C'est sûr que les discours portant sur les récupérateurs des déchets passent fréquemment par une analyse de pauvreté urbaine (ÖZGEN, 2001) (ÖZSOY, 2012) (ERDOGAN (der.), 2016) et avec raison. Le concept de « pauvreté à tour » issu de l'excellent livre de Isik et Pinarcioglu (2001) semble d'ailleurs être la raison derrière

l'impossibilité de l'interdiction de ce métier informel. En effet, j'ai entendu à plusieurs reprises, notamment lors de mes entretiens à Tarlabasi où il y a beaucoup de récupérateurs Afghans, que à chaque fois que la police saisit un « migrant irrégulier » et le ramène au centre de déportation à Tuzla, ils sont laissés dans la plupart du temps à la frontière et saisissent cette opportunité pour revenir dès que possible à Istanbul. Il s'agit également d'une migration en chaîne des récupérateurs Kurdes, à la fois à Tarlabasi et à Ümraniye, qui font venir les membres de leurs familles, vivre dans les dépôts et travailler dans la collecte.

De plus, les concernés eux-mêmes mettent souvent en avant le fait qu'ils sont pauvres. « *Ne faites pas la guerre contre nous, nous sommes pauvres, faites la guerre contre la pauvreté* »³⁹. La pauvreté dont ils parlent cependant, semble avoir une fonction de neutralisation du regard suspicieux lié à la délinquance et donc de légitimation du travail qu'ils font comme stratégie de résistance à l'interdiction imposée par les autorités publiques dont nous allons parler plus loin.

Cette identification avec de la délinquance, de l'usage des drogues, du vol ou simplement avec de la saleté semble également renvoyer au concept du lumpenprolétariat dont Marx donne une définition dans *le 18 Brumaire de Louis Bonapart* et les chiffonniers de son époque en faisaient partis : « A côté de « roués » ruinés, aux moyens d'existence douteux, et d'origine également douteuse, d'aventuriers et de déchets corrompus de la bourgeoisie, des forçats sortis du bagne, des galériens en rupture de ban, des filous, des charlatans, des lazzaroni, des pickpockets, des escamoteurs, des joueurs, des souteneurs, des tenanciers de maisons publiques, des porte-faix, des écrivassiers, des joueurs d'orgues, des chiffonniers, des rémouleurs, des rétameurs, des mendiants, bref, toute cette masse confuse, décomposée, flottante, que les Français appellent la « bohème ». »

Cette définition qui a été reprise par Barrow sous le concept de classe dangereuse⁴⁰ semble dès par son implication sonore applicable aux récupérateurs des déchets, si on tient aux représentations dont ces derniers souffrent. Cependant, Barrow souligne, en s'appuyant sur les œuvres plus économiques de Marx que celui cité plus haut, que la classe dangereuse ne peut être définie que "*par sa non-relation*

³⁹ Voir (Dokuz8Haber, 2021)

⁴⁰ ou le terme de précarité, nouvelle classe dangereuse, « les enfants du globalisme » de Guy Standing.

avec la production économique et par sa position en dehors des relations de production capitalistes". (MILLS, 2022). Or, les récupérateurs des déchets, comme nous avons vu et que nous allons voir, occupent une place très importante au sein des rapports de production au niveau global, en vue notamment de l'impératif écologique appliqué à l'économie.

Un autre chercheur travaillant sur la pauvreté en Turquie, Bediz Yilmaz (2008), identifie les récupérateurs des déchets de Tarlabasi (entre autres) comme classe subalterne ou la sous-classe en élargissant les critères d'identification par les dimensions, (en plus du dimension économique) sociaux, politiques et spatiaux. En effet, les éléments de définition qu'il offre comme le travail informel, le bas-salaire, l'absence de sécurité sociale, le fait d'être à l'écart des systèmes éducatif et sanitaire, l'absence d'identité nationale, du permis de résidence, du droit de vote etc. font partie de la vie de la plupart des récupérateurs des déchets que nous avons rencontrés.

Toutefois il est également connu, que le réserve de travail du capitalisme ne cherche pas d'intégration socio-culturel, ne mesure pas les capitaux culturels ou symboliques, ne se soucie pas de l'absence d'identité national, ni de permis de travail ou de permis de résidence, comme c'est le cas pour les travailleurs migrants irréguliers. En effet, le fait de ne pas posséder les moyens de production est suffisant pour que la personne devient, au moins théoriquement, employable au sein de ce mode de production. Comment subvenir sinon les besoins les plus vitaux pour la survie ? La question peut trouver des propositions de réponses diverses comme l'économie de don ou le communisme cependant le fait même qu'elle peut être posée nous rappelle la fameuse expression de Bourdieu issue de sa *Distinction* : « *La lutte des classements est une dimension oubliée de la lutte des classes* ».

Le problème de classification des récupérateurs des déchets peut être interprété par plusieurs facteurs. Le premier semble être le fait qu'ils s'emploient dans le secteur informel. En effet, jusqu'aux années 1980 où l'économie mondiale a vécu une restructuration par le néolibéralisme et la nouvelle division mondiale du travail, comme on l'a vu dans la section précédente, le secteur informel était interprété comme un domaine qui serait anéanti au fur et à mesure que le capitalisme progresse. Or le néolibéralisme a montré qu'au contraire, et c'est la thèse des théories de la

dépendance économique, avec le processus de délocalisation et la généralisation de la sous-traitance, les secteurs formels et informels sont interdépendants, ils se complètent et nourrissent mutuellement. (ÖZATALAY, 2006).

Deuxième facteur peut être le rétrécissement de la catégorie ouvrière. En effet, avec l'élargissement du secteur tertiaire, la division marxienne binaire des classes s'est vue multipliée par l'introduction des concepts comme la classe moyenne, les cols-blancs ou les locations contradictoires de la classe (WRIGHT, 1985). En ce sens, la définition du prolétariat s'est cantonnée à l'ouvrier industriel, qui existerait de moins en moins en raison de la désindustrialisation et l'élargissement du secteur des services. En vue de cet argument les récupérateurs des déchets semblent ne pas participer à la production au sens industriel du terme⁴¹. En effet, Dinler (2016) décrit : « *Dans cette image, la marchandise vendue est un produit (les déchets) et non une force de travail ; la transaction a lieu entre deux parties indépendantes. Si l'acheteur vend la marchandise des déchets à un prix plus élevé, cela ne peut être considéré que comme une opportunité d'arbitrage qu'il exploite. Le collecteur de déchets a la liberté de vendre à n'importe quel entrepôt ou usine de recyclage, en fonction du prix qu'ils proposent.* »

Cette relative liberté semble positionner les récupérateurs des déchets comme des travailleurs indépendants, qui œuvrent plutôt au sein du secteur des services et le fait qu'ils n'aient pas de patron, comme eux-mêmes en font l'éloge assez souvent, les positionne semble-t-il en dehors de la matrice binaire des classes. Meiksins-wood (1989) identifie ce problème lorsqu'elle offre une critique de la conception sur la fin des classes ouvrières de Gorz (1982) ⁴²ainsi : « *la tendance à définir la classe moins en termes de relations d'exploitation qu'en termes de processus technique de travail peut contribuer à expliquer une conception très restrictive de la "classe ouvrière", qui semble n'inclure que les travailleurs manuels industriels.* »

⁴¹ Nous allons revenir sur ce point dans la section suivante.

⁴² André Gorz, un écologiste critique du capitalisme conclut dans ce livre la fin de la classe ouvrière. Selon l'auteur, le prolétariat serait un écho du capitalisme et la fin de ce dernier ne pourrait passer que par l'autodestruction de cette classe, ce qui ne serait pas probable. Dans cette logique, la révolution socialiste viendrait non pas à travers la lutte des classes du prolétariat-uni mais des groupes qui se trouverait en dehors de cette matrice, les groupes qui sont au chômage ou potentiellement chômeurs, peut-être les écologistes, les femmes. Ali Mendillioglu, alors et toujours le président de l'association des ouvriers des déchets avait pourtant indiqué dans une interview : « *Nous luttons pour annihiler notre propre raison d'existence* » (ÖZDEK, 2009)

Alors, selon quels critères pourrait-on identifier la classe et savoir qui en fait partie ? Dans un article où il explore le travail des récupérateurs des déchets à Cali, Columbia, Birkbeck (1978) refusait d'avoir recours au prisme des relations d'exploitation comme critère d'identification -puisque'ils semblent absente en raison de la relative liberté des récupérateurs- et faisait allusion plutôt au fait que ces derniers n'ont aucun pouvoir sur le contrôle des prix des marchandises. Ainsi, avec un clin d'œil aux locations contradictoires de classe de Wright, il définissait le statut de ces travailleurs comme « prolétaire indépendant » [*self-employed proletarian*] : « *En raison de la nature de leur relation avec le marché industriel des matériaux de récupération, les récupérateurs des déchets travaillent en fait pour les usines mais ne sont pas employés par elles. Ils ne sont guère plus que des sous-traitants industriels occasionnels, tout en ayant l'illusion d'être des travailleurs indépendants. Ils peuvent être en mesure de décider quand travailler et quand ne pas travailler, mais le facteur critique est le contrôle des prix des matériaux récupérés, et ce contrôle appartient très clairement aux consommateurs industriels. C'est pour cette raison que j'appelle les récupérateurs des "prolétaires indépendants", soulignant ainsi la nature essentiellement contradictoire de leur situation de classe. Ils sont indépendants et pourtant, en réalité, ils vendent leur force de travail* ».

« Prolétaire mais *autrement* », cette formule semble s'ajouter à la diversité des interprétations du fonctionnement du mode de production et d'accumulation capitaliste. Il nous semble plus cohérent de constater avec Ortiz (2002) qu'au sein du capitalisme, la diversité de paiement, de contrôle, des normes de travail etc. est la règle, et non une exception. Ce constat nous permet d'oser faire un rapprochement avec la situation du travail des livreurs de notre époque de télé-commande post-covid pour proposer un autre exemple de cette diversité. Il s'agit d'un modèle de marchand-livreur qui consiste à permettre à l'employeur d'embaucher un travailleur sans être obligé de payer les frais de la sécurité sociale, sans l'octroi des congés payés, bref en l'absence de toute la protection qu'un contrat de travail offre au travailleur (ce qui nous rappelle également la formule de l'accumulation par expropriation de Harvey). Ainsi, l'employeur exige du demandeur d'emploi de fonder une micro-entreprise privée, ce qui leur permettrait ensuite de signer un contrat entre deux entreprises techniquement indépendantes. De cette manière la

relation d'exploitation entre l'employeur et le travailleur semble disparaître pour laisser sa place aux personnes (ou entreprises) libre et égaux.

Conformément à la logique néolibérale, les coûts (achat de voiture motorisé, ou les *haran* dans le cas des récupérateurs ; les primes de la sécurité sociale etc.) et les risques du business (les accidents, l'interpellation par la police si le récupérateur est migrant irrégulier) sont transférés aux travailleurs. Avec la même volonté de comparaison⁴³, Dinler décrit cette situation de transfert des coûts et des risques comme suivante : « *Le propriétaire de l'entrepôt et celui de l'usine de recyclage n'ont pas à payer de salaires réguliers aux collecteurs de déchets. S'il n'y a pas assez de déchets, ils paient moins, puisque le paiement est effectué sur la base des kilos ; si les prix baissent, ils peuvent payer moins (bien qu'ils ne puissent pas répercuter immédiatement les changements de prix sur les collecteurs de déchets, afin de conserver leur offre de main-d'œuvre). En outre, comme l'argent que gagnent les collecteurs de déchets dépend de la quantité de déchets, ces derniers sont incités à apporter le maximum de déchets pour augmenter leur revenu, ce qui profite également à l'entrepôt ou au propriétaire de l'usine de recyclage.* » (Dinler, *op. cit.* p. 1840).

Refusant donc d'identifier les récupérateurs comme des travailleurs indépendants, Dinler conclut que le travail des récupérateurs des déchets doit être considéré comme une forme de travail salarié, impliqué dans les relations de classe et non un travail des individus indépendants sur le marché. Ainsi, elle déplace le facteur d'indépendance qui poussait Birkbeck à conclure sur la formule du prolétaire *indépendant* et en fait un mécanisme organisationnel des rapports de classes propre à notre époque. A part ces nouveaux mécanismes d'exploitation de la classe ouvrière qui s'appliqueraient donc également aux récupérateurs des déchets, et qui passeraient par des nouvelles formes d'accumulation par expropriation, nous pensons avec Özatalay⁴⁴ que la dimension de l'exploitation liée spécifiquement à la *plus-value*, bien qu'il s'agisse d'un retour sur le processus technique du travail, mérite également

⁴³ L'auteure offre une comparaison similaire avec le cas des conducteurs de bus, p.1840.

⁴⁴ « *Le moment de l'exploitation de la plus-value est le moment de la lutte des classes et donc le moment où les classes - ou le phénomène de classe [sinifsallik]- apparaissent. Les grandes et petites "blessures de la différence" causées par la relation en question sont gravées dans l'âme et le corps des victimes de cette relation. A partir de ce moment, dans toutes les actions des auteurs qui sont parties aux relations d'exploitation, la classe se manifeste de manière plus ou moins importante, mais définitive* ». (ÖZATALAY, 2015)

une analyse pour notre sujet. Nous faisons l'hypothèse que cette analyse mettrait de la lumière sur une nouvelle forme d'accumulation, spécifique à cette époque où l'économie globale se voit imposée l'impératif écologique : l'accumulation par réanimation.

e) La forme d'accumulation revisitée : accumulation par réanimation

Comprendre l'exploitation liée à la plus-value spécifique au travail des récupérateurs des déchets nécessite avant tout une analyse portant sur les formes que prennent la « valeur » au sein de l'industrie de recyclage.

Au premier vu, parler de la valeur du déchet semble contradictoire. Car c'est parce qu'un bien n'a plus de valeur que l'on le jette à la poubelle. Il est déjà rempli sa fonction, usé, utilisé, consommé et son cadavre n'est plus désiré. Cette idée que l'on a du déchet comme quelque chose d'intrinsèquement indésirable a poussé effectivement l'humanité à chercher des moyens pour s'en débarrasser au plus vite, de le mettre loin du regard, sous-sol ou dans les lieux de décharge éloignés des espaces de vie urbain. Nous savons maintenant que cette méthode de cacher le déchet sous le tapis crée beaucoup de problèmes pour la terre, gaspille les ressources naturelles déjà en panne, et empêche les économies de profiter de ces matières premières alternatives. Or, lorsqu'on se débarrasse des restes, des emballages de nos produits, leurs valeurs sont-elles réduites à zéro ? Et de quelle valeur parle-t-on exactement ?

Il ne s'agit évidemment pas ici de parler des valeurs éthiques ou esthétiques, comme les représentations que l'on a sur les récupérateurs des déchets (ÖZSOY, 2012) (ÇEKEN, 2018), la valeur morale de l'exploitation des travailleurs, l'emploi artistique des déchets d'emballage⁴⁵ ou encore les bienfaits du recyclage. Quant à la valeur économique du déchet, il est certainement un peu moins surprenant d'en parler aujourd'hui qu'hier, notamment avec le développement de la technologie et de

45

https://www.cevkococuk.org/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=23&Itemid=110

l'industrie de recyclage et l'intégration de l'impératif écologique au sein des économies. La question alors de savoir qu'elle serait la valeur économique de déchet ?

Au sein des études économiques, la valeur est une grandeur commune qui indiquerait l'équivalence entre deux choses. Souvent confondue avec le prix, la valeur n'est pourtant pas identique à l'argent qui représente la marchandise au sein du marché. L'argent ne serait ici que la face visible, le porteur de la valeur de celui-ci. En effet, avant même de déterminer le prix de quelque chose, il faudrait connaître la mesure avec lequel nous allons trouver l'équivalence entre l'objet et la grandeur mathématique. C'est la raison pour laquelle nous ne pouvons pas vendre des objets à des prix de nos choix sans faire une étude de marché, en tout cas, si nous le faisons, nous risquons de ne pas trouver des acheteurs.

En ce sens, l'équivalence est cherchée, même depuis Aristote à l'époque antique, comme une équivalence entre deux objets. Autrement dit, la question est de savoir combien d'œufs seront échangeables avec combien de patates. Disons que deux œufs équivalent à une patate, dans ce cas-là, nous pouvons vendre un œuf à 1 argent, alors qu'une patate doit avoir comme prix 2 argents. Et la valeur c'est ce dénominateur commun entre ces deux marchandises, la troisième variable.

Or, d'où viendrait cette idée que deux œufs équivalent à une patate ou comment détermine-t-on la valeur de quelque chose ? La définition donnée par les économistes de l'école marginaliste néoclassique comme William Jevons, la valeur d'un bien dépend de son utilité *pour* quelqu'un ainsi que de sa rareté. Suivant cette définition il faudrait soutenir que le déchet, justement puisqu'il a été jeté par son utilisateur, n'a aucune valeur. La boîte en carton de vos nouvelles chaussures, déchirée au point de ne plus vous permettre à une réutilisation seront donc bon uniquement à retrouver les poubelles, échangeable avec rien. Or, notre question était justement de la valeur de cette chose jetée, pourquoi une telle vie après les poubelles ?

La conception objective de la valeur au sein de l'économie commence par Adam Smith pour qui la valeur d'une marchandise ne serait pas en lien avec son utilité mais qu'il existerait un critère objectif qui attribuerait de la valeur à une

marchandise : le temps nécessaire à sa production. Lorsque Smith parle du temps ici, il ne s'agit pas uniquement de la grandeur t que l'on peut mesurer avec nos montres, mais de la quantité de travail nécessaire pour la production d'un bien. C'est la théorie de la valeur-travail. Ce travail comporterait tout le travail directe (énergie pour sa fabrication) et indirecte (la fabrication des outils pour la fabrication de la marchandise en question, la rente, le profit etc.). Or, le calcul devient beaucoup trop compliqué.

Finalement, pour sortir de ce paradoxe, Smith a proposé une modification dans sa théorie : la valeur-travail commandée. Cette fois-ci la valeur d'un bien serait déterminée par la quantité de travail que l'on peut acheter par ce bien. Autrement dit, la valeur d'une patate serait déterminée dans un marché par la quantité des œufs que nous pouvons acheter avec elle. Une conception qui devient rapidement circulaire, et pour ce qui nous concerne, toujours inutile. Car à la recherche de la valeur d'un déchet, nous pouvons répondre par rien à la question de savoir par quoi nous pouvons échanger le déchet au sein du marché.

Partir du temps de travail nécessaire à la production d'une marchandise pour déterminer sa valeur était pourtant un bon début selon Marx. Pour comprendre la théorie de la valeur-travail marxienne, commençons par les deux faces du travail : le travail abstrait et le travail concret d'une part et le travail vivant et le travail mort de l'autre. Le travail abstrait ici serait derrière l'expression valeur-travail car le travail en question ne serait pas le contenu du travail que nous effectuons chacun et chacune dans une société des travailleurs. Il ne s'agit pas de dresser une liste de différents travaux comme produire une chemise, construire une maison etc. Le contenu du travail, donc le travail concret, serait au mieux l'objet des études ethnographiques. De l'autre côté, le travail abstrait, à savoir le temps et de l'énergie dépensés par l'individu, peu importe ce qui est le résultat de son travail, ce travail abstrait serait producteur de la valeur.

La différence entre le travail vivant et le travail mort est du côté du caractère *producteur* de la marchandise. Le premier serait le processus de la dépense de l'énergie et du temps pendant le cours de la production, c'est ce qui nous permet de calculer les heures du travail par exemple et le SMIC. De l'autre côté le travail mort serait ce temps et cette énergie *accumulés* dans la marchandise, une fois fabriquée.

Autrement dit, le premier représenterait le processus de la production, relative au producteur, et le deuxième représenterait l'accumulation du travail vivant au sein de la marchandise, devenant intrinsèque à cette dernière ou le travail *chosifié*.

Nous parlons donc du travail abstrait en faisant abstraction des différents types de travaux au sein de la mode de production capitaliste comme producteur de la valeur. Le travail vivant indiquerait le processus de la production du côté du producteur et le travail mort représenterait la valeur accumulée au sein de la marchandise.

Selon Marx, lorsque l'on parle de la production de la valeur ce qui est produit, ce n'est pas avant tout la valeur numérique, relative à l'argent, ou la grandeur d'échange. Ce qui est produit avant tout, c'est la valeur d'usage d'une marchandise. Et l'autre face de la valeur, à savoir la valeur d'échange, serait ce qui est portée par la valeur d'usage. En effet, la valeur d'usage d'une chemise par exemple est que c'est un vêtement qui sert à s'habiller. Lorsqu'on produit une chemise donc c'est dans le but de la porter. Sa valeur d'échange viendrait seulement après cet usage, c'est parce qu'il existe un domaine d'usage de ce vêtement qu'il existe également une valeur d'échange au sein du marché. La valeur d'usage serait donc le porteur de la valeur d'échange, la grandeur numérique mathématique.

Mais alors qu'est-ce qui serait la valeur d'usage des déchets sachant que les individus qui les ont jetés n'y en voient aucune ? La question est peut-être de savoir non pas quelle serait la valeur d'usage des déchets car il faut qu'il en existe au moins un peu si l'on se tient au marché des déchets existants comme le dit aussi O'Brian : *« un "système" économique ne fait pas référence à une disposition d'objets matériels, mais plutôt à une disposition de valeurs matérielles. Il s'agit, sous une forme simplifiée, d'un système de valeurs qui donne lieu à des opportunités et des exclusions personnelles et sociales. Aucun secteur industriel n'existe en raison de l'objectivité matérielle de ce qu'il gère. Les secteurs industriels existent en raison des valeurs qui peuvent être extraites de l'échange de ces objets. »* (O'BRIEN, 1999)

Nous connaissons la capacité du capitalisme, notamment sous sa forme néolibérale d'avoir recours à des stratégies comme la création des besoins afin d'élargir les domaines d'extraction de la valeur. La couleur rose par exemple, est

utilisé pour la création d'un groupe de consommateurs, plus exactement consommatrices, qui ressentiront ainsi le besoin d'acheter des marchandises spécifiques à leur genre, se différencier des autres consommateurs, acceptant dans la plupart des temps de payer plus comme un petit tour dans les supermarchés à regarder les prix nous le montrera clairement. Nous pouvons affirmer avec O'Brian que de la même manière, l'industrie de recyclage existe en raison des valeurs qui peuvent être extraites de l'échange des déchets, avec l'impératif écologique comme support moral et idéologique.

L'existence d'une valeur d'échange du déchet est évidente de par l'existence d'un marché et d'une industrie qui lui sont consacrés mais la valeur d'usage d'un déchet existerait pour qui exactement ? Puisque la valeur d'usage d'une marchandise n'est importante que pour l'acheteur, comme celle d'une chemise pour la personne qui s'en procure, la question de savoir à qui appartient le déchet une fois jeté est également d'importance. Dans un contexte néolibéral où il s'agit de laisser les prérogatives de l'État au secteur privé, c'est sûr que le déchet d'emballage a de la valeur d'usage pour les propriétaires des grandes entreprises de recyclage comme *Bayfa*⁴⁶ ainsi que pour la Grande Municipalité en l'occurrence d'Istanbul qui *outsources* la récupération (à l'entreprise Tarhanlar) et pour le préfet qui est financé par le ministère de l'Environnement de l'Urbanisme et du Changement Climatique et les autres fonds monétaires internationaux, comme nous l'avons vu dans la partie précédente.

Cette valeur d'usage du déchet d'emballage n'est donc valable d'abord que pour la circulation du capital, pour le *sujet automate*, dont le mécanisme n'écoute plus de frontières étatiques, notamment pour la classe capitaliste transnationale qui constitue les roues de cet automatisme. L'image de la circularité tomberait donc parfaitement bien pour comprendre l'importance de l'industrie de recyclage pour la mode de production capitaliste, le but de l'économie circulaire étant la finalisation de l'auto-subsidiation de la circulation du capital : l'auto-valorisation de la valeur⁴⁷. Le

⁴⁶ Bayfa est une société anonyme du commerce, du tourisme, du transport et de l'industrie appartenant à Albayraklar Groupe d'Entreprises, connu pour sa proximité du gouvernement d'AKP.

⁴⁷ Les penseurs du *Wert-auseinandersetzungskritik* ou de la Théorie de la Dissociation-Valeur comme M. Postone, A. Jappe, R. Kurz ou R. Sholtz pensent que le problème du capitalisme n'est pas dépassable par les luttes de classes où la domination et l'exploitation passe non pas par le travail concret mais au niveau abstrait. L'expression de sujet automate de Marx est réinterprétée par ces auteurs et indique que le capitalisme n'est pas uniquement un mode de production, un système économique mais

sujet automate utiliserait les cadavres de son mécanisme de valeur (les déchets) pour élargir le champ de domaine de la valeur d'usage, qui dépasse désormais l'usage de sa producteur concret.

Or, l'auto-valorisation de la valeur lorsqu'on parle de la valeur du déchet sous-entend que le déchet, une fois jeté ne perd pas de toute sa valeur. Dit autrement, le déchet n'est pas jeté parce que sa valeur est épuisée complètement. En effet, nous avons vu qu'il existe une valeur d'usage du déchet d'emballage pour le sujet automate et une valeur d'échange pour le marché dans lequel le déchet se circule mais le passage entre les poubelles où le déchet a perdu sa valeur pour le premier usager et où il regagne une valeur pour le marché, il existe un autre procédé qui redonne sa valeur au déchet : c'est le travail des récupérateurs des déchets.

En effet, pour Marx et pour la théorie du travail-valeur, la matière première extrait de la terre n'en devient qu'après le premier travail des ouvriers des mines. Car le pétrole, le charbon, les minéraux etc. n'étaient que des ressources naturelles avant de devenir matière première. Le premier travail vivant investi dans l'exploitation minière rend ces ressources naturelles des matières premières. Marx l'explique comme suivant : « *L'objet déjà filtré par un travail antérieur, par exemple le minerai lavé, s'appelle matière première. Toute matière première est objet de travail, mais tout objet de travail n'est point matière première ; il ne le devient qu'après avoir subi déjà une modification quelconque effectuée par le travail* »

Or, ce premier travail vivant exige, avant d'être dépensé, l'existence d'un mécanisme de travail abstrait, comme la production des outils employés pour l'exploitation minière, les machines, la technologie etc. « *Si une valeur d'usage est le produit d'un procès de travail, il y entre comme moyens de production d'autres valeurs d'usage, produits elles-mêmes d'un travail antérieur. La même valeur d'usage, produit d'un travail, devient le moyen de production d'un autre. Les produits ne sont donc pas seulement des résultats, mais encore des conditions du*

également un système civilisationnel, mu par le fétichisme de la marchandise qui est intégré au sein de toutes les classes, toutes les fractions etc. Il faudrait donc parler plutôt de la fin du travail et non pas d'un travail sans exploitation si l'on veut sortir du capitalisme. Nous pensons que leur interprétation est un peu trop *abstraite* pour faire un jeu de mots mais l'importance qu'ils donnent au concept de valeur et au capitalisme comme sujet en soi (bien que pour Kurz, qui va encore plus loin dans l'interprétation, pour lui, il s'agit d'une domination sans sujet) qui nous permet de monter sur les échelles herméneutiques pour revenir aux procédés concrètement sociologiques. Pour aller plus loin : <http://www.palim-psao.fr/>

procès de travail » La matière première extraite de la terre devient donc matière première pour une certaine branche de production qui va servir de sa valeur d'usage pour produire autre chose.

Ramenons maintenant cette réflexion sur la branche de production liée à l'industrie de recyclage. Quelles sont les matières premières de cette industrie et qu'est-ce qu'elle produit exactement ? Les discours portant sur l'économie circulaire, le zéro déchet, le développement durable et la compagne parlent du déchet comme matière première, et explique l'importance des déchets sous la rubrique de la gestion des matières premières (SAPMAZ VERAL & YİĞİTÇİBAŞIOĞLU, 2018) ou des ressources⁴⁸, au même titre que le charbon, le pétrole etc. sous le parapluie, évidemment, de l'impératif écologique.

Ayant déjà réalisé leur valeur initiale à travers la consommation finale si l'on reste dans la logique linéaire, les cadavres des marchandises que sont les déchets sont donc revalorisés. Cette expression de la revalorisation des déchets, également largement employée dans les discours favorisant la circularité et donc dans le discours du capital, est en fait l'autre face du médaillon, nous avançons, de la mode d'accumulation capitaliste la plus récente. Œuvrant comme le docteur Frankenstein, les récupérateurs des déchets réanimeront la valeur d'usage d'un produit mort et c'est justement ce procédé-là qui permettrait l'accumulation par réanimation.

Cette forme d'accumulation est effectivement systématique, sachant notamment que non seulement les matières premières de cette industrie de recyclage mais également leurs produits finaux (ou les biens intermédiaires si l'on reste dans la logique de la circularité) sont partout. Puisque l'emballage est cette couverture, ce contenant qui nous permet d'accéder à des biens de consommation servant à la fois à la conservation, à la transportation et au stockage comme la canette de coca, le briquet du lait, le can de maïs, la boîte de chaussures et ainsi de suite -les exemples sont multipliables presque à l'infini-, les potentiels matières premières deviennent également des potentiels produits finaux pour cette industrie.

⁴⁸ Voir cet interview de Bestami Özkaya [*hammadde yönetimi*] <https://www.youtube.com/watch?v=IUXVUo2Ywh8> ou plus officiellement Le Plan de Gestion des Déchets dans la Ville d'Istanbul [*Kaynak yönetimi*] : voir : (CEVRE VE SEHİRCİLİK İL MÜDÜRLÜĞÜ, 2020)

L'accumulation par réanimation procéderait sous de différentes manières selon l'organisation spécifique du travail concret dans un système économicopolitique donné. C'était ce que nous avons essayé de montrer avec la mise en lumière de différents systèmes de gestion des déchets dans des pays différents, qui peuvent être considérés en fin de comptes comme des laboratoires d'essai pour l'intégration de la meilleure mode de gestion. En Turquie, plus spécifiquement, la gestion des déchets a également survécu plusieurs changements notamment concernant les premiers fournisseurs du valeur-travail que sont les récupérateurs des déchets, sans lesquels, du moins pour le moment, le traitement des déchets d'emballage ne semblerait pas possible.



III. L'INTEGRATION DE LA TURQUIE A L'ÉCOLOGIE DU MARCHÉ MONDIAL

a) Le profil de la force de travail récupératrice

Depuis le début de la naissance de l'industrie de recyclage dans les années 1950 (ÖZGEN, 2001 ; 2006.) la récupération et le tri des déchets d'emballages se faisait de manière informelle par les récupérateurs des déchets. Ali Mendillioglu, un ancien récupérateur devenu figure public (ÖZLEK, 2009), m'a expliqué pendant un entretien, comment le métier de récupérateurs à Ankara a été passé des mains des personnes sans domicile fixe et des usagers de drogues qui accumulaient les papiers usés notamment avec la démocratisation de la lecture des journaux dans les années 1950, aux mains, dans les années 1970s-80s d'abord des immigrants saisonniers venant d'Aksaray⁴⁹, ramenés précisément pour cette tâche, puis aux Kurdes avec la déportation forcée qu'ils ont subie dans les années 1990, et aux demandeurs d'asile ou des immigrants irréguliers, notamment les Afghans, les Pakistanais et quelques Syriens.

La présence forte de la main d'œuvre migrante nous rappelle naturellement le rapport entre le secteur informel et la migration, qu'il s'agisse de la migration interne ou externe. En effet, le vide laissé au marché du travail informel est comblé par les migrants qui garantissent une production de plus-value à faible coût, car *il est non seulement important pour les employeurs que la main-d'œuvre migrante soit moins chère que la main-d'œuvre nationale, mais aussi qu'il s'agisse d'une main-d'œuvre docile et flexible qui peut être facilement embauchée en période d'expansion*

⁴⁹ Aujourd'hui il existe plusieurs patrons des entrepôts voir des usines de recyclage et de production, plutôt proches au gouvernement, venant d'Aksaray ou de Nigde. Ce sont deux des origines les plus rencontrées pendant notre travail de train. (Aksaraylilar, Nigdeliler, Kurtler, Afganlar)

économique et facilement licenciée en période de crise (CIGERCI ULUKAN, 2015). En outre, de cette manière, les États peuvent profiter de l'opportunité pour diminuer le coût des services publics, conformément aux demandes néolibérales de l'accumulation par expropriation. En bref, d'une part, l'État peut économiser sur les services publics tout en garantissant une réduction des coûts de production en faveur du secteur privé.

Cette main d'œuvre pas chère qui serait prête à accepter à peu près tout ne le fait évidemment pas toujours de manière joyeuse, ni volontairement mais l'informalité est également désirée par ces travailleurs pour plusieurs raisons. D'abord il s'agit d'un gain rapide car dès l'arrivée à la ville, sans être obligé de faire le tour des offres d'emploi convenables, il est possible de se trouver une place parmi les grandes rues de la grande ville d'Istanbul. D'ailleurs, la plupart des travailleurs citoyens sont arrivés à Istanbul auprès des relatives qui étaient arrivés avant les premiers.

Cette migration de chaîne permet les nouveaux arrivants de trouver une place pour dormir, même s'il existe des cas où les récupérateurs doivent rembourser le loyer aux propriétaires des entrepôts si par exemple la relation n'est pas assez proche. Dans l'entrepôt de Nazmi (propriétaire, Dolapdere), bien qu'aucun des récupérateurs n'est sa relative, ils dorment gratuitement puisqu'ils se connaissent et travaillent ensemble depuis très longtemps. Ils doivent tout de même participer aux frais d'électricité mais puisque ces derniers refusent de le faire, l'électricité -qu'ils partagent avec le commerce d'à côté- n'est active que dans l'étage où ils effectuent le tri. L'étage utilisé comme dortoir est sombre.

Un autre avantage de l'intégration dans le secteur informel par la voie de migration de chaîne est qu'il existe parfois des avances dont les dates de remboursement sont assez flexibles. Le cas du récupérateur Kemal est assez parlant à ce sujet. Kurde d'origine, sa famille cultive des champs de blé au bled et pendant les périodes du début de la cultivation où on fait beaucoup de dépenses, il demande des avances au « patron » (propriétaire d'entrepôt et son relative). En contrepartie, il passe plus d'un quart de l'année à Istanbul, à travailler comme récupérateur pour le patron. Ismail, d'origine également kurde, ayant sa famille ici à Istanbul depuis deux

ans (dont 5 enfants) souligne le même point. Ainsi, l'endettement devient pour ces travailleurs un avantage, du moins eu égard leurs conditions de vie.

Comme Kemal, il existe plusieurs récupérateurs qui continuent de travailler de manière saisonnière, ce qui peut être considéré comme un autre avantage du travail informel. Maaz par exemple, travaille comme berger pendant l'été et vient à Istanbul dans l'année. De toute façon, l'absence de contrat et des règles juridiques contraignantes de travail efface les limites entre le travail saisonnière et les congés sans solde. En effet, la plupart des récupérateurs soulignent qu'ils peuvent partir au bled quand ils veulent, aussi longtemps qu'ils veulent et revenir travailler quand ils auront besoin. Cette flexibilité est offerte non seulement par le caractère informel du travail mais aussi par la présence du besoin de cette main d'œuvre pour ce travail spécifique.

Un autre facteur qui devient avantage au sein du secteur informel est que personne ne demande aux récupérateurs leurs casiers judiciaires, ni leurs diplômes. Salman (propriétaire, Dolapdere) par exemple a expliqué assez ouvertement qu'un moment donné de sa vie, il s'était mêlé à la trafique de la drogue et était en prison pendant six ans. Il précise « *Dieu merci qu'ils [la police] m'ont eu avant que je n'empoisonne personne* ».

La question de drogues et la vente de drogues, comme la criminalité d'ailleurs sont des problèmes souvent associés aux récupérateurs, or il faudrait préciser la sensibilité de presque tous mes interlocuteurs à ce sujet. D'ailleurs ils mettent en avant la frontière entre les trafiquants et les usagers des drogues et les récupérateurs à maintes reprises. Nazmi par exemple, qui travaille à Dolapdere mais vit avec sa famille assez loin à Istanbul se plaignait comment beaucoup de ses amis se sont « *perdus dans la drogue* » [*hepsi kayboldu, hapçi, torbaci oldu*] à cause des difficultés posées par les autorités publiques pendant leur travail, ils ont simplement baissé les bras. Semih (propriétaire d'origine Aksaray) a souligné la même distinction : « *si on ne travaille pas, on devient dealer, sniffeur de colle* » [*tinerci*].

Pour ce qui est d'autres étiquettes de criminalité comme le vol, gagner son pain de façon méritée [*hakkiyla ekmeğini kazanmak*] est une expression qui vient très souvent. Ismail (récupérateur, père de cinq enfants) avait ajouté à cela un impératif

familial : « *ma mère, mon père me disent souvent que si jamais je me mêle dans une telle affaire, ils ne me pardonneraient pas même après la mort* » [hakkimizi helal etmeyiz].

L'absence de l'exigence d'un diplôme est un autre facteur qui facilite le travail informel. J'ai entendu à maintes reprises, entendez également la modestie, « *tu connais surement mieux que moi, je n'ai pas autant d'études que toi* ». Cela ne va pourtant pas dire que les récupérateurs sont des personnes qui manque de capital culturel, ni symbolique d'ailleurs. Dans certains cas, le problème n'est pas l'existence d'un diplôme mais de sa dévalorisation par le marché du travail. Récupérateur Mahmut par exemple, diplômé de biologie, il pourrait travailler en tant qu'enseignant mais d'origine kurde, selon lui, il n'aura jamais la nomination. Kerem est un ingénieur de l'électronique et de télécommunication, travaille depuis des années dans l'entrepôt de son frère Basri. Kemal a pris une formation sur le e-commerce qui lui plaît beaucoup mais dit qu'il n'a pas assez de temps à s'y consacrer à cause des nécessités du travail.

Il existe tout de même des histoires du sortie du secteur. Veli par exemple, travaillait en tant que récupérateur chez ses cousins Basri et Kerem pendant ses études de vétérinaire et une fois sa licence terminée, il a pu décrocher un poste au sein de la Grande Municipalité d'Istanbul. Oktay, également ancien récupérateur s'occupe depuis des années de sa propre bouquinerie. Ali Mendillioglu écrit et fait des programmes télévisés et radiophoniques pour gagner sa vie.

L'absence de corrélation entre les études et la récupération ainsi que la facilité d'entrée dans le secteur ne voudrait cependant pas dire qu'aucune connaissance n'y est exigée. Au contraire, il y a beaucoup à apprendre à la fois de côté technique et relationnel si l'on veut réussir dans ce travail. Basri avait expliqué en rigolant comment une fois un nouvel arrivant avait vidé complètement une poubelle publique sans rien trier puis, ramené son *haran* rempli de tout à l'entrepôt avec un sourire et en disant « *il est très facile ce travail. J'ai très rapidement rempli mon haran !* » Pour éviter ce genre de confusions, les récupérateurs expérimentés accompagnent les nouveaux arrivants au début de leurs carrières.

Pourtant tout récupérateur ne préfère pas faire le tri dès la source puisqu'il prend beaucoup de temps et exige une organisation spatiale dans le *haran*. Une alternative au tri sur place (dans la rue) est de travailler uniquement avec une seule matière, par exemple les cartons mais cette fois, il faudrait faire un tour plus long et la reconnaissance des différents types de matières notamment des plastiques (PET, PP, PEHD, PEBD etc.) exige une connaissance très fine du travail. Une autre alternative est de ramener les recyclables de manière mixe, comme font les Afghans disait Basri, et être payé non pas séparément (les prix sont variables selon le type de matière) mais par un prix moyen.

Une autre compétence qui facilite énormément le travail est relationnelle. En effet, il ne suffit pas de connaître les rues et les horaires de passage des camions-poubelles de la municipalité pour passer récupérer les recyclables avant lui. Il faudrait également faire connaissance avec les commerces, établir avec eux de bonnes relations et de les convaincre à ne pas donner les déchets d'emballages à un autre récupérateur. Certains récupérateurs font même leurs petits commerces avec les commerçants en offrant à ces derniers de l'argent en échange des recyclables.

Finalement, d'après cette description, nous pouvons observer d'une certaine manière les conditions de surexploitation propre à l'accumulation primitive. En effet, la stratification parmi les récupérateurs dont nous avons mentionné notamment entre les travailleurs irréguliers et les citoyens semble fonctionner selon les procédés du capitalisme racial, où les premiers manquent les possibilités de négociation à cause de la violence physique ou symbolique. En effet, les récupérateurs d'origine Ghana, ayant la couleur de leur peau comme des marques visibles de leur statut racial, ne peuvent pas sortir récupérer dans les rues mais restent dans les entrepôts pour le tri. La liberté de négociation comme nous allons voir plus loin semble ne pas s'appliquer à ces récupérateurs racisés. Les Afghans, bien que relativement plus privilégiés par rapports aux Ghanéens, sont toujours assujettis au danger d'être exportés, et ils sont moins privilégiés certainement comparé aux récupérateurs kurdes, qui eux se reposent sur leurs rapports familiaux, fortifiés par la migration en chaîne.

b) L'organisation du travail des récupérateurs de déchets

Les déchets ainsi récupérés sont ramenés ensuite aux entrepôts, qui sont donc également des lieux de vie pour beaucoup de récupérateurs. Les recyclables arrivés de façon mixte doivent passer par le tri dans ces endroits. Pendant la première période de mon travail de terrain en 2019, beaucoup de travailleurs responsables de tri était des migrants irréguliers, notamment les africains comme Sami et son frère. Afin de ne pas « *sauter aux yeux* » en raison de la couleur de leurs peaux, ils étaient employés à l'intérieur, au tri. En 2019, la chasse aux migrants irréguliers était déjà commencée et pendant la deuxième partie de mon travail de terrain en 2022 j'ai vu qu'elle était presque achevée, mes interlocuteurs l'ont également confirmé.

Le tri est également fait par des femmes, notamment les membres de la famille des propriétaires des entrepôts. C'était le cas à Okmeydani. Seref expliquait cette relative absence des femmes par deux mots « *femmes, interdites !* » en ajoutant qu'elles peuvent participer au triage si elles veulent pendant le WE. Cette interdiction m'avait adressée également par le récupérateur Remzi (récupérateur saisonnier), qui avait refusé de me ramener à l'entrepôt mais m'a quand même fixé un rendez-vous à Cihangir quand on s'est rendus comptes que l'on connaissait tous les deux l'ancien récupérateur et désormais bouquiniste Oktay. J'ai rencontré quand même une récupératrice à Tarlabasi, Meryem, dans ses soixantaines. Il existe également des Syriennes mais selon Basri, leur travail n'est pas la récupération puisque leur *haran* est toujours vide, mais qu'elles mettent leurs enfants sur les *çekçek* pour faire pitié les gens et mendient.

Les déchets d'emballages sont donc ramenés à l'entrepôt, triés, puis pesés pour déterminer la rémunération du récupérateur. Ils sont stockés après la séparation jusqu'au temps du pressing. Dans certains entrepôts plutôt grands, les mécanismes de presse sont déjà installés, sinon les déchets triés sont transportés cette fois aux entrepôts qui contiennent cet appareil. Après le pressing finalement, les ensembles d'emballages de même type sont ramenés aux usines de production. Idéalement.

Depuis l'intervention des municipalités notamment avec l'ouverture des centres de stockage intermédiaire [*geçici depolama tesisleri*], sous-traitance des

sociétés privées, certains récupérateurs préfèrent ne pas passer par les entrepôts afin d'obtenir un prix plus haut en évitant ainsi les intermédiaires. Il y a des cas, comme celui de Nazmi, où les camions des centres municipaux viennent récupérer les déchets eux-mêmes (notamment les PET). Dans ce cas-là, c'est également ce centre qui obtient un meilleur prix, sans mettre ses mains littéralement dans les poubelles. On rencontre également des situations comme celle de Salman où c'est le camion de l'usine qui vient chercher les déchets, en sautant toutes les étapes intermédiaires et en évitant ainsi la hausse des prix. D'ailleurs selon Nazmi, si l'on ramène les recyclables directement à l'usine, on a de la chance pour obtenir des avances, ce qui est probablement une autre manière de l'attachement par endettement. Finalement une autre manière d'éviter les coûts, selon Semih, est d'acheter un camion en partageant les frais car l'investissement dans l'ouverture d'un entrepôt revient à beaucoup plus chère. Il s'agit donc d'une multitude de circuits-courts.

La question de la détermination des prix des recyclables sur le marché semble être une source de confusion pour les récupérateurs, même s'ils savent négocier quand il y a des opportunités. Une partie d'entre eux semblait d'accord sur le pouvoir des usines de recyclage « *des grandes têtes* » [*kocabaslar*] de manier les prix du marché (Semih, propriétaire). Il y a des récupérateurs comme Osman (l'un des plus anciens, ancien propriétaire) ou Nazmi qui pense qu'il s'agit des accords internationaux. Nazmi explique : « *Si l'on en ramène de l'extérieur [du pays] le prix de nos biens baisse. Au début de la guerre d'Ukraine-Russie par exemple, toutes les routes marines étaient fermées, du coup le prix du PET était multiplié par deux* ». Pour le prix du papier, il fluctue d'après Semih selon les temps de la récolte de la paille où il y a plus de papier, et où les prix baissent.

Un autre facteur qui a fait fluctuer les prix était la pandémie. Puisqu'il y avait moins de récupérateurs qui sortaient pour chercher les recyclables, il y avait une « prolifération des matières premières » mais pas de main d'œuvre pour les chercher, ce qui avait donné aux récupérateurs une marge de manœuvre pour négocier les prix. La pandémie a également montré, selon Kemal, la nécessité du travail des récupérateurs. Les poubelles étant pleins plus rapidement, les habitants notamment des petites ruelles, se plaignaient de la saleté des rues.

Finalement le fait que les Afghans sont de moins en moins présents dans les rues, puisque déportés ou en tout cas éloignés par les autorités publiques depuis 2019, il y a beaucoup plus de matière à récupérer pour les travailleurs locaux. Basri et Kerem parlaient de leur rapidité de travail et de leur endurance avec beaucoup de considération. Ce qui s'est passé à Yenisahra il y a quelques mois⁵⁰ a aggravé sûrement la situation pour les Afghans mais aussi pour les récupérateurs kurdes qui ont rapidement devenus, eux-aussi, des menaces potentielles notamment pour et par les provocateurs nationalistes turcs et vécus des violences. Nous allons parler de cet évènement plus en détail. Quant aux syriens, les frères ne font pas du tout de louages sur leur performance de travail.

Une catégorisation certainement trop rapide, mais les origines revenaient très souvent pendant nos discussions, avec des stéréotypes attachés. Remzi accusait les Afghans du vol des matières directement de son *haran*. Nazmi a raconté comment les Afghans qui travaillaient avec lui il y a cinq ans, ont volé des matières de 30-40 milliards turcs, en arrivant avec des camions. Quand j'ai demandé s'il y avait des preuves qu'il s'agissait bien d'eux, il a dit non, « *mais qui d'autre aurait pu savoir ce qu'il y a dedans et entrer à l'intérieur ?* » Kemal a accusé « *les étrangers* » tout court non seulement du vol mais aussi de la saleté dans leur manière de travailler et a ajouté une remarque sur la nécessité de les éloigner complètement des rues « *pour diminuer également le taux de chômage* ».

Mais il existe également des manières de gagner plus, par exemple pendant les WE, sachant que le taux de consommation augmente durant cette période de la semaine, notamment pour les récupérateurs qui travaillent autour des lieux de consommation comme Tarlabasi ou Dolapdere. Osman par exemple a des connaissances parmi les commerçants sur Istiklal et bien qu'il sont obligés par la municipalité d'attendre les camions municipaux, certains donnent des cartons à Osman.. Il y a aussi la possibilité d'intervention du hasard qui fera que l'on trouve des objets précieux comme de l'or dans le cas de Nazmi, de Bedrettin ou de Basri. Une autre manière, un peu plus dangereux c'est de faire des liens avec des employés municipaux, qui, eux, ramène également (de manière cachée évidemment car eux aussi sont menacés de perdre leur travail) des recyclables et les vendent aux

⁵⁰ Cette série de reportages montre bien la confusion créée autour de cet incident où un jeune a perdu sa vie. (UYSAL, 2022)

récupérateurs ou aux entrepôts au lieu de les transporter aux centres municipaux, ce qui leur fait également de l'argent en surplus (c'est le cas avec Nazmi, Dolapdere).

Ce qui permet le plus à l'augmentation des gains est certainement le fonctionnement méritocratique du travail. Presque tous les récupérateurs et les propriétaires des entrepôts étaient d'accord sur les bienfaits du travail à la pièce (ou au kilo) qui permettait aux récupérateurs de gagner autant que leurs dépenses de travail. Les patrons, de l'autre côté, argumentait que s'ils donnaient de salaires aux récupérateurs, ils travailleront moins sachant qu'ils obtiendront le même montant de salaire à la fin du mois. La concurrence entre les récupérateurs chuterait également, faisant baisser les profits pour ces intermédiaires.

Ainsi, quand la municipalité ou les sociétés privés sont venues proposer des uniformes, des salaires et des horaires de travail fixes aux récupérateurs, elles ont fait face à une grande résistance. Osman et Semih ont raconté tous les deux comment les autorités publiques ont essayé de vendre aux récupérateurs des uniformes et menacé ces derniers de l'interdiction de travailler s'ils ne les portent pas. Il est compréhensible maintenant que l'on sait mieux pourquoi le travail informel est « désiré » par les récupérateurs. Mais il y a d'autres facteurs qui les ont poussés à la résistance.

Premièrement cette organisation méritocratique du travail leur permet de travailler autant qu'ils veulent et qu'ils peuvent pour gagner plus. Il ne s'agit pourtant pas ici d'une volonté d'accumulation du capital dans la plupart des cas. Ismail par exemple, qui a cinq enfants, a dit travailler 10 heures en moyen par jour et tous les jours de la semaine. *« ce n'est pas le meilleur des boulots mais j'ai une famille dont m'occuper. Si l'on me donnait la SMIC, nous étions fichus ! »*. Kerem et Basri affirmaient la même chose en tant que propriétaires de l'entrepôt, eux-aussi.

Toutefois il existe également des cas où *il s'agit* de l'accumulation du capital. De toute manière, tous les propriétaires d'entrepôts avaient commencé leurs carrières par la récupération, (certains comme Kerem sortent encore dans les rues). L'exemple des frères Ahmet et Arif (Siverek) est assez parlant sur ce sujet. Ahmet, le grand frère arrive à Istanbul 5 ans avant Arif et se met à travailler en tant que récupérateur. Après l'arrivée d'Arif, les deux ouvrent leur entrepôt. Puis Ahmet laisse l'entrepôt

pour se faire une place dans le marché de bâtir-vendre [*yap-sat*]. Ils ont aujourd'hui cinq camions et une voiture de luxe personnelle. C'est également le cas de Semih (Aksaray), qui vient d'ouvrir son entrepôt il y a un an.

Même de rien, être propriétaire de l'entrepôt n'est pas un statut constant, comme c'est le cas pour tout autre travail. En effet, Osman avait perdu son lieu de travail à cause des toxicos [*hapci*]. Basri a dû quitter son entrepôt à cause de la gentrification. L'entrepôt de Mehmet (Ümraniye) a été brûlé pendant l'intervention de la police. D'ailleurs, il est même possible de ne pas être le propriétaire d'un entrepôt mais d'être son « ménager », comme c'est le cas de Yavuz à Dolapdere.

Le deuxième facteur de résistance est lié à la définition du travail qu'ils donnent de leurs propres occupations et elle mérite un chapitre à part entière mais avant de passer à ce point, nous pouvons remarquer une deuxième fois que la stratification cette fois entre les récupérateurs des déchets et les propriétaires d'entrepôts semble se donner également aux mécanismes de l'accumulation primitive. En effet, les frontières entre ces deux groupes (les récupérateurs et les propriétaires) semblent poreuses. Le cas de Arif et son frère qui sont devenus propriétaires dans un temps relativement court, ou celui de Semih qui vient d'ouvrir son entrepôt nous montre que l'accumulation du capital est possible malgré toutes les difficultés mais les récupérateurs restent ceux qui peuvent être les surexploités de ce secteur informel qui manque encore de stabilité.

c) La définition du travail des récupérateurs des déchets

Dans la liste de ISKUR, l'équivalent du Pôle Emploi en France, il existe quatre nominations qui, à la première vue, peuvent correspondre au travail des récupérateurs des déchets recyclables : Les trieurs des ordures, les ouvriers de recyclage, les ouvriers de récupération, les récupérateurs des déchets non dangereux. Or la définition d'aucun entre ces quatre ne correspond à ce que l'on témoigne dans les rues. L'informalité semble être une réalité officielle, par une indifférence délibérée.

Quant à la définition donnée par les récupérateurs eux-mêmes, il faudrait en parler certainement au pluriel. Şeref (récupérateur, travaille avec ses trois frères) par exemple, m'a dit avec un grand sourire qu'il est *çöpçü*⁵¹ et quand je lui ai demandé si ce mot n'était pas utilisé également dans le sens de l'éboueur il a dit, « *à la différence d'eux, nous, on utilise nos mains* ». Önder (propriétaire, Tokat) avait refusé de donner une définition : « *nous ne nous appelons rien, nous faisons notre travail, c'est tout* ».

Cette attitude que l'on peut interpréter comme une forme d'indifférence, peut être liée au caractère « involontaire » de ce travail, telle une forme de justification. En fin des comptes il est plus facile de se présenter socialement comme un médecin avec un grand Dr. comme préfixe. Meryem par exemple, avait voulu changer ses vêtements avant de boire un thé avec moi, désirant de différencier son soi social d'avec Meryem la récupératrice. Maaz le berger disait que pour fonder une famille, il fallait avoir un autre travail. Lorsqu'on parlait avec Nazmi, l'un des récupérateurs qui travaillait dans son entrepôt nous a interrompu pour répondre à sa part que « *c'est le dernier travail à faire* ».

Effectivement, la récupération semble être un travail non-désiré. Conceptuellement un « sale boulot » (LHUILIER, 2005), elle est également dans les discours et les regards des passants au niveau social. Veli, l'ancien récupérateur, m'avait particulièrement demandé comment je considérais ces travailleurs avant de faire connaissance avec eux dans le terrain, pendant notre première discussion. Quand je lui ai interrogé sur le motif de sa question, il m'a fait savoir qu'il rencontre beaucoup de gens qui ont du mépris. Bedrettin était fière d'utiliser des gants et donc de ne pas salir ses mains. Ismail, ramène son fils de temps en temps avec lui pour qu'il voie les difficultés de ce travail et finisse ses études. Similairement, Fehmi (l'un des plus anciens du secteur, Tarlabasi) décrivait ce travail comme le fond du fond⁵². Basri s'était excusé de la saleté de la chaise qu'il m'avait passé pendant notre interview : « *désolé elle est sale mais bon, c'est comme ça* ». Les exemples se multiplient.

⁵¹ La personne qui s'occupe, ramasse, nettoie les ordures et les déchets. En Turc, le mot possède une connotation presque comique, grâce aux films cultes comme « *çöpçüler kralı* » de Kemal Sunal.

⁵² « *Zurnanın zırt dediği yer* ».

Toutefois, toute représentation n'est aucunement pas mauvaise. Mahmut (Ümraniye, enseignant de biologie de formation) par exemple, expliquait d'une manière très élaborée comment leur travail contribuait à la protection de l'environnement et comment le recyclage, donc leur travail, était important pour les générations futures. D'ailleurs, disait Ferit (récupérateur, technicien d'ingénieur), c'est un travail addictif, une fois commencé, il est difficile de s'en éloigner. Il a même donné l'exemple d'un travailleur de municipalité qui continuait à récupérer des matériaux et qui les transportait dans le coffre de sa voiture de luxe.

Or, le facteur le plus important et qui est revenu le plus souvent c'est la relative liberté que ce travail offre aux récupérateurs. Relative, parce que lorsqu'on parlait avec Basri, politiquement engagé également dans les négociations avec les autorités publiques, il a précisé que « *même s'il n'existe pas de travail libre dans un système capitaliste, ce travail est le plus libre* ».

En effet, quand j'ai fait connaissance avec Ferit, il était assis devant un entrepôt en train d'attendre son tour pour peser ses produits et buvait sa bière. Pendant notre discussion, en me montrant sa bière, il m'avait dit « *regarde, qui d'autre peut travailler de cette manière ? Je me pose quand je veux, je bois ma bière quand j'en ai envie, personne n'a le droit de rien dire.* ».⁵³ Pouvoir travailler à l'heure que l'on veut, pendant aussi longtemps que l'on veut, déterminer ses pauses selon sa volonté sont tous des facteurs qui contribuent à l'émergence du sentiment de la liberté.

En plus, l'absence d'un patron qui contrôlerait tout le processus de travail et qui « *parlerait bikbik* » semble être une grande source du sentiment de liberté. Ainsi, le sens d'exploitation se diminue, et la relative autonomie se montre comme un facteur participant à la justification de ce travail. Les propriétaires des entrepôts qui achètent les matières réanimées sont en effet relativement flexibles. Les récupérateurs ne sont pas obligés de vendre leurs produits au même acheteur à chaque fois, ils peuvent faire le tour d'autres consommateurs, s'informer sur les prix, négocier quand c'est possible et choisir. Même si c'est rare pour les récupérateurs,

⁵³ Cela indique certainement une liberté, mais ne voulait absolument pas dire que tout récupérateur boit de l'alcool. Nazmi par exemple, disait que même voir les gens consommer de l'alcool le dérangeait et que c'était la raison pour laquelle il ne sortait pas récupérer les nuits.

l'existence même de cette possibilité semble soulager les travailleurs, Kemal et Nazmi en étaient les témoins.

D'ailleurs, l'expression la plus souvent revenue était « *je suis mon propre patron* ». En effet, les relations plutôt paternalistes liées dans la plupart de temps à la migration de chaîne, semble empêcher les récupérateurs de considérer les propriétaires des entrepôts et de la machinerie servant à la presse comme des patrons. La plupart de mes interlocuteurs propriétaires ont refusé également de se définir comme tel, puisqu'ils viennent, eux aussi de la récupération.

Un deuxième facteur qui les faisait refuser de se définir ou définir les propriétaires comme des patrons, était de registre émotionnel. Basri, propriétaire d'entrepôt et d'un camion de transport a dit que s'il se comportait comme un patron il mépriserait les récupérateurs, il ne mangerait par exemple pas avec eux, il aurait un sentiment de supériorité mais que ce n'était pas le cas. Kerem, Servan et Veli qui étaient avec nous ont hoché la tête.

Ce sentiment de liberté, ou « *d'être le plus libre possible dans le système capitaliste* » comme disait Basri est certainement une forme de légitimation de ce travail socialement dévalorisé mais il s'agit également d'un sentiment qui est désiré pour les récupérateurs par les autorités publiques en collaboration avec la classe capitaliste transnationale. Une certaine forme de la mobilisation joyeuse (LORDON, 2010) semble effectivement s'appliquer aux travailleurs à ce niveau de la stratification sociale, bien que de manière différente comparé aux cols blancs dont parle l'auteur. En ce sens, nous pouvons parler non seulement de la durabilité dans le domaine écologique mais également de la durabilité du capitalisme. Il serait profitable de parler de l'histoire de l'intégration de la Turquie à l'écologie du marché mondial afin de mieux comprendre la manière dont la réorganisation du travail des récupérateurs participe à cet enchaînement.

d) L'histoire institutionnelle de l'intégration de la Turquie à l'écologie du marché mondiale

En Turquie, la première institution indépendante pour prendre en charge les questions « environnementales » était la Comité de Coordination pour les Problèmes Environnementaux en 1973 mais il fallait attendre 1983, la Loi sur l'Environnement pour l'intégration de la notion de déchet dans le vocabulaire juridique, et jusqu'à 1991 pour le début d'une prise en charge plus systématique (ESKİN, 2020). En effet, c'est en 1991 que le ministère de l'Environnement et de la Foresterie a mis en œuvre la première législation sur la gestion des déchets solides. (GÜĞÜS, 2019) et les lois, les réglementations, les directives se sont suivies (1995, 2004, 2005, 2011, 2015, 2017, 2019, 2021 et 2022 en route).

L'emballage, de l'autre côté, a une histoire plus ancienne. Jusqu'aux années 1960 en Turquie, les emballages étaient produits des papiers, des cartons, des verres et du bois. C'est en 1977, avec la fondation du Centre de Recherches sur les Emballage que ce dernier commence à se propager vers le plastique et les canettes en aluminium. Et pendant les années 1980, où l'implémentation des politiques néolibérales a été officialisée avec le gouvernement d'Özal que la voie à la commercialisation et à la concurrence au niveau international a été ouvert. (DABAK, 2009; ÖZEN, 2018).

Ces mêmes années ont également vu une très rapide augmentation dans le taux de consommation notamment des produits exportés, avec la sortie de l'économie de substitution d'importations. L'importance croissante des produits de consommation venant des autres pays, nécessitait évidemment une croissance dans déchets d'emballage. Les déchets de ces produits sont devenus dans les années 1990 des menaces publiques notamment avec l'explosion qui s'est passée dans un lieu de décharge à Umraniye en 1993 et qui a pris la vie de 39 personnes. (KOCASOY & CURI, 1995).

Ce qui définissait les années 1990, selon Özgen (2006) au niveau de la gestion des déchets était un changement systématique dans la compréhension, l'organisation, la division de travail et les méthodes de travail dans le cadre des services liées au

déchet. Car en commençant par les années 1980 et notamment dans les années 1990, la responsabilité de la prise en charge passe des municipalités locales à la ministère et l'intégration du secteur privé avec une perspective centré sur des « produits ». Rappelons ici également que l'Accord Général sur la Commerce des Services a été signé en 1994 qui ouvrait la voie à la libéralisation des gestions des déchets au niveau du commerce international.

Robinson, cité plus haut, parlait de cette période comme le début de la naissance d'une classe capitaliste transnationale. Nous pouvons ainsi dire, en plus de l'argument d'Özgen que ces années-là ont été le début de l'intégration de la Turquie dans ce réseau transnational en ce qui concerne la gestion des déchets. En effet, pendant les années de l'harmonisation avec L'UE, cette dernière impose une stricte réglementation sur les emballages des produits, ce qui a permis la Turquie d'importer des emballages (comme matière première et produits semi-finis) avec un taux d'augmentation de 23% entre les années 2002-2007 et d'en exporter juste un peu moins. (DABAK, 2009, p. 36). D'ailleurs, en 2005, avec la publication du Règlement sur le Contrôle des Emballages et des Déchets d'Emballages et renouvelé par le nouveau Règlement en 2011, CEVKO, une Fondation œuvrant pour la valorisation des déchets d'emballage et qui avait été fondée en 1991 par 14 grandes entreprises industrielles⁵⁴, est nommée l'organisation habilitée pour la gestion de déchets.

Le début des années 2000 ont vu également une augmentation, de nouveau, des responsabilités municipales. La Loi sur les Grandes Municipalités, dont Istanbul, était désormais responsable de « *Réaliser et faire réaliser le plan métropolitain de gestion des déchets solides ; assurer les services liés au recyclage, au stockage et à l'élimination des déchets solides (...)* » (BÜYÜKŞEHİR BELEDİYESİ KANUNU No:5216, 2004). La partie de 'faire réaliser' ici, était évidemment lié à la libéralisation de cette service publique et c'est ce qui s'est passé le plus souvent. Cette privatisation était également affichée dans le Règlement de 2005 qui avait donné CEVKO le titre d'autorité habilitée. Il s'agissait de permettre aux entreprises

⁵⁴ Les membres de la Fondation ÇEVKO sont composés de BP et Shell & Turcas Petroleum, Coca Cola Beverage, Unilever, Pepsico, Johnson & Johnson, Migros, P&G, etc.

https://www.cevko.org.tr/index.php?option=com_content&view=category&layout=blog&id=12&Itemid=109&lang=tr Rappelons que Pepsico, Coca Cola et Unilever font partie de 10 entreprises transnationales exclusives dans le domaine d'alimentation selon OXFAM qui a publié cette carte assez parlante : <https://www.pazarlamasyon.com/butun-gida-markalarini-kontrol-eden-10-sirket>

privées de récupérer les déchets d'emballage et de créer des centres de tri, ainsi que d'organiser le tri sélectif à la source. Donc le travail des récupérateurs était en question.

Le règlement de 2005 avait été révisé en 2011, puis en 2015 pour aboutir finalement, en 2017, au projet de « Zéro Déchet » qui a été rendu public par Emine Erdogan, la femme du président de la République, pour s'officialiser en 2019. Il s'agissait désormais d'inciter au tri sur place avec des poubelles spécifiques à chaque emballage et un système de collecte plutôt systématisé. Cette rationalisation à l'européenne n'était bien évidemment pas liée uniquement à la sensibilité écologique, mais aussi et surtout à la volonté d'obtenir des déchets ou des matières premières de meilleure qualité.

En effet, arrivé à la fin des années 2010 et vers le *Green Deal* en 2020, le marché international des déchets était prolifique, notamment avec l'intégration des impératifs de l'économie circulaire et la sensibilité médiatique écologique. Par exemple le montant estimé du marché international de l'emballage est de 1000 milliards de dollars américains en 2020 (Statista Research Department, 2016). Selon UNCTAD, le même montant est valable uniquement pour les plastiques en 2018 (2021).

Il faudrait faire ici une parenthèse sur la classe capitaliste transnationale et sa place dans ce programme. Le quasi-monopole de la production des emballages avec une gamme de produits partant du domaine d'alimentation, de hygiène, de pharmaceutique ou encore des produits pour les animaux domestiques est l'entreprise ISPAK, une branche du *Kibar Holding* dont l'un des partenaires est l'entreprise *Heritage*, une entreprise de recyclage qui œuvre dans plus de 20 secteurs et qui est basée aux Etats-Unis. Quant aux automates de dépôt, RVM, une entreprise suédoise, parmi d'autres, est entrée dans le marché turc. Les camions de transport des déchets utilisés dans la « plus grande installation de transfert des déchets d'Istanbul » (voir l'annexe 3) de la grande municipalité d'Istanbul sont issus de Hydro-Mak, une branche de la multinationale KIRCHHOFF Group. Les exemples sont multiples.

En Turquie, jusqu'à 2020 le quota d'exportation des déchets était de 80% mais avec la mise en œuvre de la Circulaire d'application sur l'importation de déchets cette

limite a été retenue à 50% (TURAPOGLU, 2020). Cette baisse prévoyait de fournir la matière première nécessaire à l'industrie de recyclage du marché interne, endossée par le projet de Zéro Déchet. La taxe de contribution au recyclage (*Geri kazanım katilim payı*) imposé aux producteurs pour chaque emballage dans le but affiché de réduire l'utilisation des emballages superflus était en réalité une manière de financer la rationalisation du système de collecte des déchets (COBAN & MENDILLIOGLU, 2021).

Cette rationalisation consistait à collecter des déchets d'emballage à la source et de manière stérile. Car les déchets d'emballage qui se retrouvent dans la même poubelle que les déchets organiques perdent de leur valeur comme matière première, salis, décomposés et difficilement séparables et il est important de récupérer les emballages de qualité et propre (ADSAL, 2021). C'est dans ce but qu'un système de gestion de dépôt a été mis en œuvre à partir de janvier 2022 sous la direction de la Présidence de l'Agence pour l'Environnement. L'objectif de ce système est le recyclage de 20 milliards d'emballages de boisson et faire ainsi une contribution à l'économie de 1,4 milliards de livres turc (*Geri Dönüşüm Ekonomisi*, 2022). Bien que l'installation des automates ait commencé modestement, la mise en œuvre complète du plan a été repoussée une troisième fois à 2023⁵⁵.

La collecte à la source ici représenterait deux axes. Le premier est couvert par l'expression « responsabilité élargie du producteur » et comprend le système de taxe et de dépôt : offrir aux consommateurs la possibilité de disposer de leurs déchets de manière propre. Ainsi, la participation du consommateur, incité à faire le tri sur place et à se servir de automates, à son tour, constituerait le deuxième axe. Dans cet objectif de collaboration totale entre les producteurs et les consommateurs où se trouve la place des récupérateurs des déchets ? Ce programme veut-il totalement anéantir le travail des récupérateurs des déchets ? Devons-nous attendre que les conditions de la mode d'accumulation primitive dont nous avons parlé plus haut seront anéanties ?

⁵⁵ Le plan était prévu pour 2020, repoussé à 2021, repoussé de nouveau à 2022, puis à 2023

e) Les répercussions de cette intégration sur les récupérateurs des déchets

Le sentiment de la relative liberté, de « l'absence » du patron dont nous avons parlé plus haut, ne diminue pas les conflits mais ils semblent gérables notamment grâce aux relations personnelles et directes. La plus grande des tensions cependant se trouve entre ces travailleurs et les autorités publiques. En effet, nous avons entendu à maintes reprises comment la police municipale vient confisquer les produits stockés dans les entrepôts pour les vendre aux usines. « *C'est un gain injuste* » se plaignent-ils. Kerem (copropriétaire, Ümraniye) a raconté comment la police municipale vient régulièrement pour leur donner une amende sous prétexte de salir l'environnement. « *Alors qu'on diminue le montant d'ordures et des déchets dans la rue* » argumentait de Kemal (récupérateur, Tarlabasi) et donnait l'exemple de la pandémie où « *les habitants se plaignaient parce qu'il n'y avait pas autant de récupérateurs et donc les déchets s'accumulaient.* »

En effet, les relations entre les autorités publiques et les récupérateurs des déchets est une relation d'amour et de haine. Pendant cette première phase de la délégation des services publics concernant les déchets d'emballage au secteur privé, la municipalité aurait voulu donner aux récupérateurs des uniformes et des horaires de travail spécifiques, qui a été rejeté par ces derniers. Une histoire qui a été répétée plusieurs fois. Les motifs du rejet doivent sembler plus clairs désormais mais les raisons de ces tensions restent à creuser. Le circulaire « Récupérateurs des Déchets » dont le brouillon date de 2021 et qui a été officialisé en juin 2022 ainsi que les mobilisations qui se sont faites contre lui nous en donnerait d'idées.

Le Règlement Zéro Déchet de 2019 mettait l'accent déjà sur l'augmentation de la responsabilité des municipalités sur le tri sur place, la récupération et le stockage des déchets par les autorités municipales. Mais ce règlement était fondé sur une attitude de « faire faire » ouvrant la voie ainsi à la libéralisation et à la sous-traitance. En octobre 2019, ce fonctionnement néolibéral consistant à laisser la place des autorités publiques au secteur privé avait été mise en place à Ankara. En effet, depuis les années 2000 plusieurs habitants se plaignaient publiquement et d'un ton phobique des récupérateurs (Yardımcı & Saltan, 2007) et à la suite de la déclaration de Melih Gökçek, le maire de l'époque, qui insistait solidement que « *la mairie ne permettra*

absolument pas aux récupérateurs des déchets d'exercer leur métier » (Anadolu Ajansi, 2006), une telle mise en place de régulation était devenue nécessaire. Cette mission de protection des travailleurs les plus précaires est revenue à Mansur Yavas, le maire actuel, au point de faire de lui un héros public... à tort (ACANERLER, 2019).

En effet, les rumeurs étaient que la mairie embauchait les récupérateurs en les accordant ainsi tous les droits sociaux accompagnant de l'emploi municipal, alors qu'en réalité, certains récupérateurs seulement devenaient les employés des entreprises de sous-traitance (deux au total à Ankara, à cet époque) et non pas de la municipalité et que tout le monde n'ont évidemment pas accepté de s'y soumettre. Cet essai, qui n'avait donc pas réussi complètement à Ankara et pas du tout à Istanbul, devait être remplacé par une autre formule, d'autant plus que les récupérateurs officiellement employés des entreprises coûtaient chers à ces dernières.

Le circulaire de 2022 prévoit donc un autre système, beaucoup plus conforme à la logique néolibérale contemporaine où l'État et les autorités publiques non seulement laissent leur place au secteur privé quant à leurs fonctions sociales mais également facilitent l'augmentation du profit des boîtes collaboratrices. Tout d'abord, les récupérateurs doivent se présenter à l'office correspondant de la ville du ministère de l'Environnement et sont enregistrés dans la plateforme informatique du Zéro Déchet. Après cette inscription, les récupérateurs iront cette fois à la municipalité indiquée dans leur permis de séjour afin d'obtenir, si acceptés, leurs cartes de travail. Ils devront désormais travailler au sein des limites municipales, dans les horaires indiqués par la municipalité, avec les uniformes et les gants déterminés également par cette dernière.

Or, ils ne seront pas employés ni par la municipalité ni par l'entreprise de sous-traitance, ils n'auront pas de contrats ni des droits sociaux relatifs à leur titre professionnel. Ils travailleront « *pour* [la municipalité ou ses collaborateurs privés] *mais ne seront pas employés par* [eux] » comme définissait Birkbeck lorsqu'il parlait des prolétaires indépendants. La chaîne d'organisation de l'économie circulaire semble pousser les récupérateurs eux-mêmes à devenir des prolétaires indépendants.

Certes, le circulaire en question est le contexte légal de cette transformation organisationnelle mais il existe également un facteur illégitime selon mes interlocuteurs. Nous avons vu que l'informalité dans ce domaine de travail était désirée depuis le début à la fois par les récupérateurs eux-mêmes et par le secteur. Cela implique beaucoup de situations et d'événements où les autorités publiques ferment les yeux, y compris lorsqu'il s'agit des entrepôts sans licence, donc un grand nombre.

En octobre 2021 par exemple il y a eu une grande « inspection » à Ümraniye, où « *un total de 77 lieux de travail, dont 2 avec des licences municipales et 22 avec des certificats de collecte-séparation de déchets non dangereux, ont été inspectés.* »⁵⁶ Plus de deux sur trois étaient donc en situation informelle, jusqu'ici tolérés. Pendant ces inspections, il y a eu plusieurs descentes de la police, très tard dans la nuit, armée, violentes et qui ont fait face à une grande résistance du côté des ouvriers mobilisés.

Ces inspections et descentes étaient légitimisées par une interdiction, sortie en août 2021 de la récupération des déchets. Ainsi, tout comme à Ankara où le nouveau système était mis en place après l'interdiction entamée par Gökçek, le nouveau circulaire de 2022 vient après l'interdiction de 2021. Selon Mendillioglu, il s'agit également d'une stratégie pour l'augmentation du taux d'exploitation et donc également du taux de profit pour l'industrie. L'interdiction du travail des récupérateurs, déjà précaires, et la destruction de leurs lieux de vie entraînerait une plus rapide et facile soumission à la réponse proposée par la prochaine autorité juridico-politique.

Des mois sont passés depuis la publication dudit circulaire, or hormis ceux qui travaillent à Ümraniye, les récupérateurs ne sont pas au courant de ce qui se passe. Kemal et Nazmi de Tarlabasi, n'étaient même pas au courant du projet Zéro Déchet et ne connaissaient pas les négociations entamées par l'Association des Ouvriers de Déchets avec la préfecture et les municipalités. D'après Basri, qui faisait partie de l'Association, il s'agit d'un projet de fonder un coopératif des récupérateurs et non pas d'éliminer complètement le travail des récupérateurs, du moins jusqu'à

⁵⁶ La déclaration de la préfecture.

l'instauration complète, et c'est peu probable selon lui, du tri à la source prévu par le projet Zéro Déchet.

Finalement, nous pouvons revenir à la question de l'anéantissement des conditions de l'accumulation primitive. Cette forme d'organisation qui semble passer par la formation des coopérations peut être interprétée comme une forme intermédiaire sur le chemin de la transformation des mécanismes d'accumulation primitive à ceux de l'accumulation par réanimation. Nous pouvons attendre qu'avec cette nouvelle réforme politique sur le travail des récupérateurs des déchets d'emballage, les conditions de l'accumulation primitive se rétrécissent en ouvrant la voie à l'articulation de la Turquie à l'écologie du marché mondial et à la mise en œuvre progressive des conditions de l'accumulation par réanimation.

CONCLUSION

Pour conclure, il est évident que le déchet d'emballage est une partie très importante de nos vies et le fait qu'il soit jeté ne veut pas dire qu'il est dépourvu de toute valeur. Il est même polyvalent : au niveau social dans un contexte de rapide urbanisation à densité élevée et comme les cadavres des biens de consommation ; au niveau écologique en tant que menace à l'intégrité et la propriété de la planète et la vie sur la terre ; au niveau économique en tant que matière première.

Les répercussions sociales ont fait du déchet des objets abjects, à éloigner, cacher, anéantir pendant très longtemps. Sa signification était rattachée à la saleté, à l'impureté, à la mauvaise odeur, à l'immondice. Ne faisant pas de distinction entre les déchets organiques, plastiques, cartons, papiers, les poubelles engourdissaient tous les restes non désirés. La pauvreté, la misère, le dénuement étaient ironiquement agrafées aux personnes qui mettaient les mains dans les décombres des produits de consommation, parfois de luxe.

Or, les biens de consommation se sont multipliés, les publicités ont donné naissance à un niveau toujours grandissant de consommation qui, à son tour, a accouché de plus de produits car le principe est simple sous le capitalisme : croître ou mourir. Plus de consommation, plus de production, plus de biens de consommation, plus de cadavres, plus de pollution mais aussi plus d'accumulation et toujours autant de crises.

La crise écologique a été recitée dans des rapports scientifiques, l'impossibilité de la croissance infinie dans un monde fini a été reliée à l'impossible désir de sortir du capitalisme. Alors les États, les institutions supranationales comme l'ONU ou la Banque mondiale, les grandes entreprises internationales, la classe capitaliste

transnationale se sont réunis autour des grandes tables à Rio, à Genève et à Stockholm afin de trouver une solution modérée, pour se retrouver à mi-chemin avec la planète, sans jeter le capitalisme dans les poubelles de l'histoire. Ils avaient sûrement vu la devise des récupérateurs des déchets où on lisait « *ne jetez pas le capitalisme dans les poubelles de l'histoire, il ne vaut pas un sous* » pendant la marche de la fête du travail.

Alors la rationalité économique et difficilement écologique de l'économie circulaire est venue remplacer le principe de *fabriquer-consommer-jeter* de l'économie linéaire : il fallait boucler la boucle du mode de production capitaliste. Les agents de la privatisation se sont mis en ordre néolibéral et ont avancé au pas cadencé dans un monde globalisé sous la banderole verte. L'impératif écologique s'est immiscé au sein de l'économie comme le principe éthique touchant aux consciences des consommateurs.

Ainsi, la crise de la suraccumulation s'est accouplée avec la crise écologique. Les marchés de carbone, des déchets, des services de gestion des déchets, de la technologie verte accompagnés des investissements responsables du développement durable ont envahi les domaines laissés jusqu'ici en dehors du capitalisme. La découverte de la valeur économique du déchet comme matière première a engendré l'industrie de recyclage.

Verdir le capitalisme dans un contexte néolibérale où l'accumulation passe par l'expropriation implique la cultivation des domaines à exproprier. Or, l'idéal circulaire demande la continuation sans cesse du mouvement d'une modèle de production fermée. Alors *l'accumulation par réanimation* se présente comme la solution au conflit qui ramène face à face le principe de croissance d'une part, et l'impératif écologique de l'autre.

Cultiver, ou plutôt *faire* cultiver cette valeur économique du déchet retombe sur les récupérateurs des déchets, ou aux Dr. Frankenstein de la valeur, ou aux ouvriers sans patron du sujet automatique. Vivant dans *le fond du fond*, cette espèce a l'air, aux yeux du capitalisme, propre au maniement qui cible l'allègement de la baisse tendancielle du taux de profit car capables de s'adapter aux très difficiles conditions de vie sous forte exploitation.

Les laboratoires d'essai sont multiples, géographiquement propagées, parfois formalisées, plus souvent informelles. L'histoire de la gestion des déchets en Turquie accueille les récupérateurs des déchets de manière très violente et montre une attitude qui passe de l'indifférence à l'interdiction pour installer ensuite une forme d'autant plus accrue d'exploitation et cela continue tour à tour. Le nouveau circulaire datant de 2022 veut faire des récupérateurs des prolétaires indépendants, sans aucun droit social mais sous surveillance des autorités publiques ; sans aucune amélioration de leurs conditions de vie mais par accapuration de leur travail ; sans reconnaissance sociale mais par reconnaissance de leurs fonctions de réanimation dont le coût de reproduction est très bas.

Finalement, il y a plusieurs insuffisances de ce travail. Il faudrait certainement passer plus de temps avec ces ouvriers, les mieux connaître et mieux intégrer « le terrain » qu'ils sont dans la matrice théorique de cette recherche. Il faudrait également trouver une manière beaucoup plus élaborée de parler des différences entre les deux terrains géographiquement séparés (Tarlabaşı et Ümraniye), qui présentent des réalités distinctes. L'absence de dimension genrée et ethnique doivent être souligné aussi ainsi que l'absence des interviews avec les autorités publiques, la municipalité, la préfecture, les responsables du ministère et les autres agents de l'industrie de recyclage.

Le plus grand regret de ce travail cependant, et cela constitue également une opportunité pour les recherches ultérieures, c'est le côté un peu mystique de l'image de Dr. Frankenstein que nous avons attribué aux récupérateurs. L'accumulation par réanimation mérite une recherche beaucoup plus théorique et technique au sein des études de l'économie-politique. La production, la circulation, la mort sociale et la réanimation de la valeur du déchet ainsi que la production de la plus-value du travail des récupérateurs sont des processus qui sont certainement beaucoup plus complexes, qui méritent une lecture minutieuse des œuvres de Marx, des marxien-ne-s et des théories de la valeur.

BIBLIOGRAPHIE

- ACANERLER, A. (2019, 11 11). *Ankara Büyükşehir Belediyesi'nin başkentteki tüm kağıt toplayıcılarını sigortalı geri dönüşüm işçisi yaptığı iddiası*. Récupéré sur Teyit: <https://teyit.org/ankara-buyuksehir-belediyesinin-baskentteki-tum-kagit-toplayicilarini-sigortalı-geri-donusum-iscisi-yaptigi-iddiasi>
- ACAR, H., & BAYKARA ACAR, Y. (2008). *Başkentin Karıncaları, Atık Madde İşçileri*. Ankara: Maya Akademi.
- ADSAL, K. A. (2021, 03 03). Türkiye Döngüsel Ekonomi Haftası, Ambalaj Sektörü. (O. AKINC, Intervieweur) SKD Türkiye. Récupéré sur https://www.youtube.com/watch?v=zCAkmksnA_s&t=3597s
- AKKUZU, İ. (2015). Göç ve Kapitalizm. *DİSKAR, Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu Araştırma Enstitüsü Bülteni*(4), 20-30.
- ALTUNTAŞ, B. (2008). Enformel bir emek biçimi olarak sokak toplayıcılığı, Ankara örneğinde sektöre ve çalışanlarına ilişkin bir bilgi ve deneyim paylaşımı. *Toplum ve Bilim*(112), 31-59.
- Anadolu Ajansı. (2006, 12 23). *Melih Gökçek: Ankara'nın 200 günlük suyu kaldı*. Récupéré sur Hürriyet: <https://www.hurriyet.com.tr/gundem/melih-gokcek-ankaranin-200-gunluk-suyu-kaldi-5666251>
- ARENDT, H. (1982). *L'Impérialisme*. Paris: Fayard.
- AYMELEK, Ü. O. (2020, Ocak 13). *Çöplerden semt analizi: Etiler-Bağcılar*. Récupéré sur BBC: <https://www.bbc.com/turkce/haberler-turkiye-51079318>
- BALCI, İ. N. (2017). *La Triple Peine: Récupératrices de Déchets Roms de Selamsız et de Kuştepe (Lisans Bitirme Tezi)*. İstanbul: Université de Galatasaray Faculté des Sciences et Lettres Département de Sociology.
- BANERJEE, S. B. (2003). Who Sustains Whose Development? Sustainable Development and the Reinvention of Nature. *Organization Studies*, 24(1), 143-180.
- BIRKBECK, C. (1978). Self-Employed Proletarians in an Informal Factory: The Case of Cali's Garbage Dump. *World Development*, 6(9/10), 1173-1185.
- BORA, T. (2016). *Insaat Ya Resulullah (coll.)*. İstanbul: İletişim.
- BÖHM, S., MISOCZKY, M. C., & MOOG, S. (2012). Greening Capitalism? A Marxist Critique of Carbon Markets. *Organization Studies*, 33(11), 1617–1638.

BÜYÜKŞEHİR BELEDİYESİ KANUNU No:5216. (2004, 7 23(10)). 5/43.

CARBOU, G. (2019, Juin 16). *En finir avec la confusion entre écologie et environnementalisme*. Récupéré sur Libération: https://www.liberation.fr/debats/2019/06/16/en-finir-avec-la-confusion-entre-ecologie-et-environnementalisme_1734170/

CARRÉ, M.-N. (2015). Temps de la métropole, temps de déchets. Le cas de Buenos Aires (Argentine). *VertigO [en ligne]*, 15(2).

CEVRE VE SEHİRCİLİK İL MUDURLUGU, İ. V. (2020). *İSTANBUL İL SIFIR ATIK YÖNETİM SİSTEMİ PLANI*.

CIGERCI ULUKAN, N. (2015). Kapitalizmin denizinde boğulanlar, göçmenler ve göç politikaları. *DİSKAR Türkiye Devrimci İşçi Sendikaları Konfederasyonu Araştırma Enstitüsü Bülteni*(4), pp. 30-40.

COBAN, F., & MENDİLLİOĞLU, A. (2021). Geri Dönüşüm İşçiliği, Sıfır Atık Projesi ve Göçmen Emeli [Enregistré par Göç Arastirmalari Derneği].

COLLARD, F. (2020). L'Économie circulaire. *Courrier Hebdomadaire du CRISP*, 5-72.

CRUTZEN, P. (2002). Geology of Mankind. *Nature*, 415(23).

CUNHA, D. (2015). The Anthropocene as Fetishism. *Mediations*, 28(2), pp. 65-77.

ÇEKEN, G. (2018). Üniversite öğrencilerinin gözünden geri dönüşüm işçileri (Ankara Üniversitesi ve Bilkent Üniversitesi örneği). *Sinop Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi Dergisi*, 2(1), 109-125.

DABAK, C. (2009). *Türkiye'de Ambalaj Atıklarının Kontrolü ve Avrupa Birliği'ne Uyum (Yüksek Lisans Tezi)*. İstanbul: Marmara Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü İktisat Anabilim Dalı Uluslararası İktisat Bilim Dalı.

DANIS, D. (2006). Integration in Limbo” Iraqi, Afghan, Maghrebi and Iranian Migrants in İstanbul. . *MiReKoç*.

DANIS, D. (2016). Konfeksiyon Sektöründe Küresel Bağlantılar: Göçmen İşçiler, Sendikalar ve Küresel Çalışma Örgütleri. *Alternatif Politika*, 8(3), pp. 562-586.

d'ARRAS, D. (2008). Les Déchets, sur la voie de l'économie circulaire. *Annales des Mines-Réalités Industrielles*(4), 42-44.

de MATOS, L., & FONTENEAU, A. (2018, Mars 24). *Le 7ème continent : un monstre de plastique*. Récupéré sur TV5MONDE: <https://information.tv5monde.com/info/le-7eme-continent-un-monstre-de-plastique-1863>

DENİZ, G. C. (2010). *The Informal Waste Collection Sector and The Waste Pickers: A Case Study in Ankara (Yüksek Lisans Tezi)*. İstanbul: Boğaziçi University, Atatürk Institute of Modern Turkish History.

DINLER, D. (2016). New formes of wage labour and struggle in the informal sector: the case of waste pickers in Turkey. *Third World Quarterly*, 37(10), 1834-1854.

- do CARMO, M. S. (2012). An analysis of policies in support of waste collecting in Rio de Janeiro- Three Case Studies. Dans E. Damanhuri (ed.), *Post-Consumer Waste Recycling and Optimal Production* (pp. 45-66).
- Dokuz8Haber. (2021, Mayıs 5). *Atık kağıt işçileri: Derhal gözüaltına alınan arkadaşlarımızı serbest bırakın*. Récupéré sur Dokuz8Haber: <https://www.dokuz8haber.net/atik-kagit-iscileri>
- ERDOĞAN (der.), N. (2016). *Yoksulluk Halleri, Türkiye'de Kent Yoksulluğunun Toplumsal Görünümleri*. İletişim.
- ESKİN, F. (2020, Haziran). Avrupa Birliği'nin döngüsel ekonomi modeli ve Türkiye'de yerel yönetimlerin atık politikası: Konya Büyükşehir Belediyesi örneği (Yüksek Lisans Tezi). Ankara: Hacı Bayram Veli Üniversitesi Lisansüstü Eğitim Enstitüsü .
- Evrensel. (2020, Mart 22). *Ankara'da koronavirüs nedeniyle kağıt toplayıcılığı yasaklandı*. Récupéré sur Evrensel: <https://www.evrensel.net/haber/400127/ankarada-koronavirus-nedeniyle-kagit-toplayiciligi-yasaklandi>
- FLIPO, F. (2014). Marxism, Lutte des Classes et Ecologisme. *Actuel Marx*, 1(55), 162-176.
- FLORIN, B. (2011). Résister, s'adapter ou disparaître : la corporation des chiffonniers du Caire en question. Dans S. L. D. Corteel, *Les travailleurs des déchets* (pp. 69-91). Érés.
- FLORIN, B. (2016). De l'indignité à l'indignation: petites luttes, résistances quotidiennes et tentatives de mobilisation des récupérateurs des déchets à Istanbul. *Cultures & Conflits*(101), 99-119.
- FRYDENLUNDA, S., & CULLEN DUNN, E. (2022). Refugees and racial capitalism: Meatpacking and the primitive accumulation of labor. *Political Geography*, 95.
- FULCONIS, F., & PHILIPP, B. (2016). Packaging et chaîne logistique en boucle fermée : contribution au passage d'une économie linéaire à une économie circulaire. *Logistique & Management*, 24(3/4), 186-198.
- Geri Dönüşüm Ekonomisi. (2022, 04 16). *Depozito Sistemi Başladı; Süreç Nasıl İşleyecek?* Récupéré sur Geri Dönüşüm Ekonomisi: <https://geridonusumekonomisi.com.tr/depozito-sistemi-basladi-surec-nasil-isleyecek.html#:~:text=Depozitolu%20bo%C5%9F%20ambalajlar%C4%B1n%20temiz%20bir,i%C3%A7in%20gerekli%20altyap%C4%B1n%C4%B1n%20kurulmas%C4%B1%20hedefleniyor.&text=Ham%20madde%20yerine%2>
- GORZ, A. (1982). *Farewell to the working class, An Essay on Post-Industrial Socialism* . Pluto Press .
- GOUGH, I. (2015). Can Growth Be Green. *International Journal of Health Services*, 45(3), 443-452.
- GREGSON, N., & et al. (2015). Interrogation the Circular Economy: The moral economy of resource recovery in the EU. *Economy and Society*, 44(2), 218-243.
- GÜĞÜS, E. A. (2019). *The Waste Pickers of İstanbul: A Case Study (Yüksek Lisans Tezi)*. İstanbul: Saban University Graduate School of Social Sciences.

- GÜR, D. (2019). *Enformel Sektör ve Sosyal Dışlanma: Antalya Geri Dönüşüm İşçileri (Yüksek Lisans Tezi)*. Antalya: Akdeniz Üniversitesi Sosyal Bilimler Enstitüsü Çalışma Ekonomisi ve Endüstri İlişkileri Ana Bilim Dalı.
- Harvey, D. (2004). Le "Nouvel Impérialisme": accumulation par expropriation. *Actuel Marx*, 1(35), 71-90.
- HARVEY, D. (2015 (2010)). *Marx'ın Kapitali İçin Kılavuz*. İstanbul: Metis.
- ISIK, O., & PINARCIOGLU, M. (2001). *Nöbetleşe Yoksulluk, Gecekondulaşma ve Kent Yoksulları: Sultanbeyli Örneği*. İletisim.
- JOSHUA, I. (2008). Une Grille de Lecture de la Crise Financière. *Savoir/Agir*, 1 (3), 95-101.
- KOCASOY, G., & CURI, K. (1995). The Ümraniye-Hekimbaşı open dump accident. *Waste Management and Research*, 13(4), 305-314.
- KUTLU, Y. (2015). *Living waste: Making a life in wasted spaces (Yüksek Lisans Tezi)*. İstanbul: Boğaziçi University, Sociology .
- LE LAY, S. (2016). Le Rôle des déchets dans l'histoire, Entretien avec François Jarrige et Thomas Le Roux. *Mouvements*, 3(87), 59-68.
- LELANDAİS, G. E., & FLORIN, B. (2016). Pratiques sociales et spatiales de résistances discrètes dans la ville. *Cultures & Conflits*, 7-17.
- LHUILIER, D. (2005). le "sale boulot". *Travailler*(14), 73-98.
- LORDON, F. (2010). *Capitalisme, Désir et Servitude, Marx et Spinoza*. La Fabrique éditions.
- LUXEMBURG, R. (1913). *L'Accumulation du Capital, Contribution à l'explication économique de l'impérialisme*. ed. en-ligne.
- MARCHETTI, J. A., & MAVROIDIS, P. C. (2011). The Genesis of GATS (General Agreement on Trade in Services). *The European Journal of International Law*, 22(3), 689-721.
- MARX, K. (1969 (1851)). *Le 18 Brumais de Louis Bonapart*. Les Éditions sociales. Récupéré sur <https://www.marxists.org/francais/marx/works/1851/12/brum.pdf>
- MATAGNE, P. (2003). Aux Origines de l'Ecologie. *Innovations*, 2(18), 27-42.
- MATAGNE, P. (2012). Ecologie, économie et incitations au changement. *Innovations*, 1(37), 55-72.
- MEADOWS, D. (2013). Conclusion: Il est trop tard pour le développement durable. Dans A. Sinaï, *Penser la Décroissance* (pp. 195-210). Presses de Sciences Po "Nouveaux Débats".
- MEADOWS, D., MEADOWS, D., RANDERS, J., & BEHRENS III, W. (1972). *The Limits To Growth*. New York: Universe Books.
- MEDINA, M. (2000). Scavenger cooperatives in Asia and Latin America. *ELSEVIER, Resources, Conservation and Recycling*(31), 51-69.
- MEDINA, M. (2005, February). *Waste Picker Cooperatives in Developing Countries*. Récupéré sur WIEGO: <https://www.wiego.org/publications/waste-picker-cooperatives-developing-countries>

- MEDINA, M. (2008, October). The Informal Recycling Sector in Developing Countries. Organizin waste pickers to enhance their impacts. *GRIDLINES*(44).
- MEHERISHI, L., & et al., .. (2019). Sustainable packaging for supply chain management in the circular economy: A review. *Journal of Cleaner Production*(237).
- MEIKSINS-WOOD, E. (1989). *The Retreat From Class, A New 'True' Socialism*. Verso.
- MEYER, G. (2019'[1987]). Waste-recycling as a livelihood in the informal sector. The example of refuse collectors in Cairo. *CEDEJ*(19), 61-76.
- MILLAR, K. (2008). Making Trash into Treasure: Struggles for Autonomy on a Brazilian Garbage Dump. *Anthropology of Work Review*, XXIX(2), 25-34.
- MILLS, N. (. (2022). The dangerous class: The concept of the lumpenproletariat. *Contemporary Political Theory* , 21, 71–75.
- MONSAİNGEON, B. (2017, 10 24). « Appréhender les déchets comme un symptôme, et non comme une maladie ». (M. LEGRAND, Intervieweur) Récupéré sur <https://www.alterechos.be/apprehender-les-dechets-comme-un-symptome-et-non-comme-une-maladie/>
- MOORE, J. (2017). The Capitalocene, Part I: on the nature and origins of our ecological crisis. *The Journal of Peasant Studies* .
- O'BRIEN, M. (1999). Rubbish Values : Reflections on the Political Economy of Waste. *Science as Culture*, 8(3), 269-295.
- ORTIZ, S. (2002). Labouring in the Factories and in the Fields. *Annu. Rev. Anthropol.*(31), 395–417.
- ÖNDER, H. (2018b). Sürdürülebilir kalkınma anlayışında yeni bir kavram: Döngüsel ekonomi. *Dumlupınar Üniversitesi Sosyal Bilimler Dergisi*(57), 196-204.
- ÖZATALAY, C. (2006, Haziran). Elmanın öteki yarısı: enformel sektör işçileri. *TES-İŞ Dergisi*, 57-62.
- ÖZATALAY, C. (2013). Ahlaklı kapitalizmle nereye kadar? *Birikim*(286), 25-32.
- ÖZATALAY, C. (2015, Temmuz). Türkiye'nin Toplumsal Yapısının Temsili Meselesi Bağlamında Sınıflar ve Sınıflandırma Savaşları. *MODUS OPERANDI* (2), 95-130.
- ÖZDEK, E. (2009). Mehmet Ali Mendillioğlu ile söyleşi: "Varoluş sebebimizi ortadan kaldırmak için mücadele ediyoruz". *Birikim*, 40-46.
- ÖZEN, F. (2018). Tüketici Satın Alma Karar Sürecinde Ambalajın Yeri ve Önemi. *International Journal Entrepreneurship and Management Inquiries*, 2(3), 139-151.
- ÖZGEN, N. (2001). Kentte yeni yoksulluk ve çöp insanları. *Toplum ve Bilim*(89), 88-101.
- ÖZGEN, N. (2006). Kent ve çöp. *Türk Tabipler Birliği Mesleki Sağlık ve Güvenlik Dergisi*, 10-12.
- ÖZKAN, A., GÜNKAYA, Z., ÖZDEMİR, A., & BANAR, M. (2018). Sanayide temiz üretim ve döngüsel ekonomiye geçişte endüstriyel simbiyoz yaklaşımı: bir değerlendirme. *Anadolu Üniversitesi Bilim ve Teknoloji Dergisi B- Teorik Bilimler*, 6(1), 84-97.

- ÖZLEK, E. (2009, May). Mehmet Ali Mendillioğlu ile söyleşi: Varoluş sebebimizi ortadan kaldırmak için mücadele ediyoruz. *Birikim*(241), 40-46.
- ÖZSOY, D. (2012). Yeni kent yoksulluğu, atık toplayıcıları ve temsil sorunsalı: KATİK dergisi üzerine bir inceleme. *İstanbul Üniversitesi İletişim Fakültesi Dergisi*, 2(43), 105-121.
- PEARCE, D. (2002). An intellectual history of environmental economics. *Annu. Rev. Energy. Environ*(27), 57-81.
- PERCOT, M. (2016). Partir ramasser les déchets du voisin: la migration (illégal) des paysans bangladeshis dans les grandes villes indiennes. *Mouvements*, 3(87), 119-130.
- POTOČNIK, J. (2014). Économie circulaire: Les enjeux économiques d'une transition écologique. *Annales des Mines- Responsabilités et environnement*, 4(76), 7-12.
- ROBIN, N., & COLLAS, J. (2013-2014). *La Gestion des Déchets solides à Istanbul*. Rennes: MASTER ISUR, Promotion DAKAR.
- ROBINSON, W. I. (2011 (2002)). Küresel Kapitalizm ve Ulusötesi Kapitalist Hegamonya: Kuramsal Notlar ve Görgül Deliller. *Praksis*(8), 125-168.
- SAITH, A. (2006). From Universal Values to Millennium Development Goals : Lost in Translation. *Development and Change*, 37(6), 1167–1199.
- SAPMAZ VERAL, E. (2018). Döngüsel ekonomiye geçiş doğrultusunda yeni tedbirler ve AB üye ülkelerinin stratejileri. *Ankara Avrupa Çalışmaları Dergisi*, 17(2), 463-488.
- SAPMAZ VERAL, E., & YİĞİTÇİBAŞIOĞLU, H. (2018). Avrupa Birliği atık politikasında atık yönetiminden kaynak yönetimi yaklaşımına geçiş yönelimleri ve döngüsel ekonomi modeli. *Ankara Üniversitesi Çevre Bilimleri Dergisi*, 6(1), 1-19.
- SMITH, N. (2007). Nature as accumulation strategy. *Socialist Register*, pp. 16-36.
- STAHEL, W. (1982). The product-life factor. Dans S. Grinton Orr (ed.), *An inquiry into the nature of sustainable societies: The role of the private sector* (pp. 72-96). Huston area research center.
- Statista Research Department. (2016). *Valeur du marché mondial de l'emballage entre 2014-2024*. Statista. Récupéré sur <https://fr.statista.com/statistiques/617440/montant-marche-international-emballage/>
- TOPÇU, E., & HAYIRSEVER, F. (2010). Avrupa Birliği ve Hizmet Ticaretinin Liberalizasyonu. *Süleyman Demirel Üniversitesi İktisadi ve İdari Bilimler Fakültesi Dergisi*, 15(2), 393-416.
- TURAPOĞLU, Z. A. (2020, 09 04). *Atık ithalatı kotası yüzde 50'ye indirildi*. Récupéré sur Anadolu Ajansı: <https://www.aa.com.tr/tr/ekonomi/atik-ithalati-kotasi-yuzde-50ye-indirildi/1962949>
- UNCTAD. (2021). *Global trade in plastics: insights from the first life-cycle trade database*. Récupéré sur <https://unctad.org/webflyer/global-trade-plastics-insights-first-life-cycle-trade-database>
- UYSAI, M. (2022, 06 17). *Yenisahra'da ne oldu? Yangın için her şey hazır, kibritle çocuklara aktırdılar*. Récupéré sur Evrensel:

<https://www.evrensel.net/haber/463956/yenisahrada-ne-oldu-yangin-icin-her-sey-hazirdi-kibriti-cocuklara-caktirdilar>

ÜSTÜN, B. (2021). *Doğayı, Emeği, Yaşamı Korumak: Ekoloji Politik Yazılar*. İletişim.

VIS, M., MANTAU, U., & ALLEN, B. (2016). *Study on the optimised cascading use of wood*. Final Report, European Comission, Brussels. Récupéré sur <https://op.europa.eu/en/publication-detail/-/publication/04c3a181-4e3d-11e6-89bd-01aa75ed71a1>

WCED, W. C. (1987). *Our Common Future*. United Nations.

WRIGHT, E. (1985). *Classes*. Verso.

Yardımcı, S., & Saltan, A. (2007, n.108). Geri Dönüşümün Görünmeyen Yüzü : Sokak toplayıcılarının iş ve yaşam koşulları üzerine bir değerlendirme. *Toplum ve Bilim*, pp. 206-238.

YARDIMCI, S., & SALTAN, A. (2007). Geri Dönüşümün Görünmeyen Yüzü: Sokak toplayıcılarının iş ve yaşam koşulları üzerine bir değerlendirme. *Toplum ve Bilim*(108), 206-238.

YETİM, A. (2014). *Geri Dönüşüm Sektörünün Dünyadaki Genel Görünümü ve Türkiye'deki Durumu*. İzmir Ticaret Odası AR&GE Bülten- Sektörel.

YILMAZ, B. (2008). Türkiye'de sınıf-altı : Nöbetleşe Yoksulluktan Müebbet Yoksulluğa. *Toplum ve Bilim*(113), 127-146.

**L'ANNEXE 1 : LES MODIFICATIONS DANS LES RÉGULATIONS
NATIONALES**

Tableau 1. Les modifications dans les régulations nationales

	1991	1992	1994	1996	1998	2000
Nombre de pays qui ont introduit des changements dans leurs régimes d'investissement	35	43	49	65	60	69
Nombres des modifications régulateurs	82	79	110	114	145	150
Desquels : plus favorables au IDE	80	79	108	98	136	147
moins favorables au IDE	2	-	2	16	9	3

Source: UNCTAD, 2001: 12. (ROBINSON, 2011 (2002))

L'ANNEXE 2 : LES INSTALLATIONS DE GESTION INTEGRÉE DES DÉCHETS MUNICIPAUX A ISTANBUL

Image 1 : Installation de revalorisation et de compostage à



T.C.
İSTANBUL VALİLİĞİ
Çevre ve Şehircilik İl Müdürlüğü



Resim 3. Geri Kazanım Kompost Tesisi

Il y a 3 installations de gestion intégrée des déchets au total à Istanbul, 2 du côté européen et 1 du côté anatolien. Les déchets municipaux, les déchets médicaux et les déchets industriels sont gérés dans ces installations. (CEVRE VE SEHIRCILIK IL MUDURLUGU, 2020)

L'ANNEXE 3 : LES INSTALLATIONS DE TRANSFERT MUNICIPAUX A ISTANBUL

Tableau 2 : Les installations de transfert des déchets solides à Istanbul et leurs capacités

Région	Nom de l'installation	Capacité théorique (tonne/jour)	Capacité active (tonne/jour)	Distance de l'espace de stockage (km)	Nombre de Péronnes
Rive Européen	Bahçelievler Yenibosna	2.500	2.542	99	10
	Küçükçekmece Halkalı	2.500	3.008	88	10
	Silivri	1.600	640	26	2
	Şişli Baruthane	1.500	1.988	112	7
	Total	8.100	8.178		
Rive Anatolien	Kadıköy Küçükbakkalköy	1.500	-	44	7
	Şile	200	54	33	1
	Tuzla Aydınli	2.500	1.988	55	10
	Ümraniye Hekimbaşı	2.500	2.600	45	10
	Total	6.700	4.642		
Total		14.800	12.820		

Source : (CEVRE VE SEHIRCILIK IL MUDURLUGU, 2020, s. 22)

- « La plus grande installation de transfert des déchets d'Istanbul » a été ouverte à Basaksehir en 2022.⁵⁷

⁵⁷ <https://cevre.ibb.istanbul/>

L'ANNEXE 4 : LA LISTE DES INTERVIEWÉS

Prénom	Statut de travail / pays & ville d'origine / lieu de travail/ notes
Abuud	Récupérateur, fait le tri à l'intérieur de l'entrepôt/ Ghana/ Tarlabası.
Ahmed	Récupérateur, fait le tri à l'intérieur de l'entrepôt/ Ghana/ Tarlabası.
Ahmet	Copropriétaire d'entrepôt/ Van/ Tarlabası / le grand frère de Arif et travaille également dans le secteur du bâtiment (construire-vendre/yapsat).
Ali Mendillioglu	Ancien récupérateur/ Ankara/ président de l'Association des Ouvriers de Recyclage.
Arif	Copropriétaire d'entrepôt/ Van/ Tarlabası/ le frère de Ahmet, possède une voiture de luxe, célibataire.
Basri	Copropriétaire d'entrepôt/ Siverek/ Ümraniye/ fait partie de l'Association, engagé dans le processus de négociation avec les autorités publiques, célibataire.
Bedrettin	Récupérateur/ Roumain/Sisli/ 49 ans, père d'enfants, venu à Istanbul à l'âge de 15 et travaille dans le secteur depuis.
Emrah	Récupérateur/ Izmir/ Dolapdere/ vit avec Önder, se présente comme le fils d'Önder mais il y a des rumeurs qu'il est son petit-ami.
Fazıl	Récupérateur/ Afghanistan/ Okmeydanı/ vit avec d'autres récupérateurs afghans dans un appartement loué par le propriétaire de l'entrepôt, gagne sa vie également des jeux en ligne.
Fehmi	Récupérateur/ Tarlabası/ l'un des plus anciens du secteur, 68 ans, vit seul.
Ferit	Récupérateur/ Siverek/ Tarlabası/ technicien de construction de formation secondaire (lycée professionnel).
Hasan	Propriétaire d'entrepôt/ Nigde/ Dolapdere/ ouvertement conservateur politique proche des autorités publiques et politiques de la municipalité.
İsmail	Récupérateur/ Mardin/ Dolapdere/ père de cinq enfants, vit avec sa famille dans un appartement loué.
Kemal	Récupérateur/ Mardin/ Tarlabası/ a eu une formation récemment sur le e-commerce et voudrait poursuivre sur cette voie mais la récupération laisse peu de temps.

Kerem	Copropriétaire d'entrepôt/ Siverek/ Ümraniye, le frère de Basri, père de famille, vit avec sa famille dans un appartement de location près de Ümraniye, ingénieur d'électronique et de télécommunication de formation universitaire.
Maaz	Récupérateur/ Van/ Dolapdere/ travail saisonnier, berger, célibataire, se loge dans l'entrepôt à Istanbul.
Mahmut	Récupérateur/ Siverek/ Ümraniye/ enseignant de biologie de formation universitaire, a participé activement aux négociations avec les autorités publiques, devenu médiatique pendant la conférence de presse des récupérateurs.
Merwan	Récupérateur fait le tri à l'intérieur de l'entrepôt/ Afghan/ Dolapdere
Meryem	Récupératrice/ d'origine grecque/ Tarlabası/ grand-mère mais ne voit pas sa famille, il y a des rumeurs sur son travail en tant que 'maquerelle'.
Mehmet	Propriétaire d'entrepôt/ Siverek/ Ümraniye/ a participé activement à la résistance, son entrepôt a été brûlé pendant la descente policière.
Nazmi	Propriétaire d'entrepôt/ Siverek/ Dolapdere/ père d'enfants, vit avec sa famille à Bahçelievler.
Oktay	Ancien récupérateur/ Adana/ bouquiniste, devenu figure publique après avoir figuré dans un documentaire portant sur sa vie et son travail.
Önder	Propriétaire d'entrepôt/ Tokat/ Dolapdere/ vit avec Emrah dans un appartement à Beylikdüzü acheté par la mère du premier. Il fait des aller-retours avec sa voiture privée.
Osman	Récupérateur/ Muş/ Dolapdere/ l'un des plus anciens du secteur, ancien propriétaire d'entrepôt qui a été détruit par les toxicomanes « <i>hapcılar patlattı</i> », l'un des rares récupérateurs à pouvoir travailler sur Istiklal.
Remzi	Récupérateur/ Mardin/ Dolapdere/ travail saisonnier, père d'enfants, famille à Mardin.
Salman	Propriétaire d'entrepôt/ Siverek/ Dolapdere/ grand-père, vit avec sa famille à Sirinevler, ancien trafiquant de drogues, le beau-frère de Ahmet.
Samir	Récupérateur/ Afghanistan/ Dolapdere/ 18 ans mais se dit mineur pour se sauver de la police, à Istanbul depuis 2017. Il a des oncles et des frères qui sont renvoyés.
Semih	Propriétaire depuis 2021/ Aksaray/ Dolapdere/ 28 ans, dans le secteur depuis 15 ans.
Sercan	Récupérateur/ Aksaray/ Dolapdere/ à Istanbul depuis 1995, a travaillé longtemps dans la construction avant de commencer comme récupérateur.
Şeref	Récupérateur/ Tokat/ Tarlabası/ père de 4 enfants, sa famille vit à Denizli, a trois frères, tous les quatre travaillent dans le secteur.
Şervan	Récupérateur/ Siverek/ Ümraniye/ son frère est propriétaire d'entrepôt mais il se loge et travaille dans l'entrepôt de Basri et Kerem.
Veli	Ancien récupérateur/ Siverek/ vétérinaire, travaillait en tant que récupérateurs pendant ses études, travaille désormais comme vétérinaire au sein de la municipalité.

Yavuz	Gestionnaire d'entrepôt/ Aksaray/ Dolapdere/ l'entrepôt ne lui appartient pas mais c'est lui qui s'occupe de sa gestion. Il a arrêté ses études universitaires d'enseignant de physique.



BIOGRAPHIE

[illegible]

TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Ayçanur TOP
Tez Başlığı : Le Capitalisme Recyclé: L'accumulation par
Réanimation et les Récupérateurs des Déchets Recyclables à Istanbul
Savunma Tarihi : 20 / 09 / 2022
Danışman : Doç. Dr. K. Cem ÖZATALAY

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-Soyadı	İmza
Prof. Dr. Sibel YARDIMCI	
Dr. Öğr. Üyesi Cemil YILDIZCAN	
Doç. Dr. K. Cem ÖZATALAY	

Prof. Dr. Ulun AKTURAN
Enstitü Müdürü